

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4-8 juin 2007

RAPPORTS ANNUELS

Point 4 de l'ordre du
jour

Pour approbation

F

Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2007/4
7 mai 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL SUR LES RÉSULTATS DE 2006



Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>)

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur de la Division des politiques, des stratégies et de l'appui aux programmes (PDP) M. S. Samkange tél.: 066513-2767

Chef de l'Unité chargée des rapports et de l'analyse des résultats (PDPR) Mme D. Hines tél.: 066513-2032

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

AVANT PROPOS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Pour le PAM, 2006 a été une année de consolidation, et l'Organisation a beaucoup travaillé pour mettre en œuvre les leçons tirées des crises antérieures et notamment renforcer les procédures en vigueur et intégrer les mesures de renforcement des capacités dans ses activités. Le Programme s'est néanmoins engagé totalement pour faire face aux crises nouvelles ou persistantes et a ainsi fourni 4 millions de tonnes d'aide alimentaire à 88 millions de victimes de la faim dans le monde. Ces chiffres correspondent à une année marquée par quelques grandes crises pendant laquelle le PAM a privilégié les interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR), qui ont constitué la première catégorie d'activités.

L'intervention au Soudan est restée l'opération humanitaire la plus importante et la plus difficile pour l'Organisation; en fait c'est une des plus grandes opérations jamais engagées par le PAM au niveau d'un pays, puisqu'il s'agit d'une opération d'urgence couvrant à elle seule 6,4 millions de personnes. Des opérations spéciales ont été lancées pour appuyer les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS), les réparations de routes, le déminage, les télécommunications ainsi qu'un centre logistique conjoint pour faire disparaître les goulots d'étranglement de la chaîne de distribution des vivres. L'opération Soudan, opérations spéciales comprises, a absorbé le cinquième des dépenses opérationnelles directes de 2006; les fonctionnaires du PAM qui ont travaillé dans ce pays étaient plus nombreux que ceux du siège. La sécurité ne s'est guère améliorée au Darfour pendant l'année et l'accès aux personnes déplacées à la suite de ce conflit est toujours très difficile.

Le PAM a nettement renforcé sa capacité d'intervenir avec rapidité et efficacité en 2006, en créant des entrepôts supplémentaires pour l'aide humanitaire et en multipliant et en diversifiant ses partenaires. Ces investissements ont porté leurs fruits en juillet dernier lorsqu'un conflit a éclaté au Liban; ce pays a subi de violents bombardements et un blocus économique. Une équipe d'urgence est arrivée sur place en quelques jours pour ouvrir une base en vue d'une opération d'urgence régionale. Pendant les 33 jours de conflit, un millier de personnes sont mortes, 4 500 ont été blessées et près d'un million ont dû quitter leur maison. Le Programme a distribué une aide alimentaire à 824 000 personnes déplacées et a fourni des services de logistique, de sécurité et de télécommunications à l'ensemble des organismes humanitaires.

Le PAM a poursuivi son action en faveur du développement et sa lutte contre la faim chronique malgré de multiples difficultés. Lorsque la disette chronique s'est aggravée dans les pays du Sahel et que la malnutrition a atteint des niveaux inquiétants chez les enfants, le Programme a réagi rapidement en fournissant une aide humanitaire. Il a simultanément continué de jouer son rôle de chef de file dans la lutte contre la faim et la dénutrition en renforçant ses capacités d'analyse et de programmation, soucieux de progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il a également lancé la collection "La faim dans le monde", qui est destinée aux responsables politiques des pays développés ou en développement et sert de référence pour toutes les questions liées au phénomène de la faim. La mise en œuvre de la stratégie de liaison avec les universités a progressé, ce qui a permis au Programme de faire appel aux compétences spécialisées des universités et établissements de recherche et de partager ses connaissances.

L'Initiative visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants a été adoptée par diverses parties intéressées. Il ressort d'une étude récente de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) que la mortalité infantile a diminué plus rapidement dans les pays qui ont le mieux réussi à faire reculer la faim. Malgré tout, le monde compte encore 400 millions d'enfants souffrant de malnutrition: c'est là un des grands défis humanitaires d'aujourd'hui.

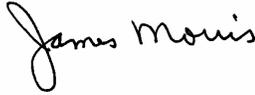
En 2006 Le PAM s'est efforcé de faire "plus, mieux et conjointement"; il a fait avancer la cause des populations qui souffrent de la faim, par exemple en travaillant plus étroitement avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations régionales et en collaborant efficacement avec son Conseil d'administration. En deux ans seulement, le nombre d'ONG partenaires a augmenté de 68 pour cent. En 2006, Le PAM a signé un accord absolument novateur avec le Secours islamique mondial afin d'améliorer les services fournis aux bénéficiaires vivant dans des communautés musulmanes, soit la moitié environ des destinataires de l'aide du Programme en 2006. En qualité de coparrain du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), il a travaillé avec d'autres organismes du système ainsi qu'avec les gouvernements et les ONG pour renforcer la lutte contre le sida au niveau des communautés, à l'échelon national et à l'échelle mondiale. Vu l'importance de la nutrition pour sauvegarder la santé et les moyens de subsistance des personnes qui vivent avec le VIH, le PAM a fourni des vivres et un appui nutritionnel (sous forme de soins, de traitements et d'actions palliatives) à 2,3 millions de personnes dans 50 pays.

La gamme de donateurs et les partenariats avec le secteur privé ont continué de s'élargir, pour atteindre un niveau record en 2006. Le PAM a reçu des contributions en nature ou en espèces de près de 100 donateurs. Les contributions en espèces en faveur d'activités d'aide alimentaire sont passées de 52,4 pour cent en 2005 à 54,6 pour cent en 2006; elles comprenaient 214 millions de dollars de contributions financières de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale par le biais du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF), récemment créé, des fonds humanitaires communs de pays et des fonds fiduciaires multidonateurs. Tout en continuant à accroître le volume de fonds mobilisés, le PAM a encore réduit les coûts, par exemple en sous-traitant certaines tâches informatiques en Inde.

La réforme des Nations Unies est passée du stade théorique à celui de la mise en œuvre. En Indonésie, au Liban et au Pakistan, le PAM a tiré des enseignements utiles du nouveau système d'action humanitaire groupée et de son rôle de chef de file dans le domaine de la logistique et des services des technologies de l'information et des communications (TIC). Les organisations ayant leur siège à Rome ont fait en sorte que le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) soutienne la sécurité alimentaire, la lutte contre la faim, le développement rural et social et les dispositifs de protection sociale.

Dans le cadre de la fonction pour la gestion du changement, le PAM a renforcé et intégré dans ses activités plusieurs initiatives importantes concernant par exemple le personnel et la réforme des activités humanitaires des Nations Unies auxquelles le Comité permanent interorganisations a souscrit. Le PAM a fait nettement progresser l'application systématique de la gestion axée sur les résultats, la mesure des résultats et la gestion des risques; les résultats obtenus sont décrits dans le présent rapport. L'action du PAM est considérée comme particulièrement efficace, mais il faut que la gestion axée sur les résultats et les mesures de performance répondent aux attentes des responsables. L'analyse claire des résultats est le seul moyen de montrer que le PAM sert bien les bénéficiaires.

Année de consolidation, l'année 2006 a aussi été une année de transition pour le système des Nations Unies et pour le PAM. J'ai décidé, non sans regret, de ne pas briguer un nouveau mandat de Directeur exécutif à la fin de mon mandat actuel, en avril 2007. Je viens de vivre cinq années extraordinaires. Les agents du PAM ne ménagent aucun effort pour porter secours aux nombreuses populations démunies. Je leur adresse tous mes vœux de succès dans leur travail au cours des prochaines années.



James T. Morris
Directeur exécutif

PROJET DE DÉCISION

Le Conseil approuve le Rapport annuel sur les résultats de 2006 (WFP/EB.A/2007/4), en notant qu'il constitue un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année.

RÉSUMÉ

Le Rapport annuel sur les résultats de 2006 mesure le travail accompli par le PAM conformément au Plan stratégique (2006–2009). Il sert de cadre de référence pour évaluer les résultats de l'Organisation à l'aide d'un tableau récapitulatif établi en rapport avec les cinq objectifs stratégiques et les sept objectifs de gestion. Le Rapport montre comment le PAM a utilisé les ressources qui lui ont été confiées en 2006 pour atteindre les objectifs à court et à moyen terme correspondant à son mandat et pour contribuer à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le PAM s'est inspiré de la réforme en cours aux Nations Unies. Dans le cadre du système d'action groupée, il a conservé la responsabilité générale du secteur de l'aide alimentaire, le rôle de chef de file du secteur de la logistique et la codirection du module des télécommunications d'urgence. Le PAM et les autres organisations membres du Comité exécutif ont organisé le premier bureau commun pilote au Cap-Vert.

Le Programme a fourni une aide à 87,8 millions de personnes en 2006, distribuant 4 millions de tonnes de vivres aux populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Les aliments enrichis ont représenté le quart des produits distribués conformément à la politique adoptée par le PAM tendant à fournir des produits de qualité en quantité suffisante. Sur 2 millions de tonnes de produits alimentaires achetés en 2006, 77 pour cent l'ont été dans des pays en développement.

Les enfants sont restés la cible privilégiée de l'aide du PAM et ont représenté les deux tiers des bénéficiaires. Ce sont les opérations répondant à l'Objectif stratégique 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise – qui ont atteint le plus grand nombre de bénéficiaires de l'aide du PAM, soit un tiers du total; 62 pour cent de ces opérations appartenaient à la catégorie des IPSR.

Pendant cette année qui a connu peu de nouvelles situations d'urgence de grande ampleur, le PAM a privilégié les IPSR; cette catégorie d'activité a été la plus importante pour la deuxième année consécutive, couvrant la moitié des bénéficiaires. Les crises prolongées de grande ampleur ont caractérisé l'année 2006: les interventions au Soudan et au Kenya ont absorbé à elles seules 78 pour cent des dépenses directes au titre des opérations d'urgence. L'activité la plus importante a été la distribution générale de vivres suivie par les activités Vivres pour la création d'actifs (VCA).

La crise du Liban a constitué la première mise à l'épreuve de la capacité d'intervention d'urgence du PAM, récemment renforcée. Une équipe d'urgence de l'Organisation est arrivée dans le pays en quelques jours pour ouvrir une base en vue d'une opération d'urgence régionale. Les vivres du PAM ont aidé les familles déplacées à survivre et facilité leur retour dans leurs foyers. En sa qualité de chef de file du module de la logistique, le PAM a assuré l'accès aux bénéficiaires et soutenu les livraisons d'aide humanitaire gérées par les Nations Unies.

Les bénéficiaires des projets de développement du PAM ont été plus nombreux en 2006 qu'en 2005; le volume des vivres distribués et les dépenses directes totales ont aussi augmenté. Les activités de renforcement des capacités ont continué de croître et la moitié relevait de programmes de développement. Le PAM a atteint son objectif de concentration de l'action sur certains pays avant les dates limites prévues: 90,6 pour cent des ressources de développement multilatérales sont allés aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays à faible revenu.

La collaboration avec les partenaires s'est intensifiée en 2006. Le pourcentage de projets conjoints dans le cadre desquels l'aide alimentaire du PAM était complétée par des apports d'organismes des Nations Unies et d'ONG partenaires a augmenté pour la troisième année consécutive, atteignant ainsi un niveau record. Le nombre de partenariats avec les ONG a progressé de 44 pour cent par rapport à 2005: 88 pour cent des bureaux de pays du PAM ont fait état de partenariats de ce genre. Les ONG ont acheminé la moitié des produits alimentaires du PAM pendant l'année.

Le PAM a reçu des contributions en produits alimentaires et en espèces pour une valeur de 2,7 milliards de dollars de près de 100 donateurs et a couvert 91 pour cent des besoins prévus. La gamme de donateurs et les partenariats avec le secteur privé ont continué de s'élargir. Parmi les contributions, on peut citer 214 millions de dollars provenant des Nations Unies et de la Banque mondiale dans le cadre du CERF, des fonds humanitaires de pays et des fonds fiduciaires multidonateurs.

Malgré la générosité des contributions, l'irrégularité des financements a entravé un certain nombre d'opérations. Il ressort d'une étude menée par le PAM que les mécanismes de préfinancement sont importants pour limiter au minimum les ruptures de la filière d'approvisionnement et les délais d'intervention et donnent une marge de manœuvre pour faire face aux irrégularités de financement.

La gestion s'est améliorée de façon générale: il a été rendu compte de presque tous les indicateurs et le pourcentage d'objectifs atteints a augmenté depuis 2004. Le PAM a encore amélioré les rapports relatifs aux indicateurs de résultats à moyen terme au niveau de l'Organisation, démontrant ainsi que son travail en collaboration avec les gouvernements, le secteur privé et les individus apportait une contribution importante à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en 2006.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Avant propos du Directeur exécutif	2
Résumé	6
Introduction	11
Principaux chiffres et OMD	14
PARTIE I: APERÇU STRATÉGIQUE	17
Réforme de l'Organisation des Nations Unies	17
Fréquentes catastrophes naturelles et crises prolongées de grande ampleur	19
Irrégularité du financement	20
Intégration des initiatives de l'Organisation et gestion des risques	22
PARTIE II: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE	23
Mécanismes de financement anticipé et fonds communs des Nations Unies	23
Système de l'action groupée – Enseignements tirés de l'année 2006	26
Priorités en matière de problématique hommes-femmes	27
Suivi de la prise de décisions et des résultats	30
PARTIE III: PRINCIPALES RÉALISATIONS	33
Aperçu des principaux résultats	33
Impact de l'action du PAM	37
PARTIE IV: ANALYSE DES RÉSULTATS	49
Mesure des indicateurs de réalisation des objectifs stratégiques: progrès accomplis	49
OS 1 – Sauver des vies dans des situations de crise	50
OS 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs	54
OS 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables	57
OS 4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans les domaines de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle	62
OS 5 – Aider les gouvernements et les régions à élaborer et à gérer des programmes d'aide alimentaire et de réduction de la faim	67
Recettes et dépenses	69
Contributions	69
Aperçu général des recettes et des dépenses	70
Analyse par catégorie de coût	71

PARTIE V: RÉSULTATS PAR OBJECTIF DE GESTION	75
Objectifs de gestion: principaux résultats	75
OG 1 – Établir des partenariats solides pour éliminer la faim	76
OG 2 – Être l'employeur de choix d'un personnel compétent, déterminé à éliminer la faim	79
OG 3 – Faire preuve d'excellence dans la mise en œuvre de programmes efficaces et opérants	82
OG 4 – Renforcer et partager les connaissances sur la faim pour contribuer à l'action concertée menée pour éliminer la faim	88
OG 5 – Fournir des services d'infrastructure technique et opérationnelle pour permettre la mise en œuvre d'opérations efficaces	92
OG 6 – Être transparent, rendre des comptes et gérer les risques	94
OG 7 – Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins	98
PARTIE VI: MARCHÉ À SUIVRE	105

ANNEXES

I.	Matrices des résultats	110
	A – Objectifs stratégiques du PAM: Matrice des résultats	110
	B – Objectifs de gestion du PAM: Matrice des résultats	115
II.	Personnel du PAM	118
III.	Achat de produits alimentaires par le PAM	119
IV.	Contributions totales confirmées	122
V.	Tableau 1: Ventilation des dépenses directes par région et catégorie d'activités, (2003–2006)	126
	Tableau 2: Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités, (2003–2006)	128
	Tableau 3: Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région (2003–2006)	131
VI.	Initiatives de changement	132
VII.	Profil de l'aide alimentaire dans le monde (2002-2006)	133
VIII.	Liste des sigles utilisés dans le présent document	134

NOTES GÉNÉRALES

- Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars des États-Unis.
- Un milliard = 1 000 millions.
- Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.
- Les dépenses directes comprennent les produits alimentaires, les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD), le transport extérieur et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD) et ne comprennent pas les coûts d'appui indirects (CAI) et les dépenses d'administration et d'appui aux programmes (AAP).
- Dans certains tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre exactement, les chiffres ayant été arrondis.
- La catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) comprend tous les pays à déficit vivrier (importateurs nets de céréales) ayant un revenu par habitant inférieur au seuil utilisé par la Banque mondiale pour identifier les pays pouvant bénéficier de l'assistance de l'Association internationale de développement et des conditions de prêt sur 20 ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); appartiennent à la catégorie des PFRDV tous les pays des catégories I et II de la Banque mondiale. Le seuil de revenu national brut par habitant pour 2003, sur la base de la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 1 465 dollars É.-U. En 2006, 82 pays avaient été rangés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans la catégorie des PFRDV.
- La catégorie des pays les moins avancés (PMA), telle que définie par l'Organisation des Nations Unies, comprend "les pays à faible revenu dont la croissance est entravée par des handicaps à long terme, en particulier un niveau peu élevé de développement des ressources humaines et/ou de graves faiblesses structurelles". En 2005, 50 pays avaient été rangés dans la catégorie des PMA par le Bureau du Haut Représentant pour les PMA, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

INTRODUCTION

1. Afin d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Groupe d'experts de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système a présenté en novembre 2006 un cadre de structure unifiée des Nations Unies au niveau des pays. Dans ce cadre, cinq recommandations stratégiques étaient formulées dont l'une concernait le réaménagement des procédures des Nations Unies pour axer l'action sur les résultats à moyen terme, la réponse adaptée aux besoins et l'obtention de résultats mesurés par rapport aux OMD. Le Rapport annuel sur les résultats de 2006 du PAM est conforme à cette recommandation. Il expose comment les ressources confiées au PAM ont été utilisées pour obtenir les résultats à moyen terme et les résultats à court terme correspondant au mandat du PAM, à l'appui des OMD.
2. Le Rapport annuel sur les résultats se situe au cœur même de l'obligation redditionnelle du PAM. Le Plan stratégique (2006–2009) constitue le cadre de la contribution du PAM à la réalisation des OMD¹. Un tableau récapitulatif des résultats (voir annexe I), en rapport avec les cinq objectifs stratégiques et les sept objectifs de gestion présente de façon transparente et cohérente la chaîne des résultats des opérations du PAM. Il fait apparaître la progression logique en partant des activités pour arriver aux résultats à court terme qui contribuent aux résultats à moyen terme – l'amélioration recherchée de la vie des bénéficiaires. Le tableau récapitulatif du cadre stratégique comporte 34 indicateurs définis au niveau des résultats à court terme et des résultats à moyen terme que le PAM a utilisés pour mesurer les progrès enregistrés pendant l'année en ce qui concerne chaque objectif stratégique².
3. Le cadre de gestion et de finances est destiné à appuyer les cinq objectifs stratégiques en vue de maintenir ou de renforcer l'efficacité opérationnelle et la capacité d'organisation. Le cadre des objectifs de gestion comporte 26 indicateurs que le PAM a utilisés pour mesurer les résultats de ses principales fonctions d'appui opérationnel. Ce cadre d'objectifs stratégiques et d'objectifs de gestion contribue:
 - à exposer la contribution du PAM à la réalisation des OMD;
 - à établir l'ordre de priorité pour l'allocation des ressources du Programme aux activités;
 - à poser les bases des obligations redditionnelles internes.
4. Le Rapport annuel sur les résultats de 2006 s'appuie sur des systèmes de gestion axée sur les résultats et de comptes rendus notamment les rapports normalisés sur les projets. Il s'inspire des trois principes fondamentaux fixés pour rendre compte chaque année des résultats du PAM:
 - mesurer les résultats en rapport avec les objectifs stratégiques et les objectifs de gestion;

¹ WFP/EB.A/2005/5-A.

² Le *Recueil d'indicateurs du PAM*, décembre 2005 (exercice biennal 2006–2007) donne des précisions sur les indicateurs au niveau de l'Organisation.

- étoffer les comptes rendus au niveau des résultats à moyen terme et des résultats à court terme;
 - intégrer les principales conclusions et enseignements tirés pendant l'année, en particulier ceux qui sont issus de missions d'évaluation³.
5. Le Rapport annuel sur les résultats fait ressortir les avancées du PAM en ce qui concerne la définition des objectifs et des indicateurs, la mesure des résultats au niveau de l'Organisation et le regroupement des résultats provenant du terrain pour l'ensemble de l'Organisation. Les rapports sur les résultats évoluent à mesure que les procédures de la gestion axée sur les résultats sont institutionnalisées. De nouveaux progrès ont été faits en 2006 mais il y a encore un certain nombre de mesures à prendre avant de pouvoir présenter des résultats à moyen terme complets et les regrouper dans le Rapport annuel. Les travaux visant à améliorer la mesure et la communication des résultats se poursuivent; il s'agit d'affiner les indicateurs et les objectifs au niveau de l'Organisation dans le cadre du processus de planification stratégique, d'améliorer la collecte des données et le regroupement dans le cadre du projet WINGS II et d'enrichir le contenu des rapports normalisés sur les projets.
6. Le Rapport annuel sur les résultats de 2006 se compose de six parties:
- **La Partie I, Aperçu stratégique** présente le contexte stratégique dans lequel se sont déroulées les activités du PAM en 2006. Les thèmes dominants ont été les suivants: contribuer à animer et renforcer les réformes des Nations Unies, faire face à des catastrophes naturelles fréquentes et à des crises prolongées de grande ampleur, compenser l'irrégularité du financement, incorporer les initiatives de l'Organisation dans ses activités, et enfin gérer les risques.
 - **La Partie II, Enseignements tirés de l'expérience** expose certaines leçons tirées des évaluations et des opérations. Ces enseignements sont également intégrés dans tout le document pour mettre en lumière les réussites ainsi que les possibilités d'amélioration.
 - **La Partie III, Principales réalisations** passe en revue les résultats les plus importants de 2006, notamment les principaux chiffres et résultats à moyen terme par catégorie de programme et par objectif stratégique. Les principaux enseignements tirés pendant l'année sont mis en lumière dans le cadre des études relatives aux pays: par exemple le renforcement des capacités en El Salvador et en Équateur, la fourniture de services à l'appui d'actions humanitaires et d'opérations d'aide alimentaire du PAM au Darfour, au Liban et au Kenya.
 - **La Partie IV, Analyse des résultats** examine les résultats à moyen et à court terme par rapport aux chiffres visés pour chacun des cinq objectifs stratégiques, en précisant aussi bien les réussites que les domaines à améliorer. Les résultats à moyen terme au niveau des pays sont présentés à titre d'exemple pour démontrer que l'aide du PAM a contribué à améliorer la vie des bénéficiaires. Les résultats sont présentés par objectif stratégique et par catégorie de programme. La Partie IV fournit aussi les Recettes et les dépenses et les tendances pour chaque élément de coût.

³ WFP/EB.A/2004/4-D.

- **La Partie V, Résultats par objectif de gestion** passe en revue les principales procédures de gestion qui ont permis au PAM de réaliser des opérations plus efficaces et plus efficaces. Cette partie étudie également la façon dont les points faibles identifiés dans le Plan de gestion biennal (2006–2007) sont traités afin de faciliter les réalisations visées en rapport avec chaque objectif stratégique.
- **La Partie VI, Marche à suivre** met en relief certains des grands problèmes auxquels le PAM doit faire face, en particulier les réformes des Nations Unies qui ont été proposées, notamment la création de bureaux communs pilotes, l'adaptation des procédures du PAM pour favoriser des interventions rapides et efficaces, l'évolution des ressources, le renforcement des mécanismes redditionnels et la mise en place de partenariats solides pour mettre un terme à la faim.

Le PAM et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

2005 2006 PRINCIPAUX CHIFFRES

OMD 1 Éliminer l'extrême pauvreté et la faim

		BÉNÉFICIAIRES	PROJETS EN COURS EN 2006
96,7	87,8	millions de personnes qui ont faim dans 78 pays (82 en 2005)	Programmes de pays 34
23,6	24,3	millions - projets de développement	Projets de développement 22
35,0	16,4	millions - opérations d'urgence	Opérations d'urgence 37
(10,5)	(7,7)	- millions - situations de conflit	IPSR 53
(6,0)	(0,8)	- millions – faillite économique	Opérations spéciales 35
(18,5)	(7,9)	- millions – catastrophes naturelles	TOTAL 181
38,1	47,1	millions – interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR)	
79,5	76,4	millions de femmes et d'enfants	
2,1	1,9	millions de réfugiés	
8,3	7,2	millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays	
1,3	1,2	millions de rapatriés	
VOLUME DE L'AIDE ALIMENTAIRE			
4,2	4,0	millions de tonnes de produits alimentaires distribués	
2,5	2,0	millions de tonnes de produits alimentaires achetés	
PROJETS APPROUVÉS EN 2006⁴			
3	9	programmes de pays, évalués à 417 millions de dollars	
7	1	projets de développement, évalués à 5 millions de dollars	
28	20	opérations d'urgence /Compte d'intervention immédiate (CII), projets évalués à 1,5 milliard de dollars	
14	18	IPSR évaluées à 801 millions de dollars	
18	15	opérations spéciales, évaluées à 115 millions de dollars	
RECETTES ET DÉPENSES (milliards de dollars)			
2,8	2,7	contributions reçues	
2,97	2,93	recettes	
2,9	2,7	dépenses directes	
3,1	2,9	dépenses totales	
PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET AIDE DU PAM			
89,0	90,6	pour cent des ressources multilatérales de développement affectées conformément aux critères de concentration en faveur de certains pays	
67,4	68,8	pour cent des ressources de développement affectées allant aux PMA	
78,0	77,0	pour cent des produits alimentaires achetés (en tonnes) dans des pays en développement	
75,0	73,9	pour cent de l'aide au développement du PAM destinée à des pays africains	

⁴ Non compris les coûts d'appui indirects.



2005 2006

PRINCIPAUX CHIFFRES

OMD 2 Assurer l'éducation primaire pour tous

21,7	19,4	millions d'enfants scolarisés ont reçu des repas scolaires/rations à emporter, dont pour cent de filles
48,0	47,9	
-	6,0	pour cent d'augmentation de la scolarisation (en chiffres absolus) dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire du PAM
94,0	90,0	pour cent des enfants ont suivi les cours toute l'année dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire

OMD 3 Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

52,0	51,0	pour cent des bénéficiaires étaient des femmes ou des filles
333	375	mille femmes occupaient des postes de responsabilité dans les comités de gestion de l'aide alimentaire
10,0	5,5	millions de femmes ont reçu des rations alimentaires familiales aux points de distribution dans le cadre des distributions générales de vivres
4,8	4,7	millions de cartes de ration familiale ont été établies au nom de femmes dans le cadre des distributions générales de vivres

OMD 4 Réduire la mortalité infantile

58,2	58,8	millions d'enfants ont bénéficié d'une aide dans le cadre des opérations du PAM
8,1	9,9	millions d'enfants victimes de malnutrition ont bénéficié d'un soutien nutritionnel spécial

OMD 5 Améliorer la santé maternelle

2,5	1,5	millions de femmes vulnérables ont bénéficié d'un soutien nutritionnel supplémentaire
89	89	pour cent des femmes enceintes et mères allaitantes suivies ont reçu des aliments enrichis en micronutriments (ERF.1) ⁵

OMD 6 Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

21	21	des 25 pays où la prévalence du VIH/sida est la plus élevée ont reçu une aide du PAM
9,0	8,4	millions de personnes touchées par le VIH/sida ont reçu une aide alimentaire du PAM
51	51	pays ont reçu une aide au titre de programmes de prévention contre la tuberculose et le VIH/sida

OMD 7 Assurer un environnement durable

41,3	28,0	millions de personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM pour les inciter à créer des avoirs, à suivre une formation, à apprendre à résister aux chocs et à préserver leurs moyens de subsistance
------	------	---

OMD 8 Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

14	14	partenaires de réserve
25	29	évaluations conjointes des besoins d'urgence, avec la FAO et le HCR
72	84	entreprises et entités privées ont apporté un appui sous forme de dons en espèces et en nature, pour une valeur de 55,5 millions de dollars
2 270	3 264	organisations non gouvernementales ont travaillé avec le PAM

⁵ Enquête de référence sur les Engagements renforcés en faveur des femmes.



PARTIE I: APERÇU STRATÉGIQUE

7. Le Plan stratégique (2006–2009) a fixé l'orientation stratégique du PAM et défini la base sur laquelle repose la mesure des résultats qu'il a obtenus en 2006. Il constitue le cadre dans lequel s'inscrit la contribution que le PAM apporte aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en assumant, à l'échelle mondiale, la direction de la logistique, de la gestion des situations d'urgence et de la lutte contre la faim. Durant toute l'année 2006, le travail du PAM a été influencé par un certain nombre de facteurs externes tels que la réforme en cours de l'Organisation des Nations Unies, la survenance de plus en plus fréquente de catastrophes naturelles et de crises prolongées de grande ampleur ainsi qu'un financement important mais irrégulier. Dans l'Organisation, le PAM a continué de rationaliser les initiatives et de gérer les risques.

Réforme de l'Organisation des Nations Unies

8. La réforme de l'Organisation des Nations Unies qui est en cours a continué de guider les activités du PAM pendant l'année. Le PAM a contribué à l'adoption de mesures visant à assurer la cohérence, la coordination et l'intégration et elle en a tiré parti notamment en recourant de plus en plus souvent aux mécanismes communs de financement de l'action humanitaire, tels que le CERF, en assumant la direction de l'action groupée et en agissant dans le cadre des programmes conjoints entrepris par les organisations des Nations Unies dans les domaines de la nutrition, de la gestion des catastrophes, de l'éducation et du VIH/sida.
9. **Réforme humanitaire.** Le rôle du PAM dans les modules d'action humanitaire procédait de son solide caractère opérationnel et de la fiabilité de sa capacité d'intervention dans les situations d'urgence. Les activités liées à la nouvelle approche d'action groupée ont été financées par le biais de l'appel à l'amélioration de la capacité d'intervention humanitaire. Dans le cadre du système de direction de l'action groupée, le PAM a conservé, à l'échelle mondiale, la responsabilité du secteur de l'aide alimentaire, la direction du module de la logistique, et la codirection du module des télécommunications d'urgence. En 2006, des modules logistiques ont été mis en place sous la direction du PAM dans sept pays: Éthiopie, Indonésie (Yogyakarta), Kenya, Liban, Philippines, République démocratique du Congo et Somalie. Les activités liées à cette mise en place sur le terrain ont été financées dans le cadre de projets du PAM. L'expérience tirée de chaque module a contribué à resserrer la coopération entre les acteurs humanitaires dans le souci de rendre les interventions plus efficaces.
10. En 2006, les ONG et les institutions des Nations Unies qui participent à la mise au point d'outils, de systèmes et de protocoles pour le module de la logistique ont décidé que le Centre logistique commun des Nations Unies (UNJLC) jouerait un rôle majeur dans la production d'informations logistiques. Les participants au module mondial de la logistique ont reconnu que, malgré la nouvelle approche, l'UNJLC était un atout irremplaçable et faisait partie intégrante du module de la logistique.

Toutefois, le financement de l'unité principale du Centre à Rome demeurerait préoccupant.

11. Profitant de l'impulsion donnée par la réforme de l'Organisation des Nations Unies, le PAM s'est appuyé sur l'expérience tirée de la gestion de l'Entrepôt de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies (UNHRD) de Brindisi et a mis en place un réseau mondial de dépôts des Nations Unies. À partir de ces dépôts, le PAM a fourni des services aux institutions des Nations Unies, aux organisations internationales, aux gouvernements et aux ONG, soit à titre gracieux, soit sur la base du recouvrement des coûts. L'emplacement des dépôts et les moyens dont ils disposent ont permis de sauver des vies, de réduire le coût du déploiement des secours et de réduire les délais d'intervention.
12. En tant que co-dirigeant du module des télécommunications d'urgence, le PAM a facilité la mobilisation rapide de matériel et de personnel des télécommunications. Compte tenu de l'importance déterminante des télécommunications d'urgence et du surcroît de coûts associé à la direction du module, le PAM a reçu 1,5 million de dollars par le biais de l'Appel mondial à l'action afin de renforcer les capacités mondiales en matière de télécommunications d'urgence. Cependant, les manques n'ont été que partiellement comblés: 46 pour cent des fonds demandés ont été mis à disposition, mais ils ne sont arrivés qu'entre septembre et décembre 2006.
13. Le module de la nutrition du Comité permanent interorganisations, dirigé par l'UNICEF, a encouragé les partenariats entre les institutions des Nations Unies, les ONG et les donateurs ainsi que des groupes techniques à mettre en œuvre à temps des interventions coordonnées pour faire face aux urgences nutritionnelles. Dans ce contexte, différents groupes de partenaires ont agi dans plusieurs secteurs thématiques - coordination de l'action groupée au niveau mondial et à celui des pays, renforcement des capacités, et planification préalable, évaluation, suivi et surveillance – sous la co-présidence du PAM. Des échanges de vues ont été engagés au sujet de la mise au point d'aliments spécifiques du traitement de la malnutrition modérée à consommer après les "produits alimentaires thérapeutiques prêts à l'emploi" utilisés pour le traitement de la malnutrition sévère aiguë.
14. **Cohérence de la programmation.** Le PAM a apporté un appui au Comité exécutif du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) afin d'améliorer la cohérence des programmes dans les pays; il a assumé la présidence du Groupe des programmes du PNUD en 2006. Le PAM et les autres institutions membres du Comité exécutif ont ouvert un bureau pilote commun au Cap-Vert; un membre du personnel du PAM en a été nommé représentant adjoint chargé des programmes. Le PAM s'est efforcé de faire en sorte que le bureau commun améliore les programmes des Nations Unies dans le pays ainsi que la coordination administrative. Il est encore trop tôt pour en mesurer les résultats concrets au niveau des programmes, mais les cantines scolaires appuyées par le PAM ont servi de point de départ pour répondre à certains besoins, tels que la protection, la nutrition et la santé des enfants.
15. Avec d'autres institutions des Nations Unies, le PAM a insisté pour que les réformes faites en matière de développement dans les pays, en particulier les programmes et les budgets communs, atteignent les personnes souffrant de la plus grande insécurité

alimentaire dans les zones reculées – c'est-à-dire le groupe cible des bénéficiaires du PAM. Le PAM a participé à 46 programmes communs dans différents secteurs et a collaboré avec les institutions qui ont leur siège à Rome à la lutte contre la faim - composante des plans d'action du GNUM.

16. **Comité de haut niveau sur la gestion.** Le PAM a été l'une des premières institutions des Nations Unies à adopter les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS), normes qui seront appliquées à ses états et comptes financiers à partir de janvier 2008. Le PAM a chargé une équipe de mise en œuvre des normes IPSAS d'assurer la coordination avec le projet WINGS II en veillant à ce que les prescriptions des normes IPSAS y soient incorporées. Les difficultés auxquelles le PAM se heurte concernent l'attribution d'une valeur aux contributions en nature, l'établissement des soldes d'ouverture et les données migrantes.

Fréquentes catastrophes naturelles et crises prolongées de grande ampleur

17. Il n'y a pas eu d'autre événement aussi catastrophique que le tsunami de 2004 ou le tremblement de terre de 2005 au Pakistan, mais il s'est produit plusieurs grandes catastrophes naturelles en 2006 – par exemple le tremblement de terre de mai en Indonésie qui a fait des milliers de morts – et un nombre important de catastrophes moins graves. Il a fallu recourir aux fonds du CII pour intervenir dans 14 catastrophes naturelles soudaines; 9 des opérations menées ont nécessité des montants inférieurs à 3 millions de dollars.
18. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ODP), le PAM est intervenu lors de quatre catastrophes de courte durée survenues en Bolivie, en Équateur, en El Salvador et au Nicaragua, en combinant des ressources venant de programmes en cours à des opérations d'urgence immédiates. En Asie, il a fait face à deux inondations catastrophiques survenues au Népal: au premier semestre de l'année, une aide a été apportée aux familles victimes de la sécheresse et au second semestre, il a fallu apporter une aide alimentaire à celles qui étaient victimes des inondations.
19. Ce que l'on sait aujourd'hui du changement climatique donne à penser que des situations aussi paradoxales peuvent se produire de plus en plus souvent et que le réchauffement de la planète sera à l'origine d'une augmentation du nombre de catastrophes naturelles au cours des 50 prochaines années. Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), le nombre des catastrophes naturelles est passé de 232 en 1994 à 493 en 2006⁶.
20. Le climat des opérations du PAM en 2006 s'est aussi caractérisé par la survenance de graves crises prolongées. Le Soudan, où le PAM mène son opération la plus importante, a représenté 64 pour cent des dépenses directes au titre des opérations d'urgence et 38 pour cent des dépenses au titre des opérations spéciales; elle a exigé

⁶ Source: *Catastrophes en 2006*. Données sur les situations d'urgence (EM-DAT), Office of United States Foreign Disaster Assistance (OFDA)/Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), base de données internationales sur les catastrophes www.em-dat.net. Université catholique de Louvain, Belgique.

les services de 18 pour cent des fonctionnaires du PAM. Est venu ensuite le Kenya où l'opération d'urgence a absorbé 15 pour cent des dépenses directes au titre des opérations d'urgence. Ces deux opérations ont représenté 78 pour cent des dépenses directes pour cette catégorie d'activité; l'Éthiopie a représenté 14 pour cent des dépenses directes au titre des IPSR. Ces opérations ont été relativement bien financées: les besoins au titre des opérations d'urgence ont été financés à hauteur de 84 pour cent au Soudan et de 97 pour cent au Kenya; l'opération en Éthiopie a été entièrement financée. Ces trois pays ont représenté 34 pour cent des dépenses totales directes en 2006.

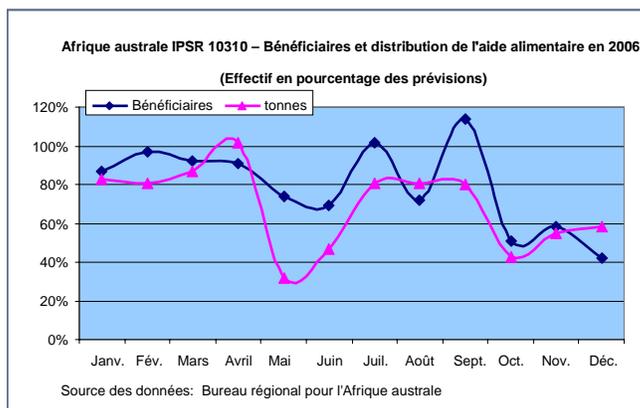
Tableau 1: grandes opérations en 2006 (millions de dollars)						
Bénéficiaires	Dév.	Opérations d'urgence	IPSR	Opérations Spéciales	Bilat./ autres	TOTAL
Éthiopie	19,0	-	174,5	0,9	-	194,4
Kenya	17,2	106,0	28,4	1,6	-	153,2
Soudan	3,2	465,6	-	88,9	-	557,6
Total partiel	39,4	571,6	202,9	91,3	-	905,2
Total, dépenses directes	268,2	729,0	1 233,3	236,3	198,1	2 665,0
Pourcentage	14,7	78,4	16,5	38,6	-	34,0
Source des données: Banque de données du PAM						

Irrégularité du financement

21. Entre 2003 et 2006, les livraisons d'aide alimentaire dans le monde ont baissé de plus d'un tiers. La baisse a été la plus importante dans la catégorie d'activité aide alimentaire, qui représentait plus de 25 pour cent de toute l'aide alimentaire en 2002 mais qui n'en représentait plus que 13 pour cent en 2006; l'aide alimentaire au titre des projets a également diminué, mais moins brutalement. La part du PAM dans l'aide alimentaire mondiale a néanmoins augmenté pendant la même période pour atteindre le chiffre record de 55 pour cent en 2006 (voir annexe VII).
22. Malgré des conditions de financement difficiles, de nouvelles sources de fonds apparaissent. La mise en commun de fonds multilatéraux, par exemple, est un mécanisme nouveau qui se développe rapidement. Le PAM a beaucoup bénéficié de ce nouveau mécanisme pour financer des programmes humanitaires: le CERF, le Fonds commun pour les interventions humanitaires dans les pays et le Fonds d'affectation multidonateurs géré par la Banque mondiale. En 2006, le PAM a reçu un montant de 214 millions de dollars au titre de fonds gérés par l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale. Ces fonds mis en commun pour les interventions humanitaires et les programmes de transition demeureront probablement une composante importante des recettes du PAM à l'avenir; les exigences en matière de rapports et de gestion financière de ces fonds devront être harmonisées avec les procédures en vigueur.

23. Globalement, 91 pour cent des besoins des bénéficiaires ont été satisfaits en 2006. Les grandes opérations de secours du PAM, très médiatisées, ont été bien financées, mais nombre de plus petites opérations ont souffert d'importants déficits de financement ou de ruptures de la filière des produits. Si l'on prend en considération toutes les catégories d'activité, à l'exclusion des opérations spéciales, sur 146 opérations 52 ont été entièrement financées sans aucun déficit. Néanmoins un

cinquième des opérations d'aide alimentaire ont enregistré des manques de plus de 50 pour cent par rapport aux besoins prévus: par exemple, l'IPSR pour la région de l'Afrique australe a souffert à la fois d'insuffisances de financement et de problèmes de régularité.



24. Dans l'ensemble, les déficits et les ruptures des filières d'approvisionnement ont été imputables avant tout à la forte proportion des contributions à usage spécifique – 91 pour cent en 2006 – et à l'échelonnement des dons. Cette forte proportion des contributions à usage spécifique a entraîné un manque de financement pour un certain nombre d'opérations moins visibles. Un montant supplémentaire de 20 millions de dollars de fonds multilatéraux aurait permis au PAM d'éviter des ruptures des filières d'approvisionnement dans 13 petites opérations destinées aux réfugiés.
25. Plusieurs facteurs ont influé sur l'utilisation effective des contributions. Ainsi, des fonds ont été confirmés au dernier trimestre de l'année, ce qui a permis normalement de procéder aux distributions au premier trimestre de 2007 et cela, à son tour a affecté le cycle des opérations, y compris la nécessité de prépositionner des vivres.
26. Un problème de calendrier s'est posé pour les programmes de développement en particulier. Au début de l'année, le PAM prévoit les ressources à allouer à chaque programme pendant l'année: concrètement, c'est dire que les contributions dont la confirmation arrive tardivement dans l'année ont probablement perturbé les filières d'approvisionnement et les activités opérationnelles du début de l'année.
27. Les déficits de ressources et l'échelonnement des contributions n'ont pas affecté les pays de la même manière. La plupart des bureaux de

Madagascar. Il y a 75 pour cent des ressources nécessaires qui ont manqué pour financer l'IPSR Madagascar, laquelle n'a permis de répondre qu'à 20 pour cent des besoins alimentaires des 66 000 personnes jugées les plus vulnérables. Le ciblage a été difficile, et il a fallu que le PAM intervienne pour aider les partenaires à appliquer des critères de plus en plus restrictifs.

Cambodge. Un manque de financement de 43 pour cent de l'IPSR a obligé à prendre des décisions difficiles: pas de distribution aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux jeunes enfants, pas de distribution aux personnes vivant avec le VIH, pas de rations à emporter pour les élèves. Les distributions ont été souvent interrompues, si bien qu'il a été difficile de maintenir les progrès, par exemple l'augmentation de la fréquentation scolaire.

pays se sont efforcés de maintenir le nombre des bénéficiaires en réduisant les rations pour s'adapter aux pénuries de vivres pendant les ruptures des filières de produits. Un certain nombre de mécanismes ont aidé les bureaux de pays à faire face aux irrégularités d'approvisionnement: par exemple, des mécanismes de financement anticipé et des fonds communs humanitaires ont contribué à limiter au minimum les ruptures d'approvisionnement. Les contributions en nature des administrations locales ont beaucoup aidé à surmonter ces ruptures au Kenya et au Soudan. Les partenariats ont été renforcés et diversifiés, mais l'imprévisibilité des ressources a parfois entravé l'action des partenariats sur le terrain, ce qui a posé un problème en particulier dans le cadre des activités VIH, pour lesquelles les médicaments sont arrivés à temps alors que l'aide alimentaire est arrivée en retard, ou a été insuffisante.

Intégration des initiatives de l'Organisation et gestion des risques

28. Dans le cadre de la fonction pour la gestion du changement, le PAM a rationalisé en 2006 5 des 12 initiatives prises dans ce domaine et il y a intégré la gestion axée sur les résultats, la mesure des résultats et la gestion des risques. Il a analysé à fond les risques exposés dans le Plan stratégique (2006–2009) et établi le profil de risque de l'Organisation. Les risques ont été classés en fonction de la probabilité de leur survenance et de leur impact sur les résultats: ainsi, le projet relatif à la continuité des opérations a été élargi compte tenu du risque lié à une possible pandémie de grippe aviaire humaine. Le projet fournira aux bureaux de terrain des directives normatives ainsi que des méthodes d'analyse des risques, d'atténuation et de gestion des crises.
29. Vers la fin de 2006, les bureaux régionaux avaient tous bénéficié d'une formation à l'identification et à la gestion des risques en vue de l'exercice annuel de planification des activités: l'ODP, par exemple, a réalisé une étude de gestion des risques pour déterminer les risques liés à la place faite dans les régions au renforcement des capacités et à l'assistance technique, étude qui avait essentiellement pour objectif de redéfinir la stratégie régionale et d'y incorporer les vues des contreparties au sujet des points forts et des points faibles du PAM et des possibilités d'action conjointe.

PARTIE II: ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE

30. L'analyse des enseignements constitue un élément important de l'évaluation des résultats. Pour le rapport sur les résultats de cette année, des enseignements ont été tirés d'évaluations internes et externes, d'examens a posteriori ainsi que d'études et d'analyses spéciales, qui ont permis d'identifier des domaines essentiels à l'efficacité des opérations: mécanismes de financement anticipé et leur contribution à une meilleure régularité, possibilités et difficultés posées par l'approche de l'action groupée, réalisation des objectifs des Nations Unies concernant la problématique hommes-femmes et mise au point d'une solide capacité de suivi.

Mécanismes de financement anticipé et fonds communs des Nations Unies

31. En 2006, le PAM a analysé huit de ses plus grandes opérations pour évaluer l'efficacité et la régularité des mécanismes internes de financement anticipé – le CII, le Mécanisme de préfinancement et le mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs – et des fonds communs des Nations Unies, CERF et Fonds commun pour les interventions humanitaires⁷. Dans le cadre de cette analyse, il a examiné comment les différents mécanismes permettaient de réduire au minimum les ruptures de filière de produits et les délais d'intervention⁸.
32. Dans les pays étudiés, le recours cumulé aux mécanismes de financement anticipé a permis d'obtenir l'équivalent de 1 million de rations alimentaires par an pour 15 millions de bénéficiaires ciblés. Les prêts et les subventions obtenues au titre de ces mécanismes ont couvert en moyenne 20 pour cent des dépenses directes au titre des projets. La valeur monétaire des produits alimentaires mis à disposition aux fins de distribution en 2006 par le biais des mécanismes internes de financement anticipé et des fonds communs des Nations Unies équivalait à 10 pour cent de la valeur monétaire des besoins alimentaires prévus.
33. Le PAM a souvent recouru aux mécanismes, à titre complémentaire, pour éviter les insuffisances d'approvisionnement et assurer la régularité des distributions. Les mécanismes ont tous fourni un niveau substantiel de financement, contribué à combler les manques et couvert le coût des composantes essentielles des opérations, y compris les services d'appui. Pour la plus grande opération du PAM, à savoir l'opération d'urgence Soudan 10503.0:

- Un prêt CERF a permis de préfinancer l'achat de produits;

⁷ Un examen conjoint PDP/OD a été consacré aux interventions suivantes: IPSR Territoire palestinien occupé 10387.0, Opération d'urgence Soudan 10503.0, IPSR République démocratique du Congo 10288.0, IPSR Afghanistan 10427.0, IPSR Kenya 10258.1, Opération d'urgence Kenya 10374.0 et IPSR Somalie 10191.0 et 10191.1. Les projets ont été sélectionnés en fonction de la taille des opérations du PAM en 2006 et du montant prêté ou donné pour l'opération correspondante.

⁸ Pour mesurer l'efficacité des mécanismes CII, de préfinancement et CERF, la méthode utilisée dans le "Rapport succinct de l'évaluation sur l'examen des procédures de l'Organisation" (WFP/EB.A/2006/7-B) a fait l'objet d'une légère révision.

- Des prêts au titre du Mécanisme de préfinancement ont permis d'empêcher la réduction des rations et de prépositionner des vivres;
 - Des fonds CII ont servi à acheter des produits non céréaliers pour compléter les céréales; et
 - Des ressources du Fonds commun pour les interventions humanitaires ont permis de couvrir les coûts de transport interne de produits qui se trouvaient déjà dans le pays.
34. Au titre du **Compte d'intervention immédiate**, les fonds alloués ont atteint un montant record de 136 millions de dollars en 2006. Les contributions au CII se sont chiffrées à un total de 31,9 millions de dollars, qui correspond à une augmentation par rapport à 2005; le montant remboursé au compte s'est chiffré à 82,6 millions de dollars.
35. Dans les pays étudiés, les fonds CII ont été débloqués en moyenne dans la semaine. Le déblocage le plus rapide s'est fait en moins de 24 heures pour l'IPSR Somalie 10191.1; l'intervalle le plus long entre la demande et l'approbation a été de deux semaines pour l'opération d'urgence Soudan. Le mécanisme CII s'est aussi révélé très flexible pour:
- Financer les ruptures imminentes des filières de produits, par exemple pour l'IPSR Somalie en permettant de procéder sans délai aux achats locaux ou régionaux; et
 - Financer les coûts associés et le recouvrement intégral des coûts, en particulier dans le cadre d'arrangements de jumelage – par exemple des fonds CII avec un don en nature de maïs du Gouvernement kenyan pour l'opération d'urgence 10374.0; si les fonds CII n'avaient pas été disponibles, un retard dans les ordres d'achat de deux mois et demi et des ruptures de la filière de produits auraient obligé soit à réduire de 408 000 le nombre des bénéficiaires, soit à amputer les rations distribuées aux 3 millions de bénéficiaires ciblés.
36. Le **Mécanisme d'avances pour les coûts d'appui directs** s'est révélé très efficace. Des fonds ont été débloqués en moins de 24 heures pour financer les frais de démarrage aux Philippines. Ce mécanisme offre une certaine souplesse en ce sens que les fonds n'ont pas été pas liés à l'existence de ressources alimentaires additionnelles et qu'ils constituaient une source unique de financement anticipé du développement. Le bureau de pays des Philippines et le bureau régional pour l'Afrique australe ont eu des difficultés à rembourser les avances qui leur avaient été faites au titre des CAD à cause d'un déficit imprévu dans les contributions. Ce remboursement s'est révélé d'autant plus difficile que le montant avancé représentait une forte proportion du budget total des CAD alors que le montant des contributions était inférieur au montant escompté.

Le bureau régional de Dakar a résumé comme suit les avantages qu'offrent les mécanismes de financement anticipé des programmes de développement:

- Obtenir le maximum de ressources grâce à l'arrivée à temps de fonds pour les achats et le transport;
- Porter au maximum les possibilités saisonnières d'achats locaux/régionaux; et
- Possibilité de faire des économies d'échelle en procédant à des achats plus importants.

37. Le **Mécanisme de préfinancement** a permis de procéder rapidement à l'achat de produits, et de faire des économies sur les coûts globaux. Au Soudan, par exemple, le bureau régional a été en mesure de se procurer des produits avant la saison des pluies et de prépositionner des stocks, d'où un moindre besoin d'établir des ponts aériens ou de recourir au parachutage. La durée moyenne d'attente de l'approbation d'une demande de prêt a été d'un mois pour le Soudan et pour l'IPSR Territoire palestinien occupé 10387.0. Les conditions de remboursement au titre du Mécanisme de préfinancement sont strictes et les bureaux ont eu des difficultés à respecter le calendrier des remboursements, en partie parce que les contributions prévues, base sur laquelle repose l'octroi de prêts au titre du Mécanisme de préfinancement sont arrivées en retard ou parce que leur montant était inférieur au montant escompté.
38. Des ressources du **Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires** ont été décaissées en espèces sans restriction quant à leur utilisation. En 2006, le PAM a reçu 108 millions de dollars, soit 42 pour cent du total des allocations CERF, la plus importante de toutes les institutions des Nations Unies. Les subventions CERF ont financé la remise en état de l'aérodrome utilisé par les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) en Somalie, facilité le jumelage avec un don en nature du Gouvernement soudanais pour l'opération d'urgence au Soudan, accéléré l'intervention au titre de l'IPSR Afghanistan 10427.0 dont ils ont couvert le coût des produits et du transport ainsi que les dépenses administratives, et ont permis au bureau de pays du Kenya d'emprunter des produits alloués d'autres projets pour éviter des ruptures d'approvisionnement dans l'opération destinée aux réfugiés.
- En 2006, un montant de 14 millions de dollars au titre du CERF a été octroyé au PAM pour mener dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest et du centre des opérations d'urgence et des opérations dont le financement était très insuffisant. Les bureaux de pays ont usé de leurs relations avec tous les autres acteurs sur le terrain pour obtenir un appui à l'aide alimentaire et aux opérations spéciales.
39. Au début de l'année, des procédures administratives échappant au contrôle du PAM ont retardé le déblocage de fonds CERF, mais la situation s'est améliorée au cours de l'année. Au Soudan, il a fallu attendre trois semaines l'approbation d'une subvention CERF demandée au début de mai pour aider des personnes déplacées à l'intérieur du pays au Darfour. Il a aussi fallu attendre trois semaines l'approbation d'une demande de 1,7 million de dollars pour l'IPSR Kenya en septembre. En décembre, deux demandes de subventions CERF destinées à financer les opérations spéciales au Soudan ont été approuvées dans les 24 heures⁹.
40. Des **fonds humanitaires communs** ont été constitués à partir de deux dons indépendants destinés au Soudan et à la République démocratique du Congo. Au Soudan, le montant de 36 millions de dollars a permis essentiellement de financer les coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM). En République démocratique du Congo, ils ont servi à financer l'opération spéciale UNHAS 10377.0 et l'opération spéciale UNJLC 10466.0; pour ces deux opérations, les fonds ont été débloqués sans délai, mais pour l'IPSR République démocratique du Congo 10288.0 il a fallu attendre six semaines.

⁹ Services logistiques communs (Opération spéciale Soudan 10342.1) et Services aériens humanitaires (Opération spéciale 10181.3).

Système de l'action groupée – Enseignements tirés de l'année 2006

41. Le système de l'action groupée a été conçu pour améliorer la prévisibilité, la régularité et l'efficacité des interventions humanitaires. Depuis la mise en place du système, des enseignements importants ont été tirés des interventions logistiques groupées, en particulier l'intervention menée à la suite du tremblement de terre au Pakistan en octobre 2005, non terminée en 2006, et le conflit survenu au Liban en juillet/août 2006. Les conclusions communes aux examens et aux évaluations qui ont été faits sont les suivantes:
- Le module de la logistique favorise la participation à tous les niveaux, y compris celle des pouvoirs publics et des forces armées, pour assurer le maximum d'efficacité. Il est toutefois nécessaire que les institutions des Nations Unies s'engagent plus à fond avec les organismes extérieurs aux Nations Unies, en particulier les ONG locales et les groupes communautaires, afin d'élargir encore la participation.
 - Il est nécessaire de faire la distinction entre le rôle de l'organisation responsable de secteur en ce qui concerne ses propres activités et son rôle en ce qui concerne les activités d'action groupée. Le PAM a donc mis en place une cellule distincte de personnel pour les secondes afin de veiller à ce que ses responsabilités en ce qui concerne l'action groupée ne portent pas atteinte à ses activités fondamentales.
42. **Pakistan.** Le système de l'action groupée a été appliqué pour la première fois lors du tremblement de terre au Pakistan en octobre 2005. L'évaluation en temps réel a porté sur les incidences pratiques du système et les possibilités d'améliorer l'intervention¹⁰. L'évaluation a permis de constater que les modules sur le terrain étaient utiles sur le plan opérationnel et pouvaient mobiliser des ressources et identifier les lacunes. Il a aussi été constaté que les questions intersectorielles - problématique hommes-femmes, droits de l'homme, participation, environnement et suivi et évaluation (S&E) - occupaient une place de moindre importance au Pakistan. Certains déclarants ont estimé que les efforts de redressement ne bénéficiaient pas d'une priorité suffisante dans l'intervention humanitaire générale. Les résultats de l'évaluation en temps réel ont été intégrés aux auto-évaluations consacrées par le Comité permanent interorganisations aux pays où le système d'action groupée était appliqué.
43. L'auto-évaluation du Comité permanent, réalisée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires entre septembre et novembre 2006, a révélé que le système de l'action groupée avait permis de disposer d'un cadre pratique pour la coordination, la prise des décisions et l'action dans des conditions opérationnelles chaotiques. Elle a mis en évidence le fait que le système offrait la possibilité d'améliorer l'efficacité de l'intervention humanitaire, mais qu'il restait de nombreuses difficultés à surmonter, en particulier dans le domaine de l'interprétation du rôle de responsable de module d'action groupée et dans celui de la gestion interne du module.

¹⁰ WFP/EB.2/2006/6-D: Note d'information sur l'évaluation conjointe en temps réel de l'application du système d'action groupée du Comité permanent interorganisations à l'opération menée à la suite du tremblement de terre en Asie du Sud.

L'auto-évaluation a montré qu'il fallait: i) identifier les lacunes dans la capacité d'intervention et les combler; ii) veiller à ce que les responsables de modules globaux appuient leurs groupes sur le terrain; et iii) nommer des responsables de secteur ayant les compétences voulues.

44. **Liban.** L'auto-analyse faite par le PAM a révélé que la coordination générale des trois modules dirigés par le PAM – sécurité alimentaire, logistique et télécommunications de sécurité – était satisfaisante et a fait état de deux grands facteurs caractéristiques de l'opération d'urgence du PAM au Liban: la rapidité de l'opération et la nécessité de mettre en place rapidement un bureau dans un pays sans présence du PAM pour gérer quatre opérations¹¹. L'échange nécessaire et rapide d'informations entre tous les partenaires de l'action groupée restait à améliorer.
45. Dans le plan opérationnel pour le Liban, l'opération du PAM était séparée des opérations interinstitutions. Le PAM appuie l'affectation de personnel uniquement pour les activités d'action groupée afin d'éviter l'utilisation redondante de ressources. Les interventions au Pakistan et au Liban étaient de vastes opérations de logistique groupée qui exigeaient d'importantes ressources pour coordonner les activités interorganisations.
46. Dans d'autres actions groupées, comme celles de Yogyakarta, en Indonésie, l'accent était mis essentiellement sur la coordination et l'échange d'informations. Les modules logistiques sont adaptés aux conditions d'urgence, aux moyens logistiques disponibles dans le pays et aux actifs déployés par les organisations qui interviennent.

Priorités en matière de problématique hommes-femmes

47. **Tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels.** L'Organisation des Nations Unies a mis en place une politique de tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels. Le PAM est déterminé à se conformer à cette politique et à s'acquitter des obligations découlant du bulletin du Secrétaire général intitulé *Mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels*.
48. Comme le PAM a une tâche qui conduit à avoir de nombreux contacts avec les bénéficiaires pendant les distributions de vivres, ses employés et ses partenaires sont tout particulièrement exposés au risque d'être impliqués dans des actes fautifs lors des transactions. Le PAM court par conséquent un risque pour sa réputation en raison du comportement de son personnel – un fonctionnaire a été sanctionné en 2006 – ainsi que du personnel des partenaires coopérants et de tous ceux qui interviennent dans la chaîne d'approvisionnement, y compris les chauffeurs commerciaux. Le non-respect des principes essentiels du PAM en matière d'exploitation et d'abus sexuels a entraîné la résiliation de certains contrats.

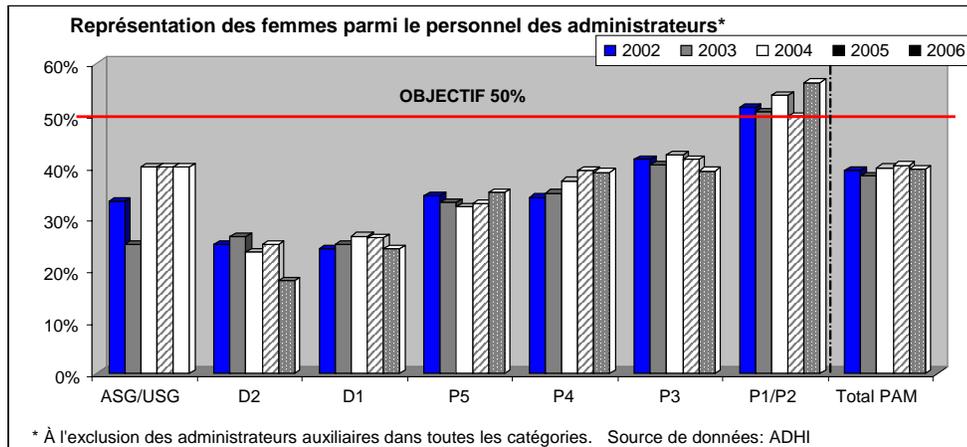
¹¹ "Expériences et enseignements tirés de l'opération du PAM au Liban" (juillet-octobre 2006).

49. La formation destinée aux contrôleurs de l'aide alimentaire du PAM porte sur les moyens de prévenir l'exploitation sexuelle et de signaler les cas d'exploitation. Les contrôleurs sont encouragés à s'entretenir avec tous les bénéficiaires pour leur faire comprendre que les distributions de vivres sont gratuites et ne sont assorties d'aucune obligation d'aucune sorte. La nouvelle politique de soumission des plaintes du PAM encourage le personnel et les partenaires à signaler les cas de comportement fautif et contribue à gérer les risques associés à l'exploitation et aux abus sexuels.

En Afrique australe, le PAM en collaboration avec l'UNICEF et Save the Children (SCF-UK) s'est employé à faire prendre conscience à son personnel et à ses bénéficiaires des effets du VIH/sida et à faire passer le message "tolérance zéro" en matière d'exploitation et d'abus sexuels. La formation dans ce domaine s'adressait à tous, depuis les hauts responsables jusqu'aux chauffeurs de camions du PAM. En 2006, 7 000 membres du personnel des institutions des Nations Unies, des ONG et d'autres organisations ont bénéficié de cette formation.

Le bureau de pays du Libéria a organisé à l'intention du personnel du PAM, des partenaires coopérants et des transporteurs commerciaux, plusieurs ateliers de formation sur la prévention et les mécanismes de signalement des cas d'exploitation ou d'abus sexuels. Les activités de formation et de sensibilisation des étudiants et des responsables communautaires comportaient la mise en place de comités de distribution et de gestion de l'aide alimentaire ainsi que de création d'actifs – à composition équilibrée hommes-femmes – et portaient sur les droits et la dignité des femmes et des filles.

50. **Objectifs en matière de personnel.** L'Engagement renforcé du PAM en faveur des femmes (ERF) VIII sert de cadre aux buts et objectifs du PAM en matière de problématique hommes-femmes, conformément aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies, en particulier: "progresser sur la voie de l'égalité entre hommes et femmes dans les domaines du personnel, des possibilités et des responsabilités et veiller à ce que les politiques de gestion des ressources humaines tiennent compte des sexes et offrent aux fonctionnaires la possibilité de concilier leurs priorités personnelles et professionnelles". Pour le PAM, comme pour la plupart des organismes opérationnels, des difficultés demeurent. Le groupe de haut niveau a noté que "... les Nations Unies doivent se faire entendre plus fort en ce qui concerne les questions de femmes pour faire en sorte que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes soient considérées avec sérieux dans tout le système des Nations Unies".



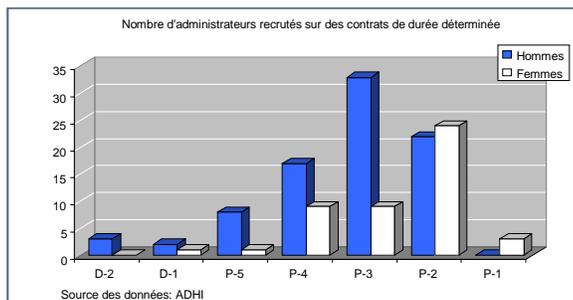
51. Entre 2002 et 2006, la composition, selon le sexe, des effectifs du cadre organique du PAM ne s'est pas beaucoup modifiée, encore que quelques indicateurs aient évolué dans un sens positif. Pour l'Organisation, l'indicateur – "Pourcentage des

effectifs selon le sexe et la répartition géographique" – n'a pas beaucoup changé, passant de 39,3 pour cent en 2002 à 39,5 pour cent en 2006. La proportion de femmes dans chaque catégorie était aussi relativement stable. En 2002, les femmes occupaient 30,6 pour cent de tous les postes de responsabilité au niveau international; en 2006, le chiffre était de 30.5.

52. Il s'est produit quelques changements à relever entre 2002 et 2006:

- Au niveau D-2, le taux de représentation des femmes est tombé de 25 pour cent à 17,9 pour cent.
- Au bureau régional du Caire, ce taux est passé de 23,6 pour cent à 40,8 pour cent; au Soudan, il est passé de 30 pour cent à 32,3 pour cent.
- Le nombre de femmes de la classe P-4 a augmenté de 4,9 pour cent, pour atteindre 39 pour cent en 2006.
- La proportion des femmes varie selon la catégorie d'emploi: dans la catégorie des programmes, elles représentaient 45 pour cent du personnel; dans la catégorie de la logistique, la proportion n'était que de 19 pour cent.
- Une analyse de la situation de famille des employés du PAM faite en 2006 a révélé que 58,3 pour cent des fonctionnaires divorcés étaient des femmes; parmi les célibataires, 64,2 pour cent étaient des femmes.

53. La lenteur des progrès vers les objectifs résulte peut-être en partie des tendances du recrutement. Les taux de recrutement en 2006 ont fait apparaître une différence sensible à partir de la classe P-3. Le nombre des hommes recrutés dans toutes les classes supérieures à P2 a été plus élevé que celui des femmes.



54. Une autre raison est peut-être liée aussi à la diminution du nombre de pays qui possèdent des lieux d'affectation avec famille. Il est difficile de retenir les femmes dans les lieux d'affectation à existence difficile, en particulier celles qui ont une famille. Sur le nombre total des femmes de la catégorie des administrateurs recrutés au plan international en 2002, 22,5 pour cent se trouvaient dans des lieux d'affectation D et E et 41,7 pour cent se trouvaient au siège¹². En 2006, la proportion était tombée à 17 pour cent pour les lieux d'affectation D et E et était montée à 48,7 pour cent au siège.

¹² Les lieux d'affectation D et E sont classés parmi les lieux à existence difficile.

55. Une analyse de l'Enquête mondiale sur le personnel faite en 2006 a fourni d'autres raisons pour lesquelles le personnel quitte le PAM. Il a été demandé aux fonctionnaires d'indiquer s'ils prévoyaient de quitter le PAM à bref délai et, dans l'affirmative, pourquoi. Les principales raisons citées étaient les mêmes pour les hommes et les femmes: pour 65 pour cent des femmes, "prise de décisions limitée" et "absence de possibilités de carrière"; pour 45 pour cent des hommes, "absence de possibilités de carrière", mais pour 30 pour cent seulement "prise de décisions limitée". Les raisons les moins souvent avancées par les hommes et les femmes avaient trait à la mobilité "ne veut pas/ne peut pas accepter la mobilité", à la famille "raisons familiales ou personnelles" et à la sécurité "souci sécuritaire".
56. Pour mieux comprendre l'évolution du personnel, le PAM examinera les facteurs qui affectent le recrutement des femmes et leur maintien dans l'Organisation, reverra sa politique en la matière et précisera les Engagements renforcés en faveur des femmes. L'étude permettra d'identifier les moyens pour le PAM d'atteindre l'objectif de la parité entre les sexes et de régler les problèmes de recrutement et de maintien en service.

En République démocratique populaire lao, le bureau de pays est parvenu à établir la parité entre les sexes dans son personnel. Pour chaque nouveau recrutement depuis le début de 2005, le ratio hommes/femmes existant dans un domaine de travail ou un lieu d'affectation donné a été analysé; ensuite, selon le cas, des femmes ou des hommes étaient encouragés à poser leur candidature. Les avis formels de vacances de poste n'atteignent que rarement les candidates potentielles, d'autres moyens de trouver de telles candidates ont été appliqués – visites dans les collèges et messages radiodiffusés, par exemple.

Suivi de la prise de décisions et des résultats

57. Un certain nombre de bureaux de pays ont mis en place des systèmes novateurs de suivi et évaluation, mais le suivi de la prise des décisions et des rapports doit être renforcé dans tout le PAM. L'examen thématique du ciblage dans les opérations de secours a fait apparaître une faiblesse générale du suivi dans tous les pays examinés¹³. Au Malawi, qui a été félicité pour la rigueur de ses activités de suivi, l'analyse des résultats a posé des problèmes et les données rassemblées n'ont pas vraiment servi à orienter les décisions de la direction.

Le bureau régional du PAM pour l'Afrique australe a mis au point deux systèmes automatisés uniques de S&E des résultats, accessibles en ligne. En y incorporant des contrôles de validation, il a amélioré l'exactitude des rapports. Il a aussi expérimenté un système de suivi des résultats pour suivre les indicateurs de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance dans les six pays de l'IPSR. Les changements qui interviennent dans la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires sont suivis afin de comprendre l'évolution de la sécurité alimentaire.

¹³ "Rapport succinct de l'examen thématique du ciblage dans les interventions de secours" (WFP/EB.1/2006/7-B).

58. En 2006, la mission d'évaluation de l'IPSR en Somalie a conclu que si les résultats prévus n'avaient pas été suivis avec efficacité, c'était à cause de la faible priorité accordée par la direction du PAM au suivi des résultats¹⁴. La mission d'évaluation de l'opération d'urgence 10339.1 au Darfour a noté qu'un mauvais suivi des distributions avait entraîné des pertes importantes et le fait qu'à cause de l'insuffisance du suivi de l'action des partenaires et des résultats nutritionnels, la direction n'avait été saisi d'aucune information aux fins de décision; la mission a aussi constaté que les rations ne suffisaient pas pour assurer un bon état nutritionnel¹⁵.
59. Lors de l'examen du ciblage, il a été recommandé de modifier sur le plan "culturel" la manière dont les fonctionnaires considèrent le S&E: le S&E doit être vu comme un moyen de faire avancer les choses et non comme un mécanisme de transparence. Cette modification entraînera probablement une augmentation de la demande de ressources pour le suivi. Il a été proposé que le PAM mette au point une méthode de suivi souple qui puisse être appliquée systématiquement pour aider la direction à prendre les décisions.

¹⁴ "Rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Somalie 10191.0: Aide alimentaire à des fins de secours et de redressement" (WFP/EB.A/2006/7-A 3).

¹⁵ "Rapport succinct de l'évaluation de l'opération d'urgence au Darfour 10339.0/1: Aide aux populations touchées par le conflit dans le Grand Darfour, Soudan occidental" (WFP/EB.1/2007/7-A).



PARTIE III: PRINCIPALES RÉALISATIONS

APERÇU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

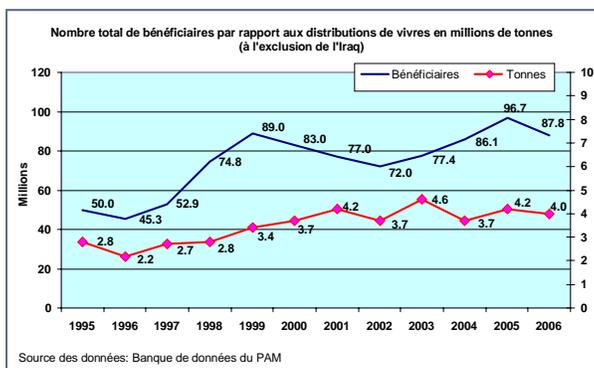
Tableau 2: Bénéficiaires par catégorie d'activité et objectif stratégique (millions de dollars)

	Dév.	Opération d'urgence	IPSR	Total	% du total
OS1	0,4	8,9	13,8	23,1	26,3
OS2	4,9	5,6	17,5	28,0	31,8
OS3	4,9	1,1	8,5	14,5	16,5
OS4	14,1	0,8	7,4	22,2	25,3
TOTAL	24,3	16,4	47,1	87,8	-
% du total	27,4	18,7	53,9	-	100

60. Le PAM est venu en aide à 87,8 millions de personnes en 2006, soit 9 pour cent de moins qu'en 2005, mais il a fourni aux bénéficiaires ciblés un volume d'aide alimentaire plus important qu'en 2005 grâce à une meilleure mobilisation des fonds – 91 pour cent des besoins ont été satisfaits, contre 82 pour cent en 2005 – et à l'engagement pris de fournir des quantités suffisantes de produits alimentaires de qualité. Quatre millions de tonnes de vivres ont été distribuées, soit seulement 5 pour cent de moins qu'en 2005. S'agissant de la qualité, 25 pour cent des produits distribués étaient enrichis, contre 20 pour cent en 2005.
61. Le PAM a continué d'axer son aide essentiellement sur les enfants en 2006: ils ont représenté 67 pour cent des bénéficiaires du PAM, contre 60 pour cent en 2005. Ensemble, les femmes et les enfants ont représenté 85 pour cent des bénéficiaires, les femmes et les filles ayant reçu 51 pour cent de l'aide alimentaire du PAM, soit un pourcentage moins élevé qu'en 2005. La distribution générale de vivres a été l'activité la plus importante, atteignant 36,1 millions de bénéficiaires, suivie par les activités VCA (23,7 millions de bénéficiaires)¹⁶. Le PAM est venu en aide à 19,4 millions d'enfants dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire.

¹⁶ Les activités Vivres pour la création d'actifs (VCA) comprennent les activités Vivres au profit de la formation (VPF) et Vivres contre travail (VCT).

62. Le PAM est venu en aide à 47 millions de personnes dans le cadre d'IPSR, ce qui représente 54 pour cent de tous les bénéficiaires, soit 24 pour cent de plus qu'en 2005 (38,1 millions). La plus grande partie des bénéficiaires des IPSR - 37 pour cent - ont reçu une aide alimentaire dans le cadre d'activités



correspondant à l'objectif stratégique 2, 29 pour cent ayant été aidés dans le cadre d'activités entreprises au titre de l'objectif stratégique 1. Les grandes opérations d'urgence de 2004 et de 2005 qui ont permis de faire la transition vers des interventions prolongées de secours et de redressement expliquent en partie l'expansion de la catégorie d'activité des IPSR - quatre opérations d'urgence ont été remplacées par des IPSR en 2006, y compris les grandes opérations menées au Pakistan et en République populaire démocratique de Corée. La durée moyenne des opérations menées dans le cadre des IPSR a été de 31 mois.

63. Plusieurs IPSR ont été beaucoup étendues pour faire face à l'évolution des circonstances et des besoins alimentaires: 1,7 million de personnes ont été ajoutées aux bénéficiaires de l'IPSR en Éthiopie, ce qui en portait le total à 5,6 millions, soit 6 pour cent des bénéficiaires de toutes les opérations en 2006; 2 millions de personnes sont venues grossir le nombre des bénéficiaires de l'IPSR pour la région de l'Afrique australe, qui a incorporé l'opération d'urgence Namibie 10334.0 destinée aux enfants affectés par le VIH/sida.

64. La plupart des IPSR, soit 70 pour cent, se sont classées en trois catégories: pendant un conflit, après un conflit ou pour venir en aide à des réfugiés. Les 30 pour cent restants venaient à l'appui d'interventions de redressement menées après une catastrophe naturelle ou une crise politique ou économique.

Tableau 3: Principales réalisations (millions de dollars)

Catégorie d'activité	Bénéficiaires	Quantités de vivres distribuées (tonnes)	Dépenses directes (dollars)
Dév.	24,3	0,7	268,2
Opération d'urgence	16,4	1,1	729,0
IPSR	47,1	2,2	1 233,3
TOTAL	87,8	4,0	2 230,4

65. Il n'est pas toujours facile de savoir exactement quand une situation d'urgence prend fin ni de définir clairement une période de transition pour passer des secours au redressement, mais un certain nombre d'IPSR ont permis de faire la transition. Ainsi, le PAM et le HCR ont collaboré pour assurer le rapatriement de réfugiés vers l'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Libéria et le Soudan. Le programme d'aide aux rapatriés en Angola a repris au second trimestre de 2006, permettant à 8 000 nouveaux réfugiés de retourner chez eux.

En avril 2006, le PAM a mis fin à son aide aux personnes déplacées au Libéria au bout de 17 ans, pendant lesquels la plupart des 3 millions d'habitants que compte le Libéria ont été déplacés dans le pays à un moment ou à un autre. Le PAM a distribué une ration alimentaire de quatre mois pour faciliter le retour des 400 000 personnes déplacées en 2005–2006.

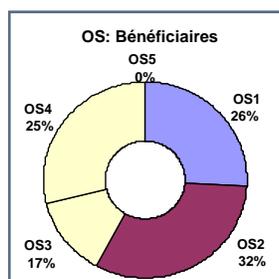
Le rapatriement des réfugiés libériens est encore en cours: 86 000 réfugiés sont retournés chez eux depuis le début du processus en 2004; l'opération de rapatriement prendra fin en juin 2007.

Le PAM a peu à peu réorienté son assistance pour mettre l'accent sur le redressement après le conflit, en l'aidant essentiellement à remettre en état les infrastructures sociales de base de l'éducation et des soins de santé primaires et en facilitant la reprise de l'agriculture pour soutenir les moyens de subsistance dans les régions rurales.

66. Les retours peuvent être retardés si les activités de redressement ne sont pas achevées dans les régions qui reçoivent les rapatriés. Bon nombre de réfugiés angolais en Zambie qui avaient manifesté le désir de retourner chez eux ont changé d'avis en invoquant surtout le manque d'infrastructures sociales dans leurs régions d'origine.
67. En 2006, 56 pour cent des opérations d'urgence étaient liées à des catastrophes naturelles et ont duré en moyenne dix mois. Les activités d'aide alimentaire menées à la suite des tremblements de terre survenus au Pakistan et en Indonésie et de l'éruption du Tungurahua en Équateur ont duré entre un et trois mois. Les besoins de secours ayant diminué en 2006, le nombre des bénéficiaires est tombé à 16,4 millions, soit moins de la moitié du nombre atteint en 2005, et le chiffre le plus bas depuis cinq ans; 54 pour cent des bénéficiaires des opérations d'urgence ont été aidés dans le cadre d'activités menées au titre de l'objectif stratégique 1. La diminution du volume des produits alimentaires distribués dans le cadre des opérations d'urgence a été moins marquante – 23 pour cent de moins en 2006 qu'en 2005.
68. Sur les 37 opérations d'urgence et opérations d'urgence CII en cours en 2006, 14 ont pris fin pendant l'année, 5 sont passées dans la catégorie des IPSR et 5 ont été transformées en nouvelles opérations d'urgence. Treize seulement étaient encore en cours en 2007.
69. L'aide au développement du PAM a atteint plus de bénéficiaires en 2006 qu'en 2005. Le nombre des bénéficiaires est passé à 24,3 millions, ce qui représente une augmentation de 3 pour cent, soit un nombre supplémentaire de 702 000 personnes auxquelles le PAM a apporté une aide alimentaire. Les quantités de produits distribués et le montant total des dépenses directes ont aussi été plus élevées qu'en 2005. Les interventions en matière d'éducation ont touché 60 pour cent des bénéficiaires de l'aide au développement.
70. Plus de 2 millions de tonnes de produits alimentaires ont été achetés en 2006, soit 50 pour cent des produits distribués aux bénéficiaires, contre 59 pour cent en 2005. La valeur totale de ces produits s'est chiffrée à 601 millions de dollars. En volume, les quantités de produits achetés en 2006 ont été inférieures de 20 pour cent à celles de 2005, en partie à cause des reports de stocks. Plus de 1 million de tonnes, soit 50 pour cent de tous les achats de produits ont été faits dans les pays les moins développés et les pays à faible revenu – ce qui correspond à une augmentation de

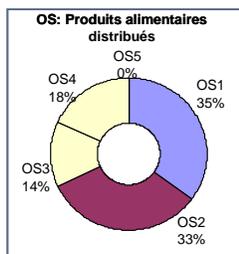
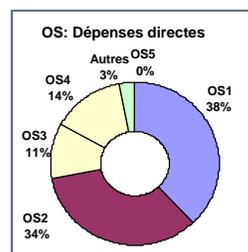
14 pour cent par rapport à 2005. Globalement, le PAM s'est procuré 77 pour cent des produits alimentaires dans les pays en développement en 2006.

71. En 2006, devant le calendrier, le PAM a atteint l'objectif relatif à la concentration des ressources dans certains pays, répondant aux deux critères, avec 90,6 pour cent de ressources multilatérales consacrées au développement. Le Conseil a stipulé qu'en 2007 le PAM devait concentrer au moins 90 pour cent de ses ressources multilatérales à emploi non spécifique au développement des pays les moins avancés ou des pays à faible revenu et à ceux dans lesquels le taux de malnutrition chronique, mesuré en fonction du retard de croissance, dépassait 25 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans.



72. Les objectifs stratégiques contribuent à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et représentent une approche globale de la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire. Pour la deuxième année, les activités entreprises au titre de l'objectif stratégique 2 ont atteint le plus grand nombre de bénéficiaires du PAM, un tiers du total. Deux tiers des bénéficiaires des activités menées au titre de l'objectif stratégique 2 relevaient de la catégorie des IPSR. Les autres ont reçu une aide au titre d'activités de développement et d'opérations d'urgence.

73. L'objectif stratégique 1 a représenté la plus forte proportion de produits alimentaires distribués – 35 pour cent – et des dépenses directes – 37 pour cent – pour seulement un quart des bénéficiaires, ce qui s'explique par le fait que les bénéficiaires ciblés ont reçu un assortiment alimentaire plus important dans les situations d'urgence et certaines situations prolongées de secours. Soixante pour cent des bénéficiaires des activités entreprises au titre de l'objectif stratégique 1 ont été aidés dans le cadre d'IPSR, les autres l'ayant été essentiellement dans le cadre d'opérations d'urgence. Les activités de développement ont atteint 414 000 bénéficiaires au titre de l'objectif stratégique 1.



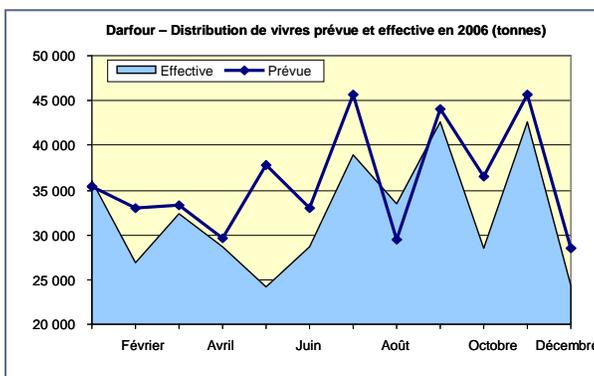
74. L'objectif stratégique 4 a représenté un quart des bénéficiaires, mais seulement 18 pour cent des vivres distribués, ce qui reflète l'assortiment alimentaire moins important fourni au titre des activités Vivres au profit de l'éducation (VPE). Soixante-trois pour cent des bénéficiaires des activités entreprises au titre de l'objectif stratégique 4 ont été aidés dans le cadre de projets de développement, 33 pour cent dans le cadre d'IPSR et 4 pour cent dans le cadre d'opérations d'urgence.

IMPACT DE L'ACTION DU PAM

Darfour – Le rôle de l'aide alimentaire

75. Des progrès vers une paix durable ont été faits dans certaines régions du Soudan; en revanche, d'autres régions, en particulier le Darfour, ont continué de subir les effets du conflit civil et une aggravation de l'insécurité. Le conflit au Darfour a eu des effets dévastateurs sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, qui exigent de la part du PAM l'apport d'une aide sans précédent. Malgré un accord de paix signé en mai 2006, l'insécurité reste généralisée et les déplacements de populations se poursuivent, ce qui limite l'accès aux bénéficiaires et les options d'aide humanitaire. Sur une population estimée à 6 millions de personnes qui vivent dans le Darfour, 3,7 millions sont affectés par le conflit et 2 millions vivent dans des camps de personnes déplacées et des communautés d'accueil.
76. Le PAM a réagi aux difficultés du Soudan en fusionnant son opération d'urgence et une IPSR pour mettre en place l'opération d'urgence 10503.0, l'opération la plus importante du PAM qui a absorbé 20 pour cent du montant total des dépenses directes en 2006¹⁷. Afin d'atteindre 6,1 millions de personnes touchées par le conflit passé et le conflit actuel dans toutes les parties du pays, un budget de 746 millions de dollars a été approuvé pour pouvoir fournir 730 000 tonnes de produits et entreprendre des opérations spéciales pour améliorer l'accès, fournir des services aériens d'aide humanitaire et mettre en place des bureaux dans les zones reculées du Darfour, ainsi que pour les centres logistiques communs des Nations Unies. L'opération d'urgence avait essentiellement pour objectif de sauver des vies, de protéger les moyens de subsistance et d'améliorer l'accès à l'éducation de base dans les zones souffrant d'insécurité alimentaire; l'opération d'urgence était prévue, à 70 pour cent, pour le Darfour.

77. Les difficultés de financement de la fin de 2005 ont entraîné une insuffisance des stocks de report au début de 2006. À partir de mars, l'opération a été malmenée par de graves ruptures d'approvisionnement. Les rations ont été amputées en mai, ce qui a touché 2,5 millions de personnes au Darfour. Le PAM a



procédé à un emprunt, par le biais de mécanismes internes de financement, pour limiter les ruptures d'approvisionnement et il a reçu du Gouvernement d'Unité nationale soudanais une contribution en nature de 20 000 tonnes de sorgho¹⁸. Étant

¹⁷ L'IPSR 10122.1 "Assistance aux réfugiés d'Érythrée" et les opérations d'urgence 10048.1/2/3; 10339.0/1; et 10557.0 ont été englobées dans l'opération d'urgence 10503.0 à compter d'avril 2006.

¹⁸ Le PAM a reçu 30 millions de dollars en espèces du Gouvernement du Soudan méridional pour les opérations urgentes de déminage et de remise en état des routes dans le sud.

donné le long délai d'attente des contributions – il a fallu attendre six mois pour qu'une annonce se concrétise sous forme de rations alimentaires – le PAM n'a pas pu rétablir entièrement les rations; le bureau régional les a maintenues à 85 pour cent de la ration normale pour le reste de l'année afin que les stocks de vivres puissent durer.

78. Les partenaires ont distribué 90 pour cent de l'aide alimentaire du PAM: 19 ONG se sont chargées des distributions générales pour le PAM et 18 autres ont contribué aux programmes de nutrition et aux activités VPE. Au Darfour, il était essentiel de renforcer les partenariats pour procéder aux évaluations et atteindre le nombre considérable de personnes qui avaient besoin d'une aide alimentaire. En raison de l'instabilité de la situation en matière de sécurité au Darfour, les partenaires de coopération du PAM ont pâti d'une forte rotation de leur personnel et ont eu parfois des difficultés à recruter du personnel qualifié, ce qui a abouti dans certains cas à des mauvaises pratiques de suivi et d'évaluation.
79. Malgré la détérioration de la sécurité, le PAM et ses partenaires ont atteint 3,1 millions de bénéficiaires dans les camps et les villages du Darfour pendant la période la plus pénible de la saison morte. Les modes de consommation alimentaire sont restés identiques à ceux de 2005; les prix des produits de base sur le marché sont restés stables. Les taux bruts de mortalité et les taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans ont baissé au cours des trois dernières années. Le nombre de cas signalés de maladies, y compris de diarrhées, a été bien inférieur à celui de 2005. Le taux global de malnutrition aiguë est tombé à 13 pour cent et celui de la malnutrition sévère aiguë à 2 pour cent¹⁹. Les taux de malnutrition aiguë – 16 pour cent – dans le Darfour Nord sont constamment restés supérieurs au seuil d'urgence, du fait que les combats n'ont pas cessé de faire obstacle à l'aide humanitaire dont avait besoin la population touchée.
80. **Défis.** Les opérations se sont déroulées dans un climat de plus en plus tendu et imprévisible pendant le second semestre de 2006: de nouveaux groupes armés se sont formés et les alliances se sont modifiées rapidement; des actes de banditisme et des pillages ainsi que des affrontements ethniques se sont produits partout où l'autorité faisait défaut. Les agressions de plus en plus nombreuses commises à l'encontre des agents humanitaires ont empêché la plupart des déplacements par la route, ce qui a obligé à dépendre des transports aériens pour procéder aux évaluations, à la mise en œuvre et au suivi. Au Tchad, 40 véhicules du PAM ont été volés et les entrepôts du PAM pillés. Le conflit au Darfour a débordé au Tchad où le PAM est venu en aide à 220 000 réfugiés soudanais et à 200 000 membres de la population d'accueil.
81. La survie des personnes déplacées dans les camps a commencé à dépendre de l'aide alimentaire car l'aggravation de l'insécurité a restreint les moyens de subsistance. Les activités de redressement au Darfour ont été réduites ou retardées, rendant indispensable l'apport de secours de vaste ampleur. Le PAM a profité des périodes favorables pour doubler les rations. Le déploiement d'équipes de sécurité du PAM a permis de procéder plus rapidement aux évaluations et les Services aériens d'aide

¹⁹ La communauté humanitaire considère qu'une prévalence de la malnutrition aiguë de 10 pour cent chez les garçons et les filles de moins de 5 ans est un critère dans un contexte d'urgence à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence, si les taux de base sont supérieurs à 10 pour cent.

humanitaire des Nations Unies, assurés par le PAM, ont permis aux partenaires de travailler dans des zones qui autrement auraient été inaccessibles.

82. Les femmes ont été les principales victimes d'agressions lorsqu'elles s'aventuraient hors des zones d'installation en quête de bois de chauffage et d'eau. Les femmes ont participé à la conception des distributions de vivres dans les deux tiers des communautés, mais 1 pour cent seulement des rôles de responsabilité ont été assumés par des femmes en raison des comportements culturels et de l'insécurité. Malgré les obstacles, le PAM continuera d'insister sur l'autonomisation des femmes.
83. **Enseignements.** Le changement constant des conditions de sécurité a rendu la planification essentielle. Il était indispensable de constituer, dans les zones proches des bénéficiaires, des stocks tampons suffisants pour répondre aux besoins de 8 à 12 semaines et assurer un approvisionnement régulier. Pour faire face à la crise, le PAM a pris des décisions qui ne cadraient pas vraiment avec ses politiques et ses procédures. Il sera important de fournir des renseignements sur les mesures innovantes prises au Darfour et de réviser les politiques et les procédures pour appliquer les mêmes mesures dans des situations analogues.

Liban – Rapide à l'arrivée comme au départ

84. Dans les jours qui ont suivi le début des hostilités dans le sud du Liban, le déplacement de centaines de milliers de personnes qui fuyaient le conflit a créé une crise humanitaire. Le PAM a déployé une équipe pour évaluer les besoins d'aide alimentaire, de logistique et d'appui à la sécurité. Le bureau régional a évalué les disponibilités et l'offre alimentaires au Liban et a constaté que le pays avait des réserves pour environ trois mois. Les bombardements incessants ont causé des destructions massives d'infrastructures et le déplacement d'un million de personnes.

Date	Événement
12 juill.	Début du conflit.
17 juill.	Déploiement de l'équipe d'urgence au Liban/Syrie ²⁰ . Ouverture du bureau de pays du PAM au Liban.
23 juill.	Le PAM déclare approuvées une opération d'urgence et trois opérations spéciales²¹. Opération d'urgence 10537.0 (21 millions de dollars); Nombre de bénéficiaires prévus: 550 000 Volume de l'aide alimentaire: 23 587 tonnes.
24 juill.	Lancement de l'appel Flash: 150 millions de dollars; Part du PAM: 48 millions de dollars, 32 pour cent.

²⁰ Planification d'urgence et évaluation des besoins pour l'opération d'urgence 10532.0.

²¹ Opération spéciale 10534.0 pour la logistique, 37,2 millions de dollars; opération spéciale 10535.0 pour les télécommunications d'urgence interorganisations, 0,87 million de dollars; et opération spéciale 10536.0 pour l'UNJLC, 1,33 million de dollars.

85. L'opération d'urgence 10537.0 avait pour objectif de faciliter l'accès des personnes déplacées et des familles d'accueil aux produits alimentaires, d'éviter une crise nutritionnelle et de soutenir les moyens de subsistance de personnes touchées. Des modules ont été activés pour faciliter l'apport des secours humanitaires dans les zones les plus touchées. Le PAM a lancé trois opérations spéciales. Les allocations CII et CERF ont permis de disposer immédiatement de ressources pour procéder à l'achat de vivres dans la région.

Tableau 4: Calendrier de l'opération d'urgence au Liban (suite)

26 juill.	Premier convoi des Nations Unies organisé par le PAM. première distribution de vivres.
14 août	Application du cessez-le-feu négocié par les Nations Unies.
23–24 oct.	Clôture de l'opération d'urgence/des opérations spéciales²² Dépenses totales: 7,7 millions de dollars ²³ Volume total de l'aide alimentaire distribuée: 12 876 tonnes Nombre total de bénéficiaires: 824 000.
31 oct.	Fermeture du bureau de pays.

86. Le PAM s'est employé à assurer l'accès aux bénéficiaires par le biais d'une chaîne d'approvisionnement neutre gérée par les Nations Unies en coordination avec les livraisons d'aide humanitaire. Les services logistiques communs de l'opération spéciale 10534 ont aidé 38 organisations à transporter 25 200 tonnes de vivres et autres secours non alimentaires aux bénéficiaires. La quantité de vivres distribués a atteint 60 pour cent de la quantité prévue, en raison surtout du fait que la négociation de l'accès vers les zones affectées par le conflit avant le cessez-le-feu n'a pas été facile à conclure. À la fin de l'opération, le PAM était venu en aide à 824 000 personnes touchées par le conflit au Liban et en Syrie, soit 49 pour cent de plus que le nombre prévu.

87. L'opération d'urgence engagée immédiatement a permis d'apporter une aide alimentaire aux bénéficiaires quand ils en avaient le plus besoin. Comme beaucoup d'entre eux n'avaient pas la possibilité de cuire les aliments, des biscuits à haute teneur énergétique et des conserves leur ont été distribués. Le PAM a aussi fourni de la farine pour que du pain puisse être fabriqué par l'intermédiaire d'ONG et par des boulangeries commerciales.

88. L'assortiment alimentaire du PAM a aidé les familles à subvenir à leurs besoins pendant leur déplacement ainsi que pendant leur trajet de retour; il représentait 24 pour cent du revenu mensuel moyen d'une famille pauvre (300 à 400 dollars), ce qui a aidé les ménages à compenser leurs pertes. La malnutrition n'était pas un problème au Liban avant le conflit et les taux de malnutrition sont demeurés stables pendant la crise.

²² Rapports normalisés sur les projets pour les opérations spéciales 10534.0, 10535.0 et 10536.0 et l'opération d'urgence 10537.0.

²³ Le montant total des contributions confirmées pour l'opération d'urgence 10537.0 s'élève à 11,2 millions de dollars.

89. L'équipe chargée de procéder à une évaluation rapide de la sécurité alimentaire en septembre après le cessez-le-feu a conclu que le Liban retrouverait sous peu la sécurité alimentaire et a recommandé au PAM de mettre fin à son aide après la période initiale couverte par l'appel Flash. Le PAM a procédé, à titre bilatéral, à l'achat de 12 300 tonnes de blé pour le compte du Gouvernement libanais.
90. **Défis.** La rigueur des procédures appliquées par les Nations Unies en matière de sécurité a freiné l'intervention des acteurs humanitaires. Si les mouvements de personnel et de marchandises avaient pu être assurés avec plus de souplesse, l'intervention aurait été facilitée. Le PAM reviendra sur cette question au niveau interinstitutions.
91. **Enseignements.** Les accords de réserve passés avec les partenaires, en particulier pour la logistique et les technologies de l'information et de la communication, se sont révélés indispensables au succès de l'opération; le détachement de personnel d'autres institutions a été essentiel au travail du Centre logistique commun des Nations Unies. Il aurait été utile que le module des télécommunications d'urgence puisse compter sur un accord de services portant sur tous les services fournis car cela aurait permis aux usagers d'être bien au courant de ceux qu'ils pouvaient attendre.
92. Aux premiers jours de l'opération, la priorité a été donnée aux personnes déplacées et à ceux que le conflit avait isolés. En ce qui concerne le personnel humanitaire et les marchandises, une procédure d'identification a été mise en place pour négocier l'accès aux personnes touchées par le conflit. La fin des hostilités a été suivie par un retour massif des personnes déplacées. Les chiffres prévus pour les bénéficiaires ont été ajustés et les critères de ciblage modifiés afin de prendre en compte toutes les personnes affectées par le conflit.
93. Une enquête de satisfaction a donné des résultats positifs pour le module de la logistique, mais il faudrait continuer à former et à déployer du personnel des autres institutions et des ONG de manière à pouvoir mettre en place une unité logistique pour les institutions des Nations Unies dès le début d'une crise. Le Centre logistique commun des Nations Unies devrait avoir pour rôle essentiel de fournir des renseignements sur les procédures douanières, les autorisations de vol et les tarifs aériens afin de faciliter, le cas échéant, l'octroi de conditions de faveur ou d'exemptions aux organisations humanitaires.

Kenya – Comment l'aide alimentaire et les services ont fait une différence

94. Au début de 2006, après cinq saisons de pluies quasi inexistantes, les moyens de subsistance des ménages de petits agriculteurs et éleveurs du nord-est du Kenya étaient sérieusement menacés. À partir d'août 2004, la saison des longues pluies, et celle des courtes pluies ayant été insuffisantes, le PAM a fourni une aide dans le cadre de l'opération d'urgence 10374.0. Comme la sécheresse a persisté tout au long de 2005 et de 2006, les cultures et le bétail ont été perdus ou vendus à des prix inférieurs à ceux du marché. Une évaluation conjointe des courtes pluies faite en janvier 2006 a permis de conclure que 3,5 millions d'éleveurs et d'agriculteurs, y compris 500 000 élèves, dans 25 districts du nord, avaient besoin d'une aide alimentaire.

95. Les conditions ayant empiré au premier semestre de 2006, l'opération d'urgence en cours a été élargie afin d'atteindre 3,6 millions de personnes victimes de la sécheresse, dont 560 000 étaient des enfants bénéficiaires des programmes d'alimentation scolaire d'urgence.

96. Paradoxalement, au début d'octobre, des pluies torrentielles sont tombées dans la plus grande partie de la corne de l'Afrique où elles ont causé des inondations et touché un grand nombre de ceux qui avaient précédemment souffert de la sécheresse. Les inondations ont provoqué de nouvelles pertes de cultures et de bétail et ont coupé l'accès routier à un grand nombre des zones les plus touchées, ce qui a beaucoup aggravé l'insécurité alimentaire. Le PAM a étendu son aide à un nombre supplémentaire de 200 000 victimes des inondations.

Tableau 5: Calendrier de l'opération d'urgence Kenya 10374.0

2004

Juin: Une évaluation de la saison des longues pluies a montré que 1,8 million de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire.

Juillet: Le Président du Kenya a déclaré une urgence nationale.

1er août: L'opération d'urgence 10374.0 a été approuvée pour un montant de 82 millions de dollars afin de venir en aide à 2,3 millions de bénéficiaires.

Nombre effectif de bénéficiaires: 2,5 millions.

2005

Janvier: Une évaluation de la saison des courtes pluies a montré que 1,6 million de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire.

Avril: Une révision budgétaire 03 a été approuvée pour un montant de 42 millions de dollars pour venir en aide à 2,2 millions de bénéficiaires²⁴.

Juillet: Une évaluation de la saison des longues pluies a montré que 1,2 million de personnes étaient démunies.

Nombre effectif des bénéficiaires: 2,5 millions.

2006

Janvier: Une évaluation conjointe de la saison des courtes pluies a montré que 3,5 millions de personnes avaient besoin d'une aide alimentaire.

Février: La révision budgétaire 06 a été approuvée pour la période allant de juillet 2006 à juin 2007²⁵. Une augmentation du budget a été approuvée pour un montant de 225,4 millions de dollars afin de venir en aide à 3,4 millions de bénéficiaires.

Nombre effectif de bénéficiaires: 3,86 millions.

Solde de fin d'année: 118 millions de dollars.

Novembre: Opération spéciale approuvée aux fins d'appui aérien.

²⁴ La révision budgétaire 01 de janvier 2005 prévoyait une prolongation de l'opération et une augmentation du taux TTEM. La révision budgétaire 02 prévoyait une nouvelle augmentation du taux TTEM.

²⁵ La révision budgétaire 04 prévoyait une extension jusqu'à la fin de juin 2006. La révision budgétaire 05 prévoyait encore une augmentation du taux TTEM.

97. **Défis.** L'arrivée tardive des contributions et, par conséquent, des livraisons – la plus grande partie de l'aide alimentaire extérieure est arrivée en mai et en août – a causé des ruptures de la filière des produits pendant les six premiers mois de l'année. La période des pénuries a coïncidé avec le plus fort de la sécheresse. Le PAM s'est appuyé sur les mécanismes de financement anticipé pour assurer l'approvisionnement et le gouvernement a apporté une contribution de 60 000 tonnes de céréales et de 7 000 tonnes de composés alimentaires, mais les rations ont été réduites jusqu'à 69 pour cent pour tous les bénéficiaires. À la fin de 2006, l'opération d'urgence était financée à hauteur de 97 pour cent, ce qui permettait un report sur 2007.
98. **Enseignements.** Les résultats du suivi après les distributions ont montré que l'aide alimentaire du PAM avait contribué à réduire les ventes de bétail et d'autres actifs. Les ménages victimes de la sécheresse n'ont pas eu à recourir aux mesures de détresse les plus extrêmes, par exemple à retirer leurs enfants de l'école. Des enquêtes nutritionnelles ont révélé que le taux de malnutrition aiguë avait baissé ou s'était stabilisé dans certains districts, mais qu'il demeurait supérieur au seuil d'urgence de 10 pour cent dans les districts d'élevage les plus touchés. D'après les résultats d'évaluations de la sécurité alimentaire réalisées par le gouvernement/plusieurs organisations en août 2006, l'expansion rapide de l'opération d'urgence en février et la distribution d'aliments enrichis à tous les bénéficiaires des zones d'élevage associée à des interventions d'aide non alimentaire ont contribué à contenir les taux de mortalité.
99. Selon les rapports d'évaluation, pour inverser une situation d'insécurité alimentaire chronique et renforcer les moyens des populations de faire face aux mauvaises récoltes, les opérations d'urgence devraient aller de pair avec des activités à long terme de renforcement des capacités d'adaptation et de soutien aux moyens de subsistance.

Appui des services aériens dans la corne de l'Afrique

100. À la suite des lourdes pluies d'octobre, les coordonnateurs humanitaires au Kenya et en Somalie ont demandé au PAM de fournir l'appui des services aériens aux organismes humanitaires. Le PAM a lancé, pour une durée de trois mois, l'opération spéciale 10569.0 dotée d'un budget de 16,6 millions de dollars pour venir en aide à 900 000 bénéficiaires au Kenya et en Somalie²⁶.
101. Ont pris part à l'opération cinq hélicoptères MI-8, deux avions cargos à ailes fixes et deux avions à ailes fixes pour les parachutages. Une fois affrétés, les hélicoptères ont livré un volume d'aide alimentaire plus important que prévu à cause de l'aggravation des inondations, en particulier le long de la rivière Tana. L'aggravation de l'insécurité a limité l'utilisation des avions à ailes fixes pour les parachutages.

²⁶ En 2007, une révision du budget a porté la durée de l'opération spéciale à quatre mois.

102. À la fin de décembre, 2 200 tonnes de produits alimentaires et non alimentaires avaient été livrées par avion à 846 000 bénéficiaires au Kenya et en Somalie. Le PAM a aussi livré des cargaisons de survie pour le compte de partenaires humanitaires, y compris des secours alimentaires, des fournitures médicales et des moustiquaires. Les inondations étaient liées à une flambée épidémique de fièvre de la Vallée du Rift, qui avait éclaté en décembre; le PAM a assuré un service aérien pour transporter du personnel médical et vétérinaire, du matériel et des médicaments vers les zones touchées.
103. **Enseignements.** Afin d'éviter les retards, il conviendrait d'obtenir auprès des autorités locales de l'aviation civile les autorisations nécessaires avant l'arrivée des avions dans le pays. Il conviendrait aussi de mettre en place dès le départ des structures de coordination avec les contreparties gouvernementales, les autorités militaires et les responsables de l'aviation et il est important de maintenir le dialogue pendant toute l'opération.

Services de transport maritime à Banda Aceh

104. Le tsunami de 2004 a ravagé les infrastructures de transport déjà limitées dans les régions touchées de l'Indonésie. En octobre 2005, le Bureau du Coordonnateur des activités de redressement des Nations Unies a chargé le PAM de coordonner la logistique et de livrer par voie maritime de 600 000 tonnes d'articles non alimentaires destinés au relèvement et à la reconstruction.
105. L'opération spéciale 10498.0 a été approuvée en octobre 2005 pour une durée de 12 mois, avec un budget de 116 millions de dollars²⁷. Son principal objectif consistait à assurer des services de fret maritime efficaces pour acheminer les matériaux de redressement et de reconstruction. Le Service des expéditions du PAM (WFPSS) a été établi pour gérer l'opération, indépendamment de l'IPSR 10069.1 en cours; ses principales activités consistaient à assurer: i) un service régulier de ferry entre Sumatra Nord et l'île de Nias; ii) un service régional de cabotage autour d'Aceh; et iii) des opérations de transport vers les sites de chargement et de déchargement mal aménagés.
106. Seules des barges de débarquement étaient assez plates pour accéder à la plupart des régions²⁸. Pour le déchargement sur les plages, le Service des expéditions a utilisé des passerelles et des nattes spéciales pour faciliter la traction sur le sable et le sol humide, ainsi que des chariots élévateurs. Au cours de l'année, il a débarqué 256 005 m³ d'articles de secours sur 30 sites.

²⁷ "Évaluation de l'opération spéciale Indonésie 10498.0: Service des expéditions du PAM à l'appui du plan d'action du Coordonnateur des activités de redressement des Nations Unies en Aceh et à Nias pour offrir un hébergement temporaire aux populations sinistrées, Indonésie" (WFP/EB.1/2007/7-C)

²⁸ Une "barge de débarquement" est un engin à faible tirant d'eau équipé d'une passerelle à l'avant.

107. L'opération spéciale 10498.0 a permis d'aider 80 organisations participant aux opérations de secours et de redressement, y compris des institutions des Nations Unies, des ONG et des organismes du Gouvernement indonésien. Le rythme de la construction de nouveaux logements et d'abris temporaires s'est accéléré; certaines des institutions ont avancé les dates qu'elles s'étaient fixées pour achever les projets.
108. **Défis.** Il a été demandé au Service des expéditions de n'utiliser que des navires immatriculés et classés²⁹. Peu de petits navires étaient disponibles après le tsunami et le gouvernement n'a pas autorisé les navires battant pavillon étranger à transporter des marchandises d'un port indonésien à un autre.
109. La question du retrait du Service des expéditions restait à régler à la fin de 2006. Le Service des expéditions était très apprécié car il était fiable et, jusqu'au 31 juillet 2006, était assuré sans frais. Il était prévu de procéder au recouvrement des coûts dès le début mais la procédure n'a pas été formellement appliquée pendant les huit premiers mois de l'opération afin d'éviter les retards dans la reconstruction. Le recouvrement des coûts après le 31 juillet avait pour objectif d'ouvrir le marché et d'attirer d'autres opérateurs pour remplacer le Service des expéditions³⁰.

Renforcement des capacités en El Salvador

110. Le programme d'alimentation scolaire du PAM en El Salvador, qui a été lancé en 1984, s'est développé depuis pour atteindre 300 000 élèves, soit 90 pour cent des enfants d'âge scolaire des zones rurales. En 1997, en accord avec le Ministère de l'éducation et d'autres contreparties gouvernementales, le PAM a mis en place un plan de retrait et a commencé à transférer les responsabilités de la gestion du programme au gouvernement et à se retirer des départements qui n'étaient pas classés parmi ceux qui souffraient de la plus grande insécurité alimentaire.

Tableau 6: Alimentation scolaire en El Salvador

1984	Début du programme d'alimentation scolaire en El Salvador.
1997	Le PAM commence à se retirer en accord avec le gouvernement. Le gouvernement constitue un premier fonds d'affectation spéciale à l'appui du retrait.
2006	Les allocations du gouvernement se chiffraient au total à 10 millions de dollars pour 651 260 enfants dans 3 500 écoles. Le PAM est venu en aide à 100 000 enfants dans 550 écoles.

²⁹ Les navires "classés" sont immatriculés et reconnus par la Classification Society. Seuls les navires immatriculés et classés peuvent être assurés; le règlement du PAM exige que le Service des expéditions utilise exclusivement des navires assurés.

³⁰ Le Service des expéditions a rendu les derniers navires affrétés à temps, aux propriétaires au cours de la première semaine de mars 2007, au moment où se faisait le transfert aux opérateurs commerciaux et où les navires gérés par le Service n'étaient plus nécessaires. Le Service des expéditions continue d'apporter son appui logistique aux utilisateurs et aux armateurs.

111. Au début, la plus grande partie du financement des programmes gouvernementaux venait d'un fonds d'affectation spéciale généré par le biais d'une initiative nationale de privatisation. Par la suite, le programme national d'alimentation scolaire a été financé au titre de crédits ouverts de plus en plus régulièrement sur le budget de l'État.
112. En 2006, ces crédits se sont chiffrés à 10 millions de dollars, pour atteindre 651 200 enfants dans 3 500 écoles. À l'échelle nationale, le programme atteignait 88 pour cent des écoles primaires des régions rurales et des écoles urbaines pauvres. Le gouvernement vise à généraliser la couverture du programme (100 pour cent) d'ici à 2008, année qui coïncidera avec celle qui est prévue pour le transfert complet des responsabilités du PAM aux institutions nationales.
113. **Défis.** En 2007, le PAM examinera avec le Ministère de l'éducation les domaines possibles de collaboration future, y compris la mise en place d'un système décentralisé de S&E, l'introduction de produits alimentaires de meilleure qualité et l'appui aux services d'achat. Le PAM examinera comment l'alimentation scolaire peut contribuer à répondre aux besoins créés par l'insécurité alimentaire saisonnière.
114. La procédure d'appels d'offres publics du gouvernement pour le transport des produits alimentaires et des articles non alimentaires a posé des problèmes: retards dans les distributions, livraison d'un volume d'aide inférieur aux besoins et nombre de jours d'alimentation scolaire inférieur à celui qui était prévu. Des mauvaises conditions d'entreposage dans les écoles ont entraîné des pertes. Pour résoudre ces problèmes, le PAM a travaillé avec le Ministère de l'éducation afin d'améliorer les conditions et les pratiques de stockage.
115. **Enseignements.** Les facteurs qui justifiaient le transfert des responsabilités du programme étaient les suivants: excellente qualité de la planification et de la coordination entre le PAM et le gouvernement, efficacité du renforcement des capacités des contreparties dans les domaines techniques et meilleure prise en charge par les institutions nationales, ce qui a aussi abouti à une augmentation des fonds publics destinés à l'alimentation scolaire.
116. Une approche multisectorielle a renforcé la prise en charge du programme: le Ministère de l'éducation a travaillé avec le Ministère de la santé pour fournir des soins de santé de base aux enfants des écoles et aider les enseignants à assurer l'entreposage des aliments dans de bonnes conditions d'hygiène.

Renforcement des capacités en Équateur

117. En 2006, le PAM s'est entièrement acquitté de son rôle d'appui au renforcement des capacités en Équateur. Les programmes d'alimentation scolaire ont été entièrement financés par le gouvernement. Le PAM a aidé le gouvernement à gérer un montant de 40 millions de dollars et à améliorer la transparence des achats, le ciblage et le suivi des programmes reposant sur une aide alimentaire.

118. Le PAM est présent depuis longtemps en Équateur. En 1987, il a commencé à fournir des services d'alimentation scolaire destinés aux enfants vivant dans les régions pauvres et sous-développées; deux années plus tard, le gouvernement a créé, au Ministère de l'éducation, une unité opérationnelle pour institutionnaliser le projet du PAM.

1980	Le Ministère de l'éducation finance un programme national de promotion et d'amélioration de la nutrition chez les enfants d'âge scolaire.
1987	Le PAM a mis en œuvre des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre 300 000 enfants dans 1 200 écoles. Le gouvernement a créé au Ministère de l'éducation une unité opérationnelle chargée de mener à bien les activités du PAM.
1995 à 1999	Le PAM a atteint 677 000 enfants dans 3 000 écoles; les programmes visaient des enfants indigènes et autochtones, parmi lesquels la malnutrition chronique atteint 30,5 pour cent.
2004	Les programmes d'alimentation scolaire sont exclusivement financés par des fonds publics.
2006	Le PAM a géré un montant de 40 millions de dollars pour le compte du gouvernement.

119. En 1995, le PAM a réorienté ses programmes d'alimentation scolaire pour améliorer la qualité et l'efficacité des programmes d'apprentissage des enfants vivant dans des conditions d'extrême pauvreté. En 1999, il atteignait 677 000 enfants d'âge scolaire dans 3 000 écoles des régions rurales pauvres; le gouvernement fournissait 80 pour cent des produits alimentaires.

120. En 2004, les programmes d'alimentation scolaire en Équateur étaient exclusivement financés par des fonds publics. L'institutionnalisation de l'alimentation scolaire et la promotion de la participation des mères ont été deux facteurs qui ont permis la mise en œuvre à vaste échelle du programme d'alimentation scolaire.

121. En 2006, le PAM a appuyé un mécanisme transparent pour assurer la fourniture à temps des produits alimentaires. Des ressources ont été mises à disposition par le

Année	Total des bénéficiaires	PAM	Gouvernement équatorien
1999	737 449	677 000	60 449
2000	996 459	677 000	319 459
2004	1 396 266	142 443	1 253 823
2006	2 000 000	-	2 000 000

gouvernement et confiées au PAM pour qu'il assure la gestion, l'achat, l'entreposage, le transport et la distribution de produits alimentaires pour 2 millions d'enfants – 15 pour cent de la population – dans les 22 provinces du pays. Le PAM a collaboré avec le gouvernement, sur les plans de la politique et de la mise en œuvre, pour améliorer la gestion opérationnelle et sensibiliser davantage à la faim et à ses répercussions en Équateur.





PARTIE IV: ANALYSE DES RÉSULTATS

Mesure des indicateurs de réalisation des objectifs stratégiques: progrès accomplis

122. Les rapports normalisés de projets établis par tous les bureaux de pays et tous les bureaux régionaux ont fourni les principales données utilisées pour analyser les résultats obtenus au regard des objectifs stratégiques: 247 rapports, établis en 2006, ont porté sur 181 projets actifs³¹. Il y avait 139 rapports normalisés sur des projets actifs appuyés par une aide alimentaire; ces rapports, complétés par des enquêtes spéciales, ont fourni une importante série de données pour analyser l'avancée vers la réalisation des objectifs stratégiques³².
123. En ce qui concerne l'objectif stratégique 4, une autre série de données a été utilisée pour faire rapport sur les résultats – à partir d'une série d'études réalisées dans 12 pays entre 2005 et 2006. Les résultats n'étaient pas en soi représentatifs des activités VPE du PAM dans leur ensemble, mais ils ont été vérifiés par rapport aux données sur les résultats des rapports normalisés sur les projets.
124. D'autres informations donnent à penser qu'en 2006, le PAM a beaucoup contribué à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Toutefois, seulement quatre indicateurs du PAM mesurent, à l'échelle de l'Organisation, l'avancée vers la réalisation de ces objectifs et témoignent de la contribution directe apportée par le PAM aux pays.
125. Les indicateurs de l'Organisation servent de base à la mesure des résultats. La plupart des indicateurs sont vérifiés et incorporés dans les cadres logiques des projets, mais certains d'entre eux doivent encore être affinés ou mis à l'essai. Les bureaux de pays s'appuient donc sur d'autres indicateurs. Par conséquent, il n'est pas possible actuellement de comparer les pays ou d'extrapoler les données pour faire rapport sur les réalisations dans l'ensemble du PAM.

Tableau 9: Nombre de rapports normalisés sur les projets rendant compte d'objectifs stratégiques en 2006³³

	Nombre de rapports normalisés sur les projets
Objectif stratégique 1	53
Objectif stratégique 2	66
Objectif stratégique 3	79
Objectif stratégique 4	92
Objectif stratégique 5	37

³¹ Pour tous les projets qui restent ouverts – c'est-à-dire ceux dont la clôture des états financiers n'est pas encore confirmée – il faut établir un rapport normalisé. Par projets actifs, il faut entendre les projets i) dans le cadre desquels des produits alimentaires ont été distribués pendant la période sur laquelle ils portent, ii) qui ont permis de venir en aide à des bénéficiaires identifiables ou iii) qui ont fourni un service effectif dans le cas d'une opération spéciale.

³² En 2006, 35 opérations spéciales ont été exclues de l'examen. En étaient également exclus six projets qui comportaient des dépenses en espèces mais pas de bénéficiaires identifiables, par exemple l'assurance sécheresse Éthiopie 10486.

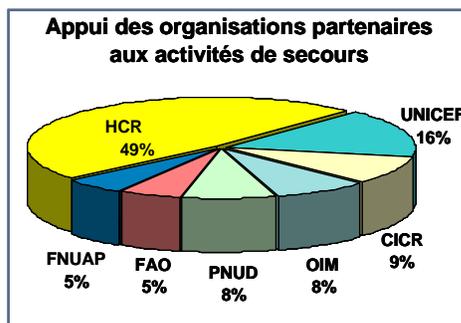
³³ D'après l'examen de 139 rapports normalisés sur les projets.

Objectif stratégique 1 – Sauver des vies dans des situations de crise

Tableau 10: Objectif stratégique 1 – Résultats à moyen terme			
1.1	Réduction et/ou stabilisation de la prévalence de la malnutrition aiguë dans une population identifiée vivant dans des zones touchées par des conflits et des catastrophes.		
1.2	Réduction et/ou stabilisation du taux de mortalité dans une population identifiée vivant dans des zones touchées par des conflits et des catastrophes.		
Indicateurs de résultats	Objectif	Réalisation	
1.1.1	Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans une population identifiée (évaluée par sexe, sur la base du rapport poids pour la taille).	< 10 %	
1.2.1	Taux brut de mortalité dans une population identifiée: - dans la population ciblée à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence.	< 1/10 000/jour	Voir texte ci-dessous.
1.2.2	Taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans dans une population identifiée: - chez les enfants de moins de 5 ans à la fin de la première période couverte par l'opération d'urgence.	< 2/10 000/jour	

Objectifs

126. Les opérations alignées sur l'objectif stratégique 1 visent à sauver des vies dans des situations de crise et sont essentiellement des opérations d'urgence ou des IPSR (voir le tableau des résultats au titre de l'objectif stratégique 1). Dans ces opérations, l'aide alimentaire du PAM est généralement complétée par des programmes de santé et de nutrition ainsi que d'approvisionnement en eau et d'assainissement visant à lutter contre les principales causes de la malnutrition. En 2006, 53 opérations avaient des objectifs liés à l'objectif stratégique 1; pour 23 d'entre elles, il était fait rapport sur au moins un indicateur de résultat; pour 8 autres, il était rendu compte des résultats par rapport à l'indicateur "malnutrition aiguë" au titre de l'objectif stratégique 3, mais ces opérations figuraient au titre de l'objectif stratégique 1. Pour 31 des 53 opérations (58 pour cent), les rapports utilisaient les indicateurs de l'Organisation, contre 76 pour cent en 2005. Des indicateurs de résultats autres que ceux de l'Organisation ont été utilisés dans les rapports de six opérations. Pour les opérations qui restaient, il avait été impossible de faire rapport sur les indicateurs de résultats; la plupart de ces opérations étaient de courte durée, et les bureaux de pays ont eu des difficultés à réunir des indicateurs de résultats liés à la malnutrition aiguë et à la mortalité lorsque les opérations ne duraient que quelques mois.



127. Sur les 31 opérations pour lesquelles il a été fait rapport sur les indicateurs de résultats de l'Organisation, il y en a 26 dont les rapports faisaient état de plus d'une valeur de donnée, ce qui permettait de procéder à une analyse tendancielle³⁴. L'analyse n'indique que le sens de la tendance, et non son ampleur. Dans beaucoup d'opérations régionales, les tendances divergeaient selon les lieux.

Tableau 11: Évolution des indicateurs de résultats à moyen terme

Indicateur	Rapports (nombre)	Amélioration	Sans changement
Mortalité (brute ou taux chez les moins de 5 ans)	12	66	1
Malnutrition aiguë/émaciation	21	43	1

Principales réalisations

128. **Améliorer la qualité des produits alimentaires pour sauver un plus grand nombre de vies.** Selon les estimations, un meilleur accès à la vitamine A et au zinc permettrait d'éviter le décès de 684 000 enfants tous les ans dans le monde. Afin de livrer des produits alimentaires de qualité aux bénéficiaires, le PAM a essentiellement pour stratégie de distribuer des aliments qui sont enrichis avec au moins un micronutriment. Les aliments composés enrichis, tels que le mélange blé-soja qui contiennent d'importants micronutriments sont essentiels aux programmes d'alimentation de complément destinés aux enfants ainsi qu'aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Le PAM a de plus en plus souvent participé aux activités locales de mouture et d'enrichissement des produits de base afin de fournir des micronutriments.
129. Malgré les bons résultats que donne l'enrichissement, il faut trouver de nouvelles stratégies pour répondre aux besoins variés en micronutriments des populations vulnérables. Certains groupes, tels que celui des enfants de moins de 2 ans, ont dans ce domaine des besoins plus grands qu'il est difficile de satisfaire avec les produits que distribue actuellement le PAM. Afin lutter plus efficacement contre les carences en micronutriments, le PAM accélérera la mise à l'essai de nouveaux produits et de nouvelles stratégies au cours des quelques prochaines années. Les procédés actuels de préparation des aliments composés seront revus et de nouveaux procédés seront expérimentés. L'enrichissement à la maison – méthode qui consiste à ajouter des micronutriments en poudre aux aliments à la maison – sera fondé sur les expériences prometteuses faites en Indonésie et au Darfour.

Un projet pilote entrepris en 2003 en **Zambie** a montré que l'utilisation de moulins locaux dans un camp de réfugiés pour enrichir la farine de maïs a beaucoup amélioré la santé et l'état nutritionnel des réfugiés. Chez les enfants, des améliorations de taille et de poids ont été constatées, les taux d'anémie sont tombés de 47,7 pour cent à 24,3 pour cent et celui de l'avitaminose A a été ramené de 46,4 pour cent à 20,3 pour cent. La prévalence des maladies chez les femmes et les enfants a diminué et les résultats en ce qui concerne les grossesses se sont améliorés.

³⁴ Certains rapports normalisés sur les projets rendaient compte des deux indicateurs.

Faits saillants par pays

130. L'IPSR **Ouganda** 10121.1 vient en aide aux personnes déplacées, aux réfugiés et aux autres personnes vulnérables vivant dans des régions qui sont frappés ou ont été frappés par des conflits. Les distributions générales de vivres ainsi que les programmes d'alimentation thérapeutique et de supplémentation alimentaire ont contribué à améliorer la situation nutritionnelle et à sauver des vies. Le conflit survenu en 2003 a restreint l'accès des ONG à de nombreux camps, où de ce fait les taux de malnutrition ont progressé. La situation nutritionnelle s'est améliorée au cours des deux années suivantes, lorsque de meilleures conditions de sécurité ont permis l'extension des programmes consacrés à la santé, à l'alimentation thérapeutique et à la supplémentation alimentaire, à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, le PAM ayant alors une filière de produits fiable. Les taux de malnutrition aiguë sont demeurés stables, en deçà de 10 pour cent.

Tableau 12: Prévalence de la malnutrition aiguë (<-2z scores) chez les enfants de 6 à 59 mois dans les camps/zones d'installation de personnes déplacées et de réfugiés en Ouganda dans le cadre de l'IPSR 10121.1 (%)

	Enquête de référence 2003*	Enquête de suivi 2005	Enquête de suivi 2006
Camps de personnes déplacées d'Apac	4,4	4,4	4,7
Camps de personnes déplacées de Gulu	24,9	4,9	4,3
Camps de personnes déplacées de Kitgum	15,9	11,8	7,2
Camps de personnes déplacées de Lira	25,4	2,5	5,9
Camps de personnes déplacées de Pader	11,6	3,4	4,5
Zones de réfugiés de Palorinya	6,9	7,9	9,7

* À l'exception de Palorinya, où l'enquête de référence a été menée en octobre 2004.

131. Le PAM a pu distribuer des rations complètes à tous les réfugiés en 2006. La situation dans les camps de réfugiés recevant une aide dans le cadre de l'IPSR **Éthiopie** 10127.1 s'est améliorée entre 2005 et 2006: les taux de malnutrition aiguë ont baissé en moyenne. Il a été difficile de ramener les taux de malnutrition aiguë à moins de 10 pour cent en raison de l'insuffisance des approvisionnements en eau potable, de la forte incidence des maladies, en particulier du paludisme, et de l'insuffisance des services sanitaires et nutritionnels.

Tableau 13: Prévalence de la malnutrition aiguë (<-2 scores) chez les enfants de 6 à 59 mois en Éthiopie dans le cadre de l'IPSR 10127.1 (%)

	Enquête de référence	Enquête de suivi	Dernier suivi
Camp de Bonga	11,2	19,3	8,6
Camp de Dimma *	5,5	9,8	-
Camp de Fugnido	-	21,9	9,3
Camp de Kebribeyah	14,7	16,2	10,5
Camp de Sherkole	5,5	9,5	10,2
Camp de Shimelba	14,7	16,4	13,7
Camp de Yarenja	9,5	12,0	11,8

* Une enquête réalisée à Dimma a été écartée en raison d'erreurs techniques

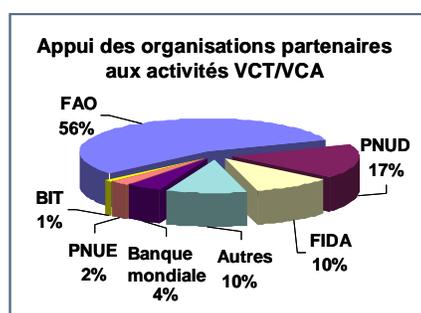
Résultats à court terme et dépenses

Tableau 14: Objectif stratégique 1: Indicateurs de résultats à court terme					
1.1 Fourniture à temps de produits alimentaires en quantités suffisantes pour les bénéficiaires ciblés vivant dans des zones touchées par des conflits et des catastrophes.					
Nombre estimatif de bénéficiaires (millions)					
	Femmes			5,3	
	Filles			6,7	
	Garçons			6,6	
	Hommes			4,6	
	TOTAL			23,1	
Bénéficiaires, quantités de produits distribués, dépenses par catégorie d'activité					
Catégorie d'activité	Bénéficiaires (millions)	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Dév.	0,4	9	0,6	2 906	0,3
Opérations d'urgence	8,9	637	44,8	421 533	44,8
IPSR	13,8	775	54,6	396 272	42,2
Opérations spéciales	-	-	-	119 271	12,7
TOTAL	23,1	1 421	100	939 982	100
Quantités de produits distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activité		Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Distribution générale de vivres		1 376	96,8	798 745	85,0
VCA/VCT		41	2,9	20 149	2,1
Services humanitaires aériens de transport de passagers		-	-	110 112	11,7
Autres		4	0,3	10 976	1,2
TOTAL		1 421	100	939 982	100

Objectif stratégique 2 – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs

Tableau 15: Objectif stratégique 2 – Résultats à moyen terme			
2.1	Capacité accrue de répondre aux besoins alimentaires des ménages ciblés vivant dans une situation de crise ou vulnérables aux chocs.		
2.2	Capacité accrue de gérer les chocs des ménages ciblés vivant dans une situation de crise ou vulnérables aux chocs.		
Indicateurs de résultats		Objectif	Réalisation
2.1.1	Proportion des dépenses des ménages de bénéficiaires consacrées à l'alimentation (données à rassembler sur une base pilote).	65–70	Voir texte ci-dessous.
2.1.2	Diversité du régime alimentaire (données à rassembler sur une base pilote).	À déterminer	
2.2.1	Les indicateurs appropriés sont à l'étude.	À déterminer	

Objectifs



132. L'assistance du PAM a aidé les populations vulnérables se trouvant dans des situations prolongées de réfugié et de personne déplacée à répondre à leurs besoins alimentaires de base, à faire face aux chocs et à pouvoir mieux résister aux chocs futurs en renforçant durablement leurs moyens de subsistance. Les activités qui ont été entreprises en partenariat sont les suivantes: distribution générale de vivres, VCA (VCT et VPF), planification préalable et intervention d'urgence, appui aux programmes de protection sociale et colis de rapatriement.

133. Sur les 66 opérations qui avaient des objectifs liés à l'objectif stratégique 2, il y en avait 29 dont le rapport rendait compte de l'indicateur de résultat de l'Organisation "Proportion des dépenses des ménages de bénéficiaires consacrées à l'alimentation". Les deux tiers ont fait état d'améliorations par rapport aux valeurs de base et aux enquêtes de suivi précédentes.

Tableau 16: Évolution des indicateurs de résultats à moyen terme		
Indicateur	Rapports (nombre)	Amélioration (%)
Proportion des dépenses des ménages consacrées à l'alimentation	29	66
Indicateurs autres que ceux de l'Organisation	77	22

134. Soixante-dix-sept indicateurs autres que ceux de l'Organisation ont été utilisés pour faire rapport sur les résultats, ce qui reflète la diversité des activités communautaires, spécifiques du contexte, mises en œuvre par le PAM au titre de cet objectif stratégique. Ces indicateurs, groupés par domaine thématique, sont les suivants:
- Consommation alimentaire: augmentation des quantités d'aliments consommés, apport de produits alimentaires pendant les saisons morte, amélioration de la diversité du régime alimentaire et réduction de la part des dépenses consacrées à l'alimentation. En ce qui concerne l'agriculture, les résultats ont été présentés en fonction de l'augmentation de la production et des rendements, de l'extension des zones sous irrigation et de la diversification des cultures.
 - Indicateurs de renforcement et de protection des actifs liés à la création, à la remise en état, à l'entretien et à une meilleure utilisation des actifs.

Des améliorations ont été signalées pour 22 pour cent de ces indicateurs.

Faits saillants par région et par pays

135. En 2006, l'**ODJ** a appliqué deux méthodes novatrices de mesure des résultats au titre de l'objectif stratégique 2: l'Index des stratégies d'adaptation (CSI) et le Score de consommation alimentaire (FCS). En examinant le régime alimentaire des membres des ménages, le PAM a constaté que les modes de consommation étaient déficients chez certains ménages, qu'ils étaient insuffisants chez d'autres ou qu'ils étaient satisfaisants chez d'autres encore. Pendant toute l'IPSR 10309 mise en oeuvre au **Malawi**, par exemple, le CSI pour les ménages de bénéficiaires était de 49, contre 66 pour les ménages de non bénéficiaires. La vulnérabilité a diminué davantage chez les premiers que chez les seconds. Les activités VCA ont aidé les ménages vivant dans l'insécurité alimentaire à augmenter leur production alimentaire grâce à la conservation des sols et de l'eau, à la création de jardins communaux et à la diversification des cultures, et elles ont permis de maximiser l'utilisation des produits qui avaient fait l'objet d'une meilleure transformation.
136. Dans le cas du programme de pays 10059 entrepris au **Bangladesh**, la proportion des ménages qui prenaient au moins deux repas par jour est passée de 72 pour cent à 91 pour cent grâce aux activités de développement des groupes vulnérables et à 92 pour cent grâce aux activités intégrées d'amélioration de la sécurité alimentaire. L'accès des ménages aux céréales, aux légumes et à la viande s'est amélioré, la proportion passant de 64 pour cent à 80 pour cent chez les bénéficiaires ciblés par ces deux types d'activités.
137. Dans le cadre de l'IPSR **Colombie** 10366, la part des dépenses consacrées à l'alimentation dans le total des dépenses des ménages est tombée de 58 pour cent en 2004 à 39 pour cent en 2006. La part des dépenses des ménages consacrées à la viande et au poisson a atteint 18 pour cent en 2006, soit une augmentation de 9 pour cent par rapport à 2004. Celle des dépenses consacrées aux semences et aux outils est passée de 3 pour cent en 2004 à 12 pour cent en 2006. Les économies générées pendant les périodes où le PAM a apporté une aide alimentaire ont été utilisées pour rembourser des dettes et améliorer le logement.
138. Au **Mali**, le PAM a travaillé avec la FAO et l'ONG German Agro Action (GAA) pour permettre aux communautés de faire face aux crises alimentaires: la FAO a fourni des semences tandis que GAA a fourni des outils agricoles et financé le coût

de la formation des bénéficiaires à l'horticulture, formation dispensée par une ONG locale. L'aide alimentaire du PAM a soutenu les bénéficiaires en attendant qu'ils achèvent leur formation et produisent leurs premières récoltes.

139. Dans le cadre de l'IPSR **Géorgie** 10211.0, 88 pour cent des actifs remis en état grâce à l'assistance du PAM ont été bien entretenus par les ménages des bénéficiaires; 90 pour cent de ces actifs ont été utilisés à des fins agricoles. Cette remise en état a permis d'accroître la production alimentaire dans 74 pour cent des communautés bénéficiaires de l'assistance. Les récoltes ont augmenté de 15 à 25 pour cent; les infrastructures de protection construites dans le cadre d'activités VCT ont contribué à atténuer les dégâts causés par les inondations.

Résultats à court terme et dépenses

Tableau 17: Objectif stratégique 2: Indicateurs de résultats à court terme					
2.1 Fourniture à temps de produits alimentaires en quantités suffisantes aux bénéficiaires ciblés vivant dans des situations de crise et de transition ou vulnérables aux chocs					
Nombre estimatif de bénéficiaires (millions)					
	Femmes		6,2		
	Filles		8,1		
	Garçons		8,2		
	Hommes		5,5		
	TOTAL		28,0		
Bénéficiaires, quantités de produits distribués, dépenses par catégorie d'activité					
Catégorie d'activité	Bénéficiaires (millions)	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Dév.	4,9	128	9,5	40 554	4,8
Opérations d'urgence	5,6	345	25,6	232 295	27,7
IPSR	17,5	874	64,9	449 013	53,5
Opérations spéciales	-	-	-	118 031	14,1
TOTAL	28,0	1 347	100	839 893	100
Quantités de produits distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activité		Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Distribution générale de vivres		664	49,3	385 152	45,9
VCA/VCT		635	47,1	309 174	36,8
Installation/réinstallation		25	1,8	15 169	1,8
Infrastructure d'urgence/redressement/appui logistique		-	-	118 031	14,0
Autres		24	1,8	12 367	1,5
TOTAL		1 347	100	839 893	100

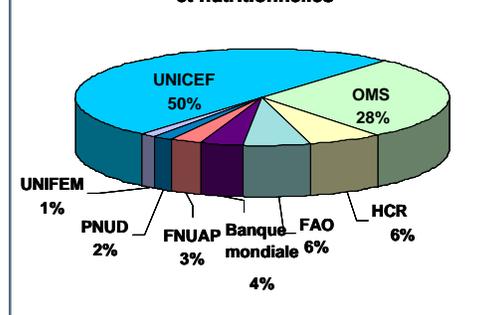
Objectif stratégique 3 – Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables

Tableau 18: Objectif stratégique 3 – Résultats à moyen terme			
3.1	Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les enfants ciblés.		
3.2	Réduction de l'incidence de la malnutrition chez les femmes.		
3.3	Réduction de l'incidence de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants ciblés.		
3.4	Amélioration de la qualité de vie des bénéficiaires ciblés par les programmes VIH/sida appuyés par le PAM.		
Indicateurs de résultats		Objectif	Réalisation
3.1.1	Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans (évaluée par sexe, sur la base du poids, de la taille et de l'âge): - Prévalence de la malnutrition aiguë chez les filles et les garçons de moins de 5 ans. - Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants.	< 10 % < 5 %	Voir texte ci-dessous.
3.2.1	Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées en âge de procréer (évaluée sur la base de l'indice de la masse corporelle (IMC) et/ou de l'insuffisance pondérale à la naissance) [données à rassembler sur une base pilote].		“
3.3.1	Prévalence de l'anémie chez les bénéficiaires ciblés [données à rassembler sur une base pilote].	Pas d'objectif fixé.	“
3.4.1	Gain de poids chez les bénéficiaires (données à rassembler sur une base pilote).	Voir texte ci-dessous.	“
3.4.2	Taux de suivi du traitement par programmes de traitement et de soins – durée du programme, observance du traitement (pour cent), etc. (données à rassembler sur une base pilote).	“	“

Objectifs

140. L'objectif stratégique 3 vise à améliorer la nutrition et la santé grâce à l'apport d'aliments de qualité aux enfants, aux mères et autres groupes vulnérables dans les situations où une alimentation insuffisante contribue à la malnutrition ou à un mauvais état de santé. Les activités au titre de l'objectif stratégique 3 comprennent des initiatives communautaires destinées à améliorer la croissance des enfants, la santé et la nutrition maternelles et infantiles ainsi que le traitement du VIH/sida et de la tuberculose.

Appui des partenaires ONU aux activités sanitaires et nutritionnelles



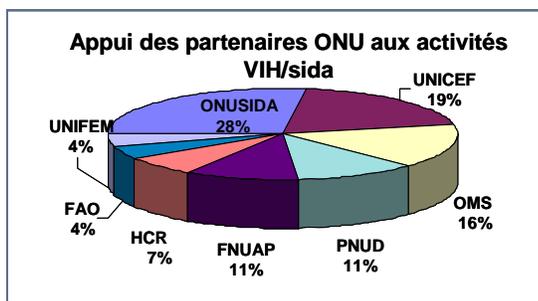
141. **Programmes nutritionnels.** Sur les 79 projets dont les objectifs opérationnels incluait l'objectif stratégique 3, 50 ont donné lieu à des rapports qui rendaient compte d'au moins un indicateur de l'Organisation. En 2005, l'objectif stratégique 3 figurait dans les objectifs opérationnels de 108 projets, dont 54 ont fait l'objet de rapports portant sur au moins un indicateur de l'Organisation. Pour les enfants de moins de 5 ans, ces indicateurs étaient le plus souvent les suivants: i) malnutrition chronique/retard de croissance (25 pour cent des projets); ii) malnutrition aiguë (25 pour cent); et iii) insuffisance pondérale (20 pour cent). Pour moins de 10 pour cent des projets, les rapports portaient sur les autres indicateurs de l'Organisation; les rapports de 26 projets faisaient état d'autres indicateurs se rapportant aux principaux résultats escomptés du projet.

Tableau 19: Évolution des indicateurs de résultats à moyen terme

Indicateur	Rapports (nombre)	Améliorations (%)
Malnutrition chronique chez les moins de 5 ans	13	62
Malnutrition aiguë chez les moins de 5 ans	13	69
Insuffisance pondérale chez les moins de 5 ans	10	90

142. Pour 50 des 79 projets, il a été possible d'examiner les valeurs de référence et de suivi à partir de séries de données comparables. Pour 56 projets, il a été possible de rendre compte des tendances nutritionnelles, mais ces tendances ne concernaient que trois indicateurs pour au moins dix projets; il a donc été impossible d'analyser à fond ces tendances, mais certains changements ont été observés. D'autres rapports ont fait apparaître une nette évolution des taux de malnutrition mais n'étaient pas assez détaillés pour qu'on puisse déterminer les raisons de cette évolution et la mesure dans laquelle les objectifs ont été atteints.

143. **VIH/sida et tuberculose.** En tant que co-parrain de l'ONUSIDA, le PAM a travaillé avec d'autres organisations des Nations Unies, les gouvernements et les ONG pour renforcer l'action de lutte contre le sida et permettre à un plus grand nombre de personnes vivant avec le VIH et souffrant d'insécurité alimentaire d'avoir accès à un soutien alimentaire. Le PAM intègre aussi la prévention du VIH et l'éducation en la matière dans les programmes d'alimentation scolaire dont bénéficient 4,5 millions d'enfants dans 18 pays.



144. En 2006, le nombre de rapports sur les interventions VIH/sida a beaucoup augmenté par rapport à 2005. Le nombre de rapports de projets portant sur un indicateur de résultats ou un ensemble de ces indicateurs est passé de 13 en 2005 à 20 en 2006. Dans l'ensemble, les rapports rendaient compte d'un ensemble d'indicateurs, portant sur la plupart des activités menées en matière de VIH et de tuberculose, mais l'absence de données de référence a fait obstacle à la mesure des tendances en ce qui concerne les résultats.

Faits saillants par pays

145. Le projet urbain VIH/sida entrepris en **Éthiopie** vise à encourager le recours accru aux différents services, en particulier aux services de thérapie antirétrovirale et de prévention de la transmission du virus mère-enfant assurés par le gouvernement et d'autres partenaires. Ceux qui pourraient recourir à la thérapie antirétrovirale vivent dans une insécurité alimentaire chronique, si bien que l'aide alimentaire et les conseils nutritionnels fournis dans le cadre du projet ont contribué à amener un plus grand nombre de personnes à se faire traiter, à observer le traitement et à en maximiser l'impact. D'après les personnes qui ont été interrogées dans le cadre de l'enquête sur les résultats du projet de 2006, de nombreux bénéficiaires auraient abandonné la thérapie ou ne l'auraient pas commencée s'ils n'avaient pas bénéficié de l'aide alimentaire du PAM. Selon les dispensaires, l'appui alimentaire associé aux médicaments avait permis aux malades de prendre du poids.

146. Dans le cadre de l'opération de développement **Cambodge** 10170.01, le projet de santé maternelle et infantile a été lancé en 2002. Mis en œuvre en même temps que des programmes entrepris par des ONG et le gouvernement, il comprend un programme élargi de vaccination, de distribution de capsules de vitamine A et de comprimés antihelminthiques ainsi que d'autres activités de prévention sanitaire destinés aux enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes des villages ciblés. Des activités d'éducation sanitaire et nutritionnelle mises en place à l'intention des mères et des prestataires de soins aux enfants sont liées à un programme régulier de suivi de la croissance des enfants. Une évaluation faite en 2005 a montré que le projet avait permis d'améliorer beaucoup la nutrition des enfants et les soins qui leur sont dispensés.

Tableau 20: Principaux indicateurs de résultats à moyen terme du projet de nutrition maternelle et infantile au Cambodge (%)

Indicateur	Enquête de référence 2002	Enquête d'évaluation oct. 2005
Faible IMC chez les mères allaitantes	16,8	5,3
Anémie due à une carence en fer:		
- femmes enceintes	80,1	57,0
- mères allaitantes	70,9	58,8
- enfants de moins de 5 ans	77,3	60,1
Prise de conscience et connaissance des conditions de bonne santé:		
- pratiques nutritionnelles:		
- allaitement maternel dans l'heure qui suit la naissance	24,8	50,0
- eau de boisson bouillie	31,5	46,1

147. Une enquête conjointe menée en **Afghanistan** en 2006 par le PAM, le Ministère de la santé et l'OMS a permis de conclure que la plupart des malades de la tuberculose se rendaient dans les dispensaires surtout parce que le traitement était gratuit et s'accompagnait d'une aide alimentaire. Le pourcentage des guérisons de la tuberculose après achèvement du traitement de huit mois est passé de 35 pour cent à 63 pour cent.

148. En **Ouganda**, l'aide alimentaire du PAM a permis à 75 pour cent des bénéficiaires de suivre la thérapie antirétrovirale, contre 55 pour cent 18 mois auparavant. Les bénéficiaires qui avaient moins à dépenser pour se nourrir disposaient de plus de moyens pour payer les frais de scolarité et se procurer d'autres actifs. Ils ont aussi tiré parti des connaissances nutritionnelles acquises lors des distributions de vivres du PAM pour créer des potagers.
149. Une baraque convertie en centre de bien-être se trouve à la frontière entre le **Malawi** et le **Mozambique** depuis 2005; ce centre a été créé dans le cadre d'une initiative PAM/TNT pour permettre aux camionneurs et aux professionnels du sexe locaux d'accéder gratuitement à certains services: conseils confidentiels, établissement du diagnostic et traitement des infections sexuellement transmissibles (IST). Pendant 16 mois, 1 500 personnes ont été traitées pour des infections sexuellement transmissibles, 15 000 ont bénéficié d'une formation à la prévention des VIH/IST et 144 000 préservatifs ont été distribués.
150. En **Afrique australe**, le PAM est venu en aide à 7 millions de personnes vivant avec le VIH dans le cadre de la plateforme de protection sociale, système mis au point en 2006 pour s'attaquer à la nature chronique et à multiples facettes de l'urgence dans la région.
151. L'ONG Amis d'Afrique, une des principales partenaires du PAM dans la lutte contre le VIH/sida en **République centrafricaine**, a calculé qu'en vendant les sacs vides des vivres distribués par le PAM elle pouvait créer une petite union de crédit. La plupart des participants ont obtenu des prêts pour acheter par exemple du savon et des bougies qu'ils vendaient à profit. Les taux de remboursement des prêts étaient élevés. La plupart des participants remboursent l'union de crédit en deux ou trois mois. Résultat plus important, le moral des participants s'est amélioré dès lors qu'ils ont pu contribuer au bien-être de leurs familles.

Résultats à court terme et dépenses

Tableau 21: Objectif stratégique 3 – Indicateurs de résultats à court terme					
3.1 Fourniture à temps d'aliments nutritifs en quantités suffisantes aux jeunes enfants, aux mères et autres bénéficiaires ciblés, exposés à des risques nutritionnels et sanitaires.					
3.2 Fourniture de comprimés antihelminthiques aux enfants et mères ciblés.					
Nombre estimatif de bénéficiaires (millions)					
	Femmes			2,8	
	Filles			5,0	
	Garçons			4,9	
	Hommes			1,8	
	TOTAL			14,5	
Bénéficiaires des activités VIH/sida en 2006 (millions)					
				Nombre de bénéficiaires	
	PMTCT				,098
	Thérapie antirétrovirale				,192
	Traitement contre la tuberculose				,275
	Soins à domicile				,694
	Orphelins et autres enfants vulnérables				1,08
	TOTAL				2,33
Bénéficiaires, quantités de produits distribués, dépenses par catégorie d'activité					
Catégorie d'activité	Bénéficiaires (millions)	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Dév.	4,9	176	31,8	53 819	19,5
Opérations d'urgence	1,1	40	7,1	30 215	11,0
IPSR	8,5	338	61,1	191 432	69,5
TOTAL	14,5	554	100	275 467	100
Quantités de produits distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activité		Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Santé et nutrition maternelles et infantiles/alimentation de complément/thérapeutique/ groupes vulnérables		402	72,6	193 987	70,4
Programmes VIH/sida et autres enfants vulnérables		115	20,7	60 483	22,0
Alimentation scolaire ³⁵		35	6,3	19 811	7,1
Autres		2	0,4	1 185	0,4
TOTAL		554	100	275 467	100

³⁵ Y compris les chiffres concernant l'éducation préscolaire attribués entièrement à l'objectif stratégique 3.

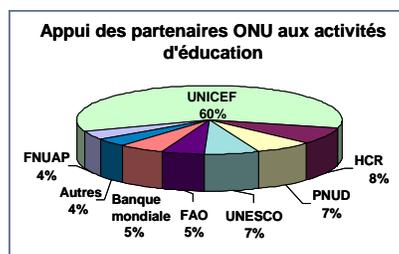
Objectif stratégique 4 – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans les domaines de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle

Tableau 22: Objectif stratégique 4 – Résultats à moyen terme

4.1	Accroissement de la scolarisation des filles et des garçons dans les écoles appuyées par le PAM.		
4.2	Fréquentation accrue, par les filles et les garçons, des écoles appuyées par le PAM.		
4.3	Capacité accrue des filles et des garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM de se concentrer et d'apprendre.		
4.4	Réduction de l'inégalité entre les sexes dans les écoles primaires et secondaires ainsi que les centres d'éducation extrascolaire appuyés par le PAM.		
Indicateurs de résultats ³⁶		Objectif	Réalisation
4.1.1	Nombre absolu de filles et de garçons fréquentant les écoles primaires et, si applicable, les établissements préscolaires et les écoles secondaires appuyés par le PAM ³⁷ . Taux annuel de variation:		
	- pourcentage de filles et de garçons	10	6
	- pourcentage de filles	12	8
	- pourcentage de garçons	8	6
4.1.2	Taux net de scolarisation: pourcentages de filles et de garçons d'âge scolaire fréquentant les écoles primaires appuyées par le PAM:		
	- Taux net de scolarisation des filles	70	55
	- Taux net de scolarisation des garçons	70	62
4.2.1	Taux d'assiduité: pourcentage de filles et de garçons qui vont en classe dans les écoles primaires et, s'il y a lieu, les établissements préscolaires et les écoles secondaires appuyés par le PAM.	80	Garçons 90 Filles 91
4.3.1	Appréciation par les maîtres de la capacité des enfants de se concentrer et d'apprendre à l'école grâce à l'alimentation scolaire (pourcentage).	90	96
4.4.1	Ratio entre filles et garçons fréquentant les écoles appuyées par le PAM.	1	0,90

Objectifs

152. Les activités entreprises au titre de l'objectif stratégique 4 se présentent sous la forme de repas scolaires, de rations à emporter et de formation. Comme les années précédentes, la plupart des données sur les résultats au titre de l'objectif stratégique 4 ont été rassemblées dans le cadre d'enquêtes normalisées sur



³⁶ Les indicateurs 4.1.3, 4.2.2 et 4.4.2, en cours de révision après essai sur le terrain, n'ont pas été inclus.

³⁷ L'indicateur 4.1.1 correspond au nombre absolu d'enfants inscrits à l'école. Le nombre total absolu donne la mesure de la couverture de l'aide du PAM; les augmentations de cet indicateur ne sont pas nécessairement liées aux résultats: elles peuvent, par exemple, révéler une extension du programme Vivres pour l'éducation. Les variations annuelles du nombre absolu, moyen/médian d'élèves permettent de suivre l'évolution à court terme. Les données du S&E montrent que les activités VPE ont des impacts qui dépendent de la durée du projet: la première année, les variations du nombre absolu sont généralement élevées et suivies par des variations beaucoup plus faibles les années suivantes (voir l'article à paraître en juin 2007 dans le *Food and Nutrition Bulletin*).

l'alimentation scolaire et d'activités de suivi mensuelles après les distributions. Au cours des six dernières années, les enquêtes normalisées ont fourni des données sur les résultats des activités VPE dans 67 pays et servent de base de comparaison pour le suivi et l'évaluation du contexte éducationnel dans lequel les activités sont mises en œuvre.

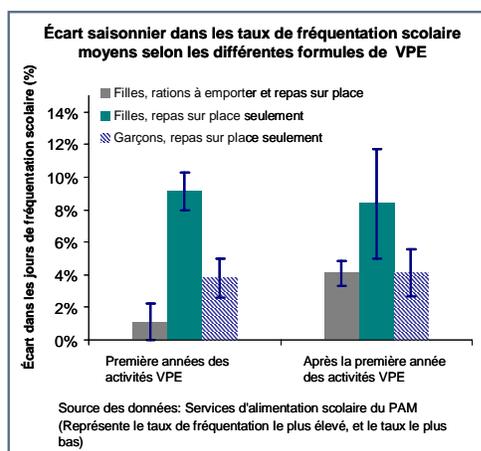
Tableau 23: Évolution des indicateurs de résultats à moyen terme

Indicateur ³⁸	Nombre ³⁹	Amélioration (%)	Objectif atteint/dépassé (%)
Taux annuel de variation du nombre absolu			
-garçons	26	69	56
-filles	25	68	64
Taux d'assiduité			
-garçons	39	65	67
-filles	38	61	89
Ratio entre garçons et filles	51	73	25

153. **Indicateur 4.1.1.** En 2006, les objectifs de résultat pour les accroissements annuels du nombre absolu d'enfants scolarisés ont été fixés à partir d'une analyse des enquêtes normalisées consacrées à l'alimentation scolaire dans 51 pays. Les enquêtes menées dans 12 pays en 2005–2006 ont révélé que le nombre absolu des garçons et des filles inscrits dans les écoles appuyées par le PAM avait augmenté régulièrement, mais que les taux d'augmentation étaient inférieurs aux taux fixés comme objectifs.

154. **Indicateur 4.2.1.** Le taux d'assiduité dans les écoles appuyées par le PAM s'est élevé en moyenne à 90 pour cent pour les garçons et les filles pendant les deux mois sur lesquels a porté l'enquête. L'écart entre le taux d'assiduité le plus élevé et le taux le plus bas (en mois) a été de 3 pour cent pour les garçons et de 4 pour cent pour les filles.

155. **Indicateur 4.3.1.** Dans 88 pour cent des écoles visées depuis peu par le programme, les enseignants ont constaté une amélioration du comportement en classe des élèves qui ont bénéficié de repas et de collations sur place. Dans presque toutes ces écoles, ils ont observé que les élèves étaient plus attentifs, pendant plus longtemps, et qu'ils apprenaient mieux;



³⁸ Dans les rapports normalisés sur les projets, il n'a pas été systématiquement rendu compte de l'appréciation par les maîtres de la capacité des enfants de se concentrer et d'apprendre à l'école grâce à l'alimentation scolaire.

³⁹ Les variations dans les nombres absolus indiquent le nombre de projets qui ont permis d'obtenir au moins deux valeurs dans le temps. Pour le taux d'assiduité et le ratio entre garçons et filles, deux dénominateurs ont été utilisés: pour l'amélioration en pourcentage, le dénominateur a été le nombre de projets pour lesquels ont été enregistrés au moins deux points dans le temps; pour la comparaison avec l'objectif, le dénominateur était le nombre de projets pour lesquels a été enregistrée au moins une valeur.

dans 85 pour cent des écoles, ils ont constaté que les élèves étaient moins violents et moins agressifs les uns envers les autres.

156. De leur côté, les élèves ont fait des constatations analogues: 78 pour cent ont déclaré qu'ils étaient plus attentifs, plus concentrés et qu'ils apprenaient mieux; 82 pour cent des élèves des nouvelles écoles appuyées par le programme et 97 pour cent des élèves des autres écoles ont dit que l'alimentation scolaire était un bon programme. Soixante-dix-sept pour cent des élèves des nouvelles écoles et 93 pour cent de ceux des écoles qui bénéficiaient du programme depuis longtemps aimaient la nourriture qui leur était servie. D'après les enquêtes, 40 pour cent des élèves des écoles bénéficiant de programmes depuis longtemps et 63 pour cent de ceux qui bénéficiaient de nouveaux programmes se rendaient à l'école l'estomac vide.
157. **Indicateur 4.4.1.** Les résultats des enquêtes ont montré que le nombre des filles scolarisées était inférieur à celui des garçons: neuf filles pour dix garçons.

Principales réalisations

158. Une initiative pilote du PAM dans le cadre de laquelle les repas à l'école étaient associés à des rations à emporter a permis d'améliorer la fréquentation scolaire des filles qui bénéficiaient des deux formes d'aide par rapport à celles qui ne recevaient que le repas sur place. Les rations à emporter faisaient progresser le nombre absolu des filles inscrites dans les écoles primaires, en particulier dans les classes supérieures.
159. En 2006, une étude consacrée aux dépenses annuelles du PAM par bénéficiaire des interventions VPE standard a montré que la moyenne annuelle pondérée des dépenses par bénéficiaire pour l'ensemble des projets s'élevait à 15,79 dollars. Le coût annuel projeté par bénéficiaire d'une ration moyenne pendant 200 jours d'alimentation scolaire a été de 16,61 dollars. Cependant, le coût par bénéficiaire a varié en fonction de la formule utilisée: la formule la moins coûteuse (9 dollars par an) était celle de la collation de biscuits enrichis et la plus coûteuse (30 dollars par an) celle des rations à emporter.

Les programmes d'alimentation scolaire au **Kenya** comprennent des contributions en espèces et en nature venant des communautés pour financer certaines dépenses (cuisiniers, bois de chauffage et eau, etc.). Le coût de l'alimentation scolaire, à l'exclusion des contributions communautaires, est estimé à 15,36 dollars par enfant et par an. Ce montant passe à 16,75 dollars si l'on y ajoute les contributions des communautés.

160. Les programmes VPE ont un plus grand impact quand ils sont liés à des interventions nutritionnelles et sanitaires dans les écoles. En 2002, le PAM a travaillé avec l'UNICEF sur un ensemble intégré d'interventions – "l'enveloppe de services essentiels" – visant à améliorer l'état nutritionnel et la santé des enfants des écoles. Des enquêtes ont révélé que les écoles appuyées par le PAM étaient des tremplins utiles pour promouvoir des activités scolaires complémentaires dans les domaines de la santé et de la nutrition. Des micronutriments de complément ont été apportés aux enfants de 40 pour cent des écoles appuyées par le PAM; les activités de déparasitage ont atteint 56 pour cent des enfants de ces écoles. Les résultats ont montré que le déparasitage et l'apport en micronutriments de complément étaient des activités qui figuraient de plus en plus souvent dans les programmes VPE et qu'une couverture universelle avait été atteinte dans plusieurs pays bénéficiant de l'aide du PAM.

L'ENFANT permet, dans le cadre d'activités vivres pour l'éducation, de pousser plus loin le concept de l'enveloppe de services essentiels PAM-UNICEF. À l'aide d'un outil de planification du développement communautaire mis au point par le PAM et le Ministère **éthiopien** de l'éducation, l'école sert de centre pour des échanges de vues communautaires, des exercices de planification et une formation à différentes activités de renforcement des moyens de subsistance allant des pratiques agricoles à la sensibilisation aux problèmes de nutrition chez les enfants et de VIH/sida. Toute la communauté locale participe à la détermination de son développement et de son avenir. Toutes les activités de planification, de mise en œuvre et de suivi de la communauté scolaire bénéficient de l'appui de l'administration locale, des ONG et du PAM.

Faits saillants par pays

161. En 2006, les activités de déparasitage appuyées par le PAM ont atteint 11 millions d'enfants. En **Afghanistan**, l'UNICEF, l'OMS, le PAM et le gouvernement ont lancé une campagne de déparasitage pour traiter 6 millions d'enfants.
162. À **Sri Lanka**, les programmes d'alimentation scolaire du PAM ont permis de nourrir 214 000 enfants, soit 48 pour cent de plus qu'en 2005. Le taux de scolarisation a augmenté de 8 pour cent par rapport à 2005. La parité des sexes a été atteinte dans les écoles appuyées par le PAM depuis plus d'un an, alors que le ratio entre filles et garçons était de 45:55 dans les écoles récemment inscrites dans le programme.
163. Au titre du mémorandum d'accord passé avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Gouvernement du **Ghana** pour la promotion de l'alimentation scolaire avec des produits cultivés sur place, le PAM, le gouvernement et des partenaires privés ont appuyé le Programme national d'alimentation scolaire mis en œuvre avec des produits locaux.
164. En **Indonésie**, un partenariat de trois ans scellé en 2006 entre le PAM et une société multinationale permettra de couvrir le coût des rations distribuées aux enfants du village où vivent de nombreux travailleurs de la société et où les taux globaux de malnutrition sont élevés. Ce partenariat unique a contribué à apaiser la faim de 4 000 élèves du village.

Résultats à court terme et dépenses

Tableau 24: Objectif stratégique 4 – Indicateurs de résultats à court terme					
4.1 Fourniture à temps de produits alimentaires en quantités suffisantes aux enfants, adolescentes et adultes ciblés pour améliorer l'accès à l'éducation dans les écoles et les centres d'éducation extrascolaire.					
Nombre estimatif de bénéficiaires (millions) ⁴⁰					
	Filles		9,3		
	Garçons		10,1		
	Adultes		2,9		
	TOTAL		22,2		
Bénéficiaires, quantités de produits distribués, dépenses par catégorie d'activité					
Catégorie d'activité	Bénéficiaires (millions)	Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Dév.	14,1	420	56,6	137 459	40,4
Opérations d'urgence	0,8	34	4,6	20 861	6,1
IPSR	7,4	288	38,8	182 165	53,5
TOTAL	22,2	742	100	340 485	100
Quantités de produits distribués et dépenses par principales activités					
Type d'activité		Produits distribués (milliers de tonnes)	Pourcentage de produits distribués	Estimation des dépenses directes (milliers de dollars)	Pourcentage des dépenses
Alimentation scolaire ⁴¹		494	66,6	280 920	82,5
Vivres au profit de la formation (VPF)		239	32,2	51 011	15,0
Autres		9	1,2	8 555	2,5
TOTAL		742	100	340 485	100

⁴⁰ Comprend les activités VPF, les rations à emporter et les repas scolaires.

⁴¹ À l'exclusion des établissements préscolaires; le total partiel revient entièrement à l'objectif stratégique 3.

Objectif stratégique 5 – Aider les gouvernements et les régions à élaborer et à gérer des programmes d'aide alimentaire et de réduction de la faim

Tableau 25: Objectif stratégique 5 – Résultats à moyen terme

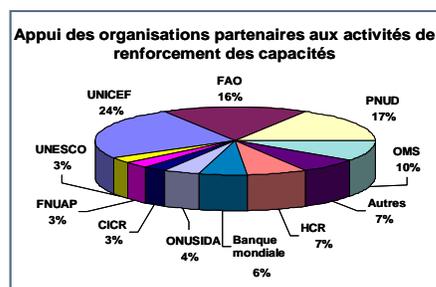
5.1	Capacité accrue d'identifier les besoins alimentaires, d'élaborer des stratégies et de mener à bien des programmes d'aide alimentaire dans les pays ciblés.
-----	---

Objectifs

165. Trente-sept rapports normalisés sur les projets ont porté sur l'objectif stratégique 5, soit 30 de plus qu'en 2005⁴². Cinquante pour cent des activités liées à l'objectif stratégique 5 ont été entreprises dans le cadre des programmes de pays, 39 pour cent dans le cadre d'IPSR et 11 pour cent dans le cadre d'opérations d'urgence. Des programmes de formation, des ateliers et des consultations techniques ainsi que des études et des enquêtes ciblées ont été les principales formes d'appui du PAM à la réalisation de l'objectif stratégique 5 en 2006.
166. Le PAM élabore actuellement une série d'indicateurs spécifiques pour mesurer les résultats au titre de l'objectif stratégique 5. Les activités de renforcement des capacités peuvent être rattachées à certains projets d'aide alimentaire du PAM – approche la plus courante – ou peuvent être entreprises indépendamment.
167. Il ressort des données dérivées des rapports normalisés sur les projets de 2006 et d'une enquête de la même année sur les activités liées à l'Objectif stratégique 5, à laquelle ont répondu 19 bureaux de pays et bureaux régionaux, que 82 000 personnes ont suivi une formation. D'après les informations fournies par 13 autres pays et un projet de développement en faveur du renforcement des capacités régionales en Amérique latine, 5 000 autres personnes ont été formées par le PAM. Ce chiffre est probablement inférieur à la réalité. En Afrique du Sud, en Angola, en Égypte, en Éthiopie, au Malawi, en Mauritanie et en Zambie, des cadres du PAM ont été détachés auprès d'institutions nationales. Ils étaient au nombre de 20 en 2006.

Principales réalisations

168. Près de 88 000 partenaires – organismes gouvernementaux, ONG et organisations communautaires – ont participé à des activités de formation du PAM en 2006⁴³. Un quart des activités ont porté sur l'ACV et le S&E; les autres principaux sujets ont été les suivants:



⁴² En plus des rapports normalisés sur les projets, 19 bureaux de pays ont répondu à une enquête ciblée PDP sur les activités menées au titre de l'objectif stratégique 5 dans le cadre du processus APR de 2006.

⁴³ Ce chiffre est calculé à partir de données tirées des rapports normalisés sur les projets de 2006, d'une enquête de 2006 sur les activités au titre de l'objectif stratégique 5 à laquelle 19 bureaux de pays et bureaux régionaux ont répondu. Les 19 pays qui ont répondu à l'enquête de 2006 ont déclaré que 82 000 personnes avaient bénéficié d'une formation; 13 autres pays et un projet régional de renforcement des capacités en Amérique latine ont fait état d'un nombre supplémentaire de 5 000 personnes qui ont été formées par le PAM. Le chiffre correspond probablement à une sous-évaluation du nombre effectif des personnes qui ont bénéficié d'une formation du PAM en 2006.

nutrition, gestion de l'aide alimentaire, logistique, évaluation des besoins d'urgence et gestion axée sur les résultats.

169. Le Cambodge, l'Indonésie, l'Iraq et le Niger ont fait état de 26 études spéciales sur les questions de sécurité alimentaire qui ont été publiées sous forme de bulletins sur la sécurité alimentaire et le suivi des marchés, d'atlas de la sécurité alimentaire ou de rapports sur la vulnérabilité et la sécurité alimentaire.

Faits saillants par pays

170. En 2006, de nouveaux programmes de pays, axés sur le renforcement des capacités, ont été élaborés pour le **Bangladesh**, l'**Égypte**, l'**Inde** et le **Sénégal**.
171. En **Égypte**, le PAM a appuyé le renforcement de programmes de protection sociale, reposant sur l'aide alimentaire, qui ciblaient d'importants secteurs de la population. Le gouvernement s'est engagé davantage à aider les groupes vulnérables pauvres bénéficiant du soutien de ces programmes, en améliorant la composition de l'assortiment alimentaire subventionné et en procédant à l'enrichissement du pain *baladi* (aliment de base égyptien) en fer et en acide folique pour lutter contre l'anémie généralisée.
172. Au **Malawi**, les activités de renforcement des capacités entreprises par le PAM facilitent la prise en charge par le gouvernement du programme d'alimentation scolaire. Le PAM et d'autres institutions ont aidé le gouvernement à mettre au point une politique de santé et de nutrition à l'école qui aura pour cible les enfants des écoles primaires de tout le pays. En 2006, le PAM a apporté un appui technique en matière d'ACV et d'analyse des moyens de subsistance afin de faciliter les activités de gestion des catastrophes menées par le gouvernement et il a détaché un fonctionnaire auprès du Département des affaires de gestion de la pauvreté et des catastrophes pour contribuer à renforcer les capacités de suivi, d'évaluation et de gestion des interventions de secours.
173. En **Amérique latine**, le PAM et la Banque interaméricaine de développement ont parrainé en juin 2006 une vaste consultation technique de parties prenantes qui a permis d'établir les critères à appliquer pour élaborer des plans nationaux de lutte contre la malnutrition chez les nourrissons et les jeunes enfants; huit pays de la sous-région élaborent des programmes nationaux de nutrition conformes à ces critères.
174. En **Afrique australe**, le secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et le PAM ont signé un mémorandum d'accord visant à mettre en place une unité de gestion d'un programme quinquennal auquel participent deux experts régionaux. Un programme de formation d'une semaine destiné au personnel national a porté sur le système d'information géographique (SIG)/analyse et cartographie spatiales, la santé et la nutrition, l'analyse des marchés, la conception et l'analyse des enquêtes ainsi que le tableur intégré FEWSNET. À la suite du programme de formation, une composante nutrition a été incorporée dans cinq des évaluations annuelles nationales.

RECETTES ET DÉPENSES

Contributions

Tableau 26: Total des contributions versées au PAM en 2006 par guichet de financement (millions de dollars)

	Multilatérales	Multilatérales à emploi spécifique	Total	% du total
Contributions aux produits alimentaires et coûts associés:				91
En nature*	4	1 110	1 114	41
En espèces*	233	1 107	1 340	50
Autres contributions:				9
Opérations spéciales (y compris contributions en nature)	3	200	203	7,5
Accords de coopération pour des dispositifs de réserve et autres services en nature	2	2	4	0,1
Fonds fiduciaires et comptes spéciaux	-	37	37	1,3
Administrateurs auxiliaires	-	6	6	0,2
Contribution de contrepartie en espèces des gouvernements	1	-	1	0,04
TOTAL	243	2 462	2 705	100

* Y compris les coûts associés.

175. En 2006, le montant des contributions, y compris les produits alimentaires, les coûts associés, les services et autres éléments, a atteint 2,7 milliards de dollars, soit 61 millions de dollars de moins qu'en 2005. Les contributions au PAM sont classées comme multilatérales, multilatérales à emploi spécifique ou bilatérales en fonction du degré de spécificité de l'emploi et des conditions imposées par le donateur. Près de 91 pour cent des contributions de 2006 étaient à emploi spécifique, poursuivant ainsi la tendance à la hausse observée depuis 2002, année où seulement 81 pour cent des contributions relevaient de cette catégorie.
176. Le montant des contributions en espèces au titre des produits alimentaires, des services et des coûts associés s'est élevé à 1,6 milliard de dollars, soit 59 pour cent du total des contributions. Sur ce montant, plus de 1,3 milliard de dollars, soit 84 pour cent, était destiné à des activités d'aide alimentaire. Le montant des contributions en nature au titre de l'aide alimentaire est tombé à 58 millions de dollars, soit 5 pour cent de moins que l'année précédente; celui des contributions en nature non alimentaires a diminué de 53 millions de dollars. Le montant afférent aux dispositifs de réserve et aux autres services en nature, qui ont fait l'objet de moins de demandes qu'en 2005, est tombé de 6 millions de dollars en 2005 à 4 millions en 2006.

	2002	2003	2004	2005	2006
Multilatérales à emploi spécifique	1 458	2 270	1 927	2 487	2 462
Multilatérales	351	303	278	279	243
TOTAL	1 809	2 573	2 205	2 766	2 705

Aperçu général des recettes et des dépenses

177. Le montant total des recettes en 2006 a baissé de 39 millions de dollars, soit 1,3 pour cent, par rapport à 2005. Ce montant comprend les intérêts, les variations des taux de change et les reports. Le montant des recettes, soit 2,93 milliards de dollars comprend un report de 2005 d'un montant de 134 millions de dollars. Le montant total des dépenses a atteint 2,88 milliards de dollars, soit une baisse de 7,3 pour cent par rapport à 2005. Le solde de fin d'exercice s'est chiffré à 57 millions de dollars.

Tableau 29: Recettes et dépenses (millions de dollars)

	2004 ⁴⁴	2005	BIENNAL 2004–2005	2006
Recettes totales	3 340	2 971	6 311	2 932
Dépenses totales	3 073	3 104	6 177	2 876
Solde	267	(133)	134	57

178. Le montant total des dépenses au titre de la catégorie des IPSR est resté presque identique à celui de 2005, ce qui fait de cette catégorie la plus importante pour la deuxième année consécutive. Les années précédentes, c'étaient les dépenses au titre de la catégorie des opérations d'urgence qui venaient en tête; en 2003, leur montant était presque le triple de celui des dépenses au titre des IPSR. Le montant élevé des dépenses afférentes aux IPSR – qui ont dépassé celles des opérations spéciales de 18 pour cent en 2005 et de 69 pour cent en 2006 – s'explique par la transformation des grandes opérations d'urgence en IPSR.

Tableau 28: Dépenses totales (millions de dollars)

Catégorie d'activité ⁴⁵	2005	2006	Variation (%) 2005–2006
Projets de développement	259	268	4
Opérations d'urgence	1 046	729	-30
IPSR	1 237	1 233	0
Total partiel: projets d'aide alimentaire	2 542	2 230	-12
Opérations spéciales	196	236	20
TOTAL, dépenses afférentes aux catégories d'activités	2 738	2 466	-10
Opérations bilatérales et fonds d'affectation spéciale	109	94	-14
AAP	212	212	0
Comptes spéciaux et autres	104	129	24
Éliminations comptables	(59)	(25)	-58
TOTAL, dépenses non afférentes aux catégories d'activités	366	410	-12
TOTAL, DÉPENSES	3 104	2 876	-7

⁴⁴ Y compris 788 millions de dollars affectés à l'opération bilatérale menée en Iraq.

⁴⁵ Les chiffres pour les dépenses de 2006 correspondent aux catégories d'activités Projets de développement, Opérations d'urgence et IPSR, à l'exclusion des opérations gérées au titre du Fonds général ou des fonds d'affectation spéciale.

179. Les dépenses au titre des opérations d'urgence ont baissé de 30 pour cent par rapport à 2005, pour se situer à 317 millions de dollars. Le faible montant des dépenses au titre des opérations d'urgence en 2006 est imputable en partie au fait que les opérations d'urgence ont été moins nécessaires ainsi qu'à l'arrivée tardive des contributions au titre de ces opérations: 25 pour cent des contributions sont arrivées au dernier trimestre de 2006.
180. Les dépenses au titre de la catégorie des projets de développement n'ont cessé de progresser tous les ans depuis 2002, année où elles ne représentaient que 195 millions de dollars; le montant de ces dépenses, soit 268 millions de dollars, a été en 2006 supérieur de 4 pour cent à celui de 2005. Toutefois, les dépenses de développement qui représentaient 12 pour cent du total des dépenses en 2002 ont été ramenées à 10 pour cent de ce total en 2006. En 2006, la proportion a été plus élevée qu'en 2003, 2004 et 2005.
181. Les dépenses afférentes aux opérations spéciales ont augmenté pour la deuxième année de suite, pour atteindre 236 millions de dollars; ce montant représente une augmentation de 20 pour cent par rapport à 2005, contre une augmentation de 224 pour cent entre 2004 et 2005. Les 21 opérations spéciales menées au titre des services communs ont représenté la plus grande partie de l'augmentation des dépenses, ce qui reflète l'appui apporté par le PAM aux partenaires⁴⁶. Les opérations spéciales auxquelles il faut imputer la plus grande partie de l'augmentation des dépenses au titre des services communs sont les suivantes: i) l'opération des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies menée au Pakistan et au Soudan, qui a représenté 54 pour cent des dépenses de 2006 au titre des services communs; ii) l'opération d'action groupée au Liban qui en a représenté 11 pour cent; et iii) l'opération des Services aériens en Afghanistan, 7 pour cent.

Tableau 30: Dépenses afférentes aux opérations spéciales (millions de dollars)

Opérations spéciales	2005 effectives	2006 effectives	Variations (%) 2005–2006
Secours du PAM	159,0	111,0	-30
Services communs	37,4	125,3	235
Total Opérations spéciales	196,4	236,3	20

Analyse par catégorie de coût

182. Les dépenses afférentes aux activités d'aide alimentaire ont été examinées sur la base des coûts unitaires, en appliquant la méthode utilisée dans l'*Analyse des catégories de coûts du PAM faite en 2006*⁴⁷, qui distingue les dépenses non afférentes aux activités d'aide alimentaire – opérations spéciales et dépenses non liées aux catégories d'activités – des dépenses liées aux activités d'aide alimentaire. Comme le

⁴⁶ Douze opérations spéciales pour les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, cinq pour l'UNJLC, deux pour les télécommunications d'urgence interorganisations et deux pour les opérations d'action groupée.

⁴⁷ WFP/EB.A/2006/6-G/1.

montre l'analyse des catégories de coûts faite en 2006, le coût par tonne des projets d'aide alimentaire a baissé de 8 pour cent entre 2005 et 2006.

183. **Coût des produits alimentaires.** Les dépenses consacrées aux produits alimentaires ont baissé de 252 millions de dollars, soit 21 pour cent, par rapport à 2005. Cette baisse était essentiellement imputable à l'importance des stocks de report de 2005 sur 2006. Sur la base des quantités distribuées, les dépenses par tonne de produits alimentaires ont diminué de 17 pour cent. Cependant, si l'on tient compte de la réduction de 20 pour cent dans les quantités achetées et données, la diminution des dépenses moyennes par tonne a été inférieure à 2 pour cent.
184. La proportion des céréales dans l'assortiment alimentaire global, achetées ou données, a progressé de 2,7 pour cent en 2006 et s'est accompagnée d'une diminution correspondante de la proportion des produits alimentaires plus coûteux: ainsi la proportion des légumineuses a baissé de 1,6 pour cent. Ces diminutions relativement faibles sont devenues importantes quand la moyenne est calculée par rapport à la quantité totale de produits distribués⁴⁸. Les distributions d'aliments enrichis ont progressé de 5 points de pourcentage.

Tableau 31	Dépenses afférentes aux projets d'aide alimentaire par catégorie de coût (millions de dollars)			Dépenses directes moyennes afférentes aux projets d'aide alimentaire par tonne (dollars)		
	2005 Effectives	2006 Effectives	Variation (%)	2005 Effectives	2006 Effectives	Variation (%)
Produits alimentaires	1 196	944	-21	281,6	233,6	-17
Transport extérieur	284	242	-15	66,9	59,9	-10
TTEM	764	720	-6	179,8	178,3	-1
Autres COD	51	52	2	12,1	13,0	8
CAD	247	272	10	58,2	67,3	16
TOTAL:	2 542	2 230	-12	598,6	552,1	-8
Distribution (million de tonnes)	4,2	4,0	-5	-	-	-

185. **Transport extérieur.** Les dépenses afférentes au transport extérieur ont baissé de 42 millions de dollars par rapport à 2005. Calculé par tonne, le montant moyen des dépenses directes a baissé de 10 pour cent. Cette baisse était imputable à des réajustements des coûts du fret maritime en 2005 et en 2006 qui ont fait suite à des hausses extrêmement fortes entre 2003 et 2005.
186. **TTEM.** En 2006, le montant total des dépenses au titre des TTEM a baissé de 6 pour cent. Toutefois, la baisse enregistrée dans les dépenses moyennes TTEM par tonne a reculé de 1 pour cent par rapport à 2005. Exprimés en pourcentage des dépenses totales directes, les coûts TTEM ont baissé en 2006 après une montée brutale de 18 pour cent à 26 pour cent pendant l'exercice biennal 2004–2005. Les coûts des carburants ont influé, à hauteur de 25 pour cent environ, sur le taux total TTEM.

⁴⁸ L'augmentation de 2,7 pour cent de la proportion des céréales dans l'assortiment alimentaire a représenté 102 000 tonnes, soit l'équivalent d'une réduction de 294,60 dollars par tonne de produit remplacé par des céréales. La baisse totale des dépenses intervenue à la suite du remplacement par des céréales a été de 30 millions de dollars.

187. **Autres COD.** Les autres COD ont continué de représenter moins de 3 pour cent du total des dépenses au titre des activités d'aide alimentaire. Il s'agit là d'une tendance constante depuis l'introduction de cette catégorie de coût en 2000. Dans cette catégorie, l'augmentation des dépenses a été en grande partie imputable à la taille du portefeuille des IPSR dans lesquelles les activités de redressement devaient souvent constituer des composantes importantes.
188. **CAD.** Les dépenses CAD ont progressé de 24,9 millions de dollars, soit 10 pour cent, entre 2005 et 2006; la moyenne des dépenses CAD par tonne a augmenté de 16 pour cent. L'accroissement des dépenses au titre des CAD se composait de:
- 6,1 millions de dollars se rapportant aux paiements afférents aux coûts de la sécurité du personnel des Nations Unies;
 - 1,8 million de dollars représentant une augmentation des incitations et indemnités versées au personnel international;
 - 16,3 millions de dollars représentant une augmentation des dépenses de personnel local; et
 - 0,7 million de dollars représentant une augmentation des autres CAD.

189. Les organisations qui participent au système de gestion de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies sont collectivement responsables de la sécurité du personnel des Nations Unies. Les coûts afférents au personnel sur le terrain sont répartis selon une formule de partage des coûts, les coûts afférents à la gestion centrale étant pris en charge par l'Organisation des Nations Unies. Selon les projections, la part du PAM pour l'exercice biennal 2006–2007 se chiffre à 22,6 millions de dollars.

Tableau 32: Coûts afférents à la sécurité du personnel des Nations Unies sur le terrain (millions de dollars)

	Système des Nations Unies	Part du PAM
2004	39,40	4,6
2005	73,70	8,6
2006	70,35	9,4 ⁴⁹
2007 (projection)	98,80	13,2

190. En 2006, un montant de 6,3 millions de dollars afférents aux coûts connexes a été imputé sur les CAD des projets. Cependant, à sa première session ordinaire de 2007, le Conseil a décidé que ces coûts devraient être considérés comme des dépenses AAP pendant tout l'exercice biennal 2006–2007, et financés au titre du Fonds général⁵⁰. Des ajustements comptables seront faits en conséquence.
191. L'augmentation de 1,8 million de dollars au titre de mesures d'incitation au profit du personnel international reflète l'augmentation des paiements faits à ce titre en raison des conditions de plus en plus difficiles dans lesquelles le personnel de nombreux bureaux de pays doit travailler.

⁴⁹ Le PAM a reçu une note de crédit de 3,1 millions de dollars sur l'exercice biennal 2004–2005.

⁵⁰ "Point sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM (2006–2007)" (WFP/EB.1/2007/6-A/1).

192. L'accroissement de 16,3 millions de dollars de dépenses de personnel local se compose d'une augmentation de 2,4 millions de dollars de dépenses au titre des fonctionnaires nationaux et d'une augmentation de 13,9 millions de dollars de dépenses au titre des agents des services généraux locaux. Ces augmentations reflètent l'importance accordée à l'amélioration du statut contractuel des fonctionnaires. Le nombre des agents des services généraux sur le terrain a beaucoup augmenté entre 2005 et 2006, essentiellement en raison de la nomination sur des contrats de durée déterminée de 1 056 agents auparavant titulaires de contrats à court terme ou de contrats de services de courte durée, confirmation ayant été obtenue du fait qu'ils étaient au service du PAM depuis au moins cinq années et qu'ils s'acquittaient de fonctions essentielles conformément à la recommandation du Comité permanent interorganisations relative aux dispositions contractuelles. La conversion de ces contrats a accru le montant des prestations et indemnités dues à ces fonctionnaires: ainsi, selon les estimations, l'augmentation résultant des seuls paiements au titre de la pension majorait de 4 300 dollars les prestations auxquelles avait droit chaque fonctionnaire.

Dans les régions de grande insécurité comme au Soudan et en Afghanistan, les exigences en matière de sécurité font augmenter les dépenses CAD. Ainsi, au Soudan, on estime que l'obligation de respecter les normes minimales de sécurité opérationnelle et d'autres besoins en matière de sécurité ont coûté 32 millions de dollars en 2006.

Maîtrise des coûts

193. Le PAM a cherché à appliquer des mesures de réduction des coûts telles que le partage des coûts avec les partenaires. Les institutions dont le siège est à Rome ont continué de chercher de nouveaux moyens de collaborer pour s'acquitter de leurs missions complémentaires à des conditions aussi économiques que possible. En 2006, le PAM, le FIDA et la FAO ont participé à un appel d'offres conjoint sur le marché déréglementé de l'électricité, ce qui leur a permis d'économiser 9 pour cent.
194. Le PAM à Dubaï, avec un bureau auxiliaire de Delhi, a pris la direction d'un bureau délocalisé de services. Par la suite les bureaux délocalisés pourront fournir des services à l'ensemble de la communauté humanitaire. Le bureau d'assistance des TIC a été délocalisé en 2006; ces délocalisations devraient permettre de réduire les coûts de 40 pour cent, soit d'économiser 1,3 million de dollars par exercice biennal. Les achats d'articles non alimentaires ont également été délocalisés en 2006. La mise en place de FOODSAT, réseau de communication de l'Organisation, a permis au PAM d'économiser sur les frais de téléphone entre les bureaux un montant estimé à 3 millions de dollars par an.

PARTIE V: RÉSULTATS PAR OBJECTIF DE GESTION

Année	Indicateurs communiqués			Objectifs atteints ou dépassés ⁵¹		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Pourcentage ⁵²	98	84	85	53	55	47

Objectifs de gestion: principaux résultats

195. Les objectifs de gestion visent à renforcer l'efficacité des opérations et la capacité d'organisation du PAM. En dernière analyse, ils doivent aboutir à des améliorations des opérations qui permettent au PAM de fournir suffisamment de vivres de qualité aux bénéficiaires. Cependant, les liens existant entre l'amélioration de l'efficacité de la gestion et le renforcement de l'efficacité des opérations ne sont généralement pas précisés.
196. Les sept objectifs de gestion comportent 26 indicateurs que le PAM a utilisés pour mesurer les résultats obtenus concernant ses fonctions d'appui opérationnel en 2006⁵³. Le PAM a établi des rapports sur 25 indicateurs et 18 indicateurs subsidiaires, atteignant un taux de rapport de 98 pour cent en 2006. Le pourcentage d'indicateurs communiqués, y compris les indicateurs subsidiaires, a augmenté depuis trois ans.
197. Le pourcentage d'objectifs atteints ou dépassés depuis 2004 a également augmenté, même s'il a été un peu plus bas en 2006 qu'en 2005. Certains indicateurs destinés à mesurer les progrès en matière de gestion se sont révélés peu sûrs et ont été modifiés ou remplacés dans le Plan de gestion biennal (2006–2007)⁵⁴.
198. Les objectifs concernant la plupart des indicateurs ont été fixés à des niveaux plus élevés en 2006 que les années précédentes de sorte que le fait que certains objectifs n'aient pas été atteints ne traduit pas nécessairement un fléchissement des résultats globaux.

⁵¹ Les indicateurs pour lesquels des résultats ont été communiqués sans objectif fixé sont exclus.

⁵² Les pourcentages couvrent tous les indicateurs communiqués, y compris les indicateurs subsidiaires.

⁵³ Pour l'exercice 2006–2007, le nombre d'objectifs de gestion et celui des indicateurs ont été révisés: celui des objectifs de gestion est tombé de neuf à sept et celui des indicateurs de 34 à 26.

⁵⁴ Les indicateurs qui ont été modifiés ou remplacés sont précisés dans les notes de bas de page du Rapport annuel sur les résultats de 2006.

Objectif de gestion 1 – Établir des partenariats solides pour éliminer la faim

Tableau 34: Objectif de gestion 1.1 Partenariat renforcé aux niveaux mondial, régional et national	Objectifs	Résultats effectifs		
	2006	2006	2005	2004
1.1.1 Pourcentage de projets du PAM dans le cadre desquels le Programme collabore avec les Nations Unies, les organisations internationales et les ONG pour fournir des apports et des services complémentaires ⁵⁵ .	80	83	77	71

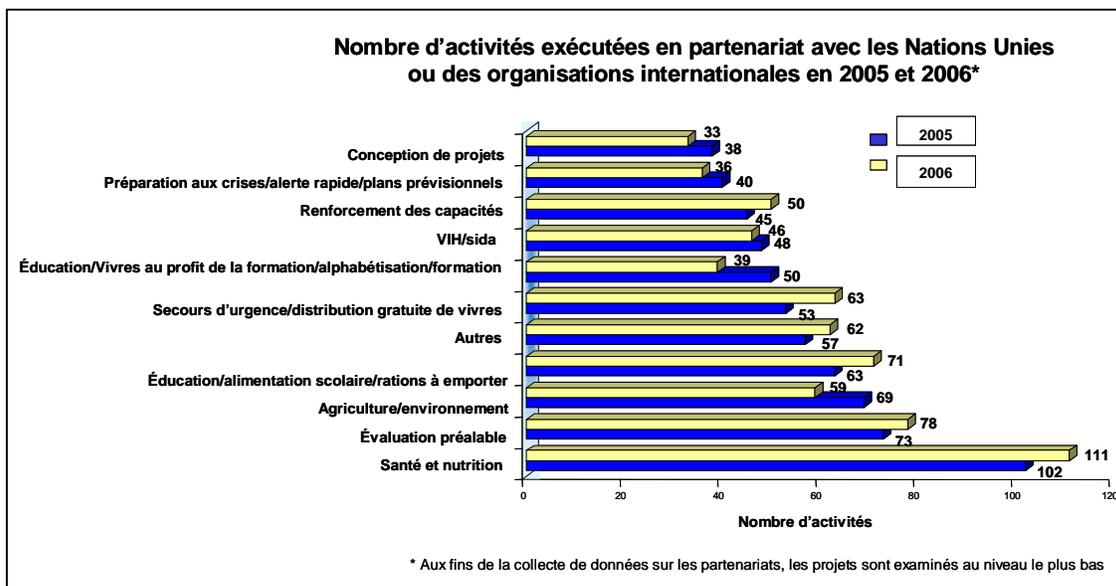
Objectifs

199. Le PAM reconnaît depuis longtemps qu'il est nécessaire de travailler en collaboration avec des partenaires aux programmes de réduction de la faim. Des progrès ont été faits à cet égard en 2006: la proportion de projets conjoints dans le cadre desquels l'aide alimentaire du PAM est complétée par des apports des Nations Unies et des partenaires ONG a augmenté pour la troisième année, atteignant ainsi un niveau record supérieur de 3 pour cent à l'objectif de 2006.
200. Le PAM a collaboré avec 13 organismes des Nations Unies, quatre organisations internationales et la Banque mondiale en 2006. Des partenaires des Nations Unies ont participé à 79 pour cent des évaluations préalables des besoins d'urgence qui ont servi de base aux opérations d'urgence et aux IPSR. En 2005 et 2006, les biens et services complémentaires fournis par des partenaires des Nations Unies ont le plus souvent concerné la santé et la nutrition.

Principales réalisations

201. L'UNICEF a été le principal partenaire du PAM du système des Nations Unies et s'est occupé principalement de projets destinés à éliminer la faim chez les enfants, réduire l'impact du VIH/sida et améliorer l'éducation. Le deuxième partenaire des Nations Unies par ordre d'importance a été la FAO. Ces deux organisations ont également collaboré avec le PAM pour effectuer des évaluations préalables de l'insécurité alimentaire. Entre autres initiatives récentes, des sites sentinelles de surveillance de la sécurité alimentaire ont été créés dans les pays particulièrement vulnérables pour donner rapidement l'alerte en cas de crise alimentaire potentielle.
202. Le PAM et le HCR ont travaillé de concert pour fournir une aide aux réfugiés et aux personnes déplacées. Ils ont régulièrement mené des missions d'évaluation conjointes pour identifier les populations ayant besoin d'aide, le volume de ressources nécessaire et les stratégies de retrait appropriées. En 2006, le premier plan de travail mondial conjoint et des plans d'action au niveau des pays ont été établis et un groupe de travail de haut niveau a été constitué pour étudier des questions concernant les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

⁵⁵ L'objectif de gestion 1.1.1 était l'objectif de gestion 1.1.2 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2006–2007)*. Le résultat visé a été porté de 38 pour cent en 2005 à 80 pour cent en 2006. L'indicateur relatif au pourcentage de programmes et de projets conçus conjointement avec des organisations des Nations Unies, des organisations internationales et des partenaires de coopération [(objectif de gestion 1.1.1 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2006–2007)*] a été abandonné parce qu'il ne permettait pas de mesurer exactement la collaboration du PAM avec les partenaires au stade de la programmation. Un indicateur mieux adapté est à l'étude.



203. Les ONG ont distribué la moitié des vivres du PAM en 2006 – soit 2 millions de tonnes. Les partenariats avec les ONG se sont accrus de 44 pour cent de 2005 à 2006: il y a eu 3 264 partenariats opérationnels en 2006, contre 2 270 en 2005, en raison notamment d'une forte augmentation de l'enregistrement des partenariats avec ce type d'organisations en Colombie; 88 pour cent des bureaux de pays du PAM ont déclaré des partenariats opérationnels avec des ONG. Le PAM a eu tendance à confier la gestion des distributions alimentaires de grande ampleur aux ONG dans les situations de crise lorsque les capacités locales étaient insuffisantes. Il a fait appel aux ONG locales pour mieux atteindre les communautés ou mettre en oeuvre des interventions conçues pour venir en aide à de petits groupes de bénéficiaires.

204. Les ONG ont fourni des apports complémentaires, le plus souvent dans les domaines de la santé maternelle et infantile (SMI), de l'alimentation scolaire et des distributions générales de vivres. En 2006, 320 ONG ont participé à 43 projets du PAM dans 27 pays aux stades de l'identification, de la planification et de la conception des activités; il s'agissait principalement d'IPSR. Les ONG ont également participé à la conception des projets pour 25 pour cent des opérations d'urgence et ont collaboré à 28 pour cent des évaluations préalables des besoins d'urgence⁵⁶. Un modèle plus systématique d'évaluation des résultats des ONG a été mis au point sur la base d'un examen des meilleures pratiques au Soudan; il s'est déjà révélé utile dans d'autres pays comme le Niger.

Les différences de mandat peuvent faire obstacle aux partenariats. Lorsque le PAM a mis fin aux secours d'urgence aux victimes du tremblement de terre au Pakistan et a lancé une IPSR pour appuyer les activités de redressement, bon nombre des partenaires avec lesquels l'Organisation avait fourni des secours n'avaient pas vocation à entreprendre des activités de redressement et de reconstruction. Il a donc fallu chercher de nouveaux partenaires, ce qui a pris du temps.

⁵⁶ Évaluations préalables de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence – 35; évaluations préalables interorganisations/ conjointes – 26; missions d'évaluation préalable conjointes – 20; missions d'évaluation préalable des récoltes et de la sécurité alimentaire – 9.

Faits saillants par pays

205. En **Colombie**, l'IPSR 10366.0 est l'opération du PAM qui bénéficie du plus vaste réseau de partenaires. En 2006, le PAM a mis en oeuvre des petits projets d'alimentation en faveur des personnes déplacées par l'intermédiaire de 1 000 ONG nationales et internationales, organisations communautaires et organisations religieuses. Les partenariats ont apporté des avantages à tous les participants et permis des échanges d'idées en Colombie. La collaboration a été instaurée dans le cadre d'un accord informel aux termes duquel le PAM engageait des produits alimentaires tandis que les partenaires fournissaient des ressources en nature et des fonds. Les partenaires ont utilisé leurs propres ressources pour distribuer les vivres aux bénéficiaires. Les modalités de partenariat adoptées par le PAM en Colombie ont amélioré l'efficacité du ciblage, renforcé la participation des communautés, élargi les activités complémentaires et permis de traiter les questions de sécurité et de protection.

206. Au **Mozambique**, le PAM et la FAO ont soutenu des écoles pratiques pour jeunes agriculteurs qui ont donné aux adolescents vulnérables la possibilité d'acquérir des qualifications que ne pouvait offrir l'enseignement scolaire et ont ainsi contribué à renforcer leurs moyens de subsistance. Le PAM a fourni des repas scolaires et la FAO des matériaux et des outils pour la formation agricole.

207. En **Guinée-Bissau**, des ONG ont participé à la conception et à la formulation de l'IPSR. Leurs vues, commentaires et suggestions ont été recueillis au cours de la mission d'autoévaluation et d'examen préalable. Les ONG ont eu ainsi l'occasion de formuler des commentaires et d'adresser des suggestions sur le cadre logique, le plan de S&E et les instruments de collecte de données. Ces observations ont été incorporées dans la série d'instruments de S&E prévue pour l'IPSR.

Objectif de gestion 2 – Être l'employeur de choix d'un personnel compétent, déterminé à éliminer la faim

Tableau 35: Objectif de gestion 2.1 Les membres du personnel sont satisfaits du PAM considéré comme l'employeur de choix. Ils se sentent soutenus et considèrent que leurs compétences sont reconnues, perfectionnées et bien gérées.	Objectifs 2006	Résultats effectifs		
		2006	2005	2004
2.1.1 Niveau moyen de satisfaction du personnel (pourcentage) ⁵⁷ .	80	67	N.D.	64
Tableau 36: Objectif de gestion 2.2 La composition du personnel du PAM présente un dosage approprié par sexe, nationalité, compétences et motivation de façon à répondre à toute la gamme de besoins.	Objectifs 2006	Résultats effectifs		
		2006	2005	2004
2.2.1 Pourcentage des compétences requises couvert grâce à PACE ⁵⁸ .	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
2.2.2 Répartition du personnel international du cadre organique par sexe, et origine géographique ⁵⁹ .				
- Femmes	50	39,5	40,2	39,8
- personnel originaire de pays en développement	40	40,4	40,4	39,5
2.2.3 Pourcentage d'employées ⁶⁰ .	50	30,1	29,7	31,7

Objectifs

208. Plus de 8 500 agents du PAM ont participé à la deuxième enquête mondiale auprès du personnel qui a eu lieu en 2006. Cette augmentation de plus de 50 pour cent du nombre de participants par rapport à la première enquête de 2004, montre que les employés sont convaincus que leurs opinions ont de l'importance. Trente huit pour cent de tous ceux qui ont répondu ont déclaré avoir constaté des changements dans leur milieu de travail à la suite des résultats de l'enquête de 2004. Le personnel de terrain a, dans l'ensemble, formulé des opinions plus positives: 40 pour cent ont noté des améliorations contre 18 pour cent seulement du personnel du siège.
209. L'enquête de 2006 visait à rassembler des données plus précises sur le degré de satisfaction du personnel: en réponse à la question "Comment classez-vous le PAM en tant que lieu de travail?"⁶¹ 67 pour cent des personnes interrogées ont classé le PAM comme "un des meilleurs", soit plus qu'en 2004; en réponse à la question "Que pensez-vous de votre travail?" 90 pour cent se sont déclarés "satisfaits".

⁵⁷ L'objectif a été porté à 80 pour cent contre 64 pour cent en 2005 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2006-2007)* Aucun chiffre effectif n'est disponible pour l'année 2005 parce que l'Enquête mondiale auprès du personnel n'a lieu que tous les deux ans.

⁵⁸ Programme de renforcement des résultats et des compétences. Cet indicateur est en cours de révision. Les données PACE collectées en 2006 étaient incomplètes parce que 68 pour cent seulement du personnel a participé à l'enquête.

⁵⁹ Ancien indicateur PG2.3.1 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004-2005)*.

⁶⁰ C'est la première année que cet indicateur est utilisé; il exprime la répartition par sexe de l'ensemble des employés du PAM et est assorti d'un objectif de 50 pour cent de femmes.

⁶¹ Indicateur supplétif permettant de comparer le degré de satisfaction du personnel à la réponse à l'enquête de 2004 qui enregistrait un taux global de satisfaction du personnel de 64 pour cent.

210. Les domaines où, selon les indications données par le personnel dans l'enquête de 2006, des améliorations étaient nécessaires, étaient les suivants: formation, carrière, communication avec les supérieurs hiérarchiques, efficacité de la gestion, réduction du stress et meilleure gestion de l'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle.
211. Le Programme PACE (Évaluation professionnelle et renforcement des compétences) identifie les compétences nécessaires pour que le personnel fasse bien son travail et il permet aux cadres et aux agents d'identifier les besoins de perfectionnement d'un commun accord. En 2006, 512 cas dans lesquels il était nécessaire d'assurer le perfectionnement ont été identifiés; les cas les plus fréquents concernaient la gestion de l'action et la communication⁶².

Principales réalisations

212. Le PAM a lancé un outil de rétro-information 360 en ligne fondé sur le système PACE pour les cadres de grade P-5 à D-2. Sur 140 cadres qui ont répondu, 60 pour cent ont reçu des notes "très fortes" indiquant qu'ils pratiquaient fréquemment les comportements liés aux dix compétences d'encadrement applicables à leur rôle. À la suite du rapport sur la rétro-information 360, une formation individuelle a été offerte pour aider les cadres à étudier les points forts et dégager les points à améliorer.

Enseignements tirés de la réouverture du bureau du PAM aux Philippines afin de soutenir le processus de paix à Mindanao au moyen de l'opération d'urgence 10489.0:

- Le manque de ressources a provoqué le départ d'agents hautement qualifiés faute de sécurité de l'emploi.
- Les agents sous contrat temporaire ont joué un rôle majeur dans le lancement de l'opération aux Philippines mais l'instabilité de ces agents qui ne restaient généralement en poste que quelques mois a eu un effet perturbateur;
- Des délais insuffisants ont été ménagés pour la planification, la formation et la création de liens - il a fallu plus longtemps que prévu pour former le personnel et les partenaires aux procédures habituelles du PAM et établir des liens avec les organisations de contrepartie.

213. Pour remédier au manque de parité entre les sexes, on pourrait envisager d'offrir davantage de possibilités de carrière aux femmes et de mieux les préparer à travailler dans les situations d'urgence. En 2006, 40 pour cent des participants à la formation aux interventions d'urgence offerte par l'Organisation étaient des femmes. L'objectif a été fixé à 50 pour cent pour 2007.
214. Le Centre de perfectionnement des compétences de gestion a été réorganisé en 2006 pour permettre aux employés de chacune des organisations ayant leur siège à Rome de participer à ce programme. Le PAM désigne dix participants, dont six femmes.

⁶² Gestion de l'action: les membres du personnel doivent planifier, exécuter, gérer et appuyer une large gamme de projets, opérations et programmes.

215. Pendant les 15 mois qui se sont écoulés depuis son ouverture en septembre 2005, 260 individus ou groupes ont pris contact avec le bureau du Médiateur. La moitié des questions soulevées concernaient les rapports entre les agents et les supérieurs hiérarchiques liés aux évaluations, par exemple les évaluations des performances professionnelles, et la communication. En 2006, 232 dossiers ont été clos et le bureau du Médiateur a adressé 17 propositions à la direction du PAM en se fondant sur des questions soulevées, à savoir: règlement des conflits sur le lieu de travail, normes de conduite et de comportement, cohérence et respect des politiques, équilibre entre les sexes et tolérance zéro du harcèlement.

216. Depuis quelques années, le PAM joue un rôle important au sein du sous-groupe du GNUD sur le harcèlement. Les organisations membres sont convenues que chacune d'entre elles réviserait sa politique en matière de harcèlement sexuel, harcèlement et abus de pouvoir. Le PAM a rendu publique au début de 2007 sa politique révisée qui a pris immédiatement effet. Les rôles des employés, des supérieurs hiérarchiques et des dirigeants y sont définis pour prévenir ces phénomènes et mettre en oeuvre la politique adoptée. Des procédures officieuses ou officielles d'enquête sur les plaintes sont formulées. La politique ne comporte aucune disposition concernant le suivi de l'efficacité de la mise en oeuvre.

Objectif de gestion 3 – Faire preuve d'excellence dans la mise en œuvre de programmes efficaces et opérants

Tableau 37: Objectif de gestion 3.1 Renforcer la capacité du PAM d'identifier les crises imminentes et les besoins correspondants.	Objectifs	Résultats effectifs		
	2006	2006	2005	2004
3.1.1 a. Nombre de pays où le PAM est présent qui ont établi des plans prévisionnels nouveaux/actualisés ⁶³ .	62	60	N.D.	N.D.
b. Pourcentage de "pays préoccupants" disposant de plans prévisionnels nouveaux/actualisés ⁶⁴ .	75	78	N.D.	N.D.
3.1.2 Pourcentage d'analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité (CFSVA) disponibles pour les pays prioritaires ⁶⁵ .	100	72	100	24

Tableau 38: Objectif de gestion 3.2 Interventions d'aide alimentaire appropriées, rapides et gérées efficacement.	Objectifs	Résultats effectifs		
	2006	2006	2005	2004
3.2.1 Coût des pertes de produits après livraison exprimés en pourcentage du coût des produits acheminés, par catégorie de programme ⁶⁶ .	2	0,45	0,47	0,37
3.2.2 Pourcentage des opérations d'urgence et des IPSR approuvées pendant la période visée qui bénéficiaient d'évaluations préalables des besoins et d'analyses ACV ⁶⁷ .	100	96	70	45

Objectifs

217. Le PAM atteint les objectifs prévus en ce qui concerne le nombre de pays dotés de plans prévisionnels. Le nombre d'analyses approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité a augmenté; cependant, le résultat prévu n'a pas été atteint parce que certaines analyses programmées ont été retardées pour des motifs d'ordre opérationnel et seront réalisées en 2007. L'objectif est passé de 70 pour cent à 100 pour cent en 2006.
218. Parmi les évaluations préalables des besoins d'urgence qui ont servi de base aux 26 opérations d'urgence et IPSR approuvées en 2006, 85 pour cent ont été effectuées avec des partenaires; les autres ont été réalisées uniquement par le PAM.

⁶³ Anciens indicateurs PG5.1.5 et PG5.1.6 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. Selon le résultat attendu, la proportion de pays dotés de plans prévisionnels doit être maintenue à 75 pour cent. Les résultats ne sont pas disponibles pour 2004 et 2005 parce que l'indicateur a été modifié en 2006 pour tenir compte de l'objectif.

⁶⁴ Anciens indicateurs PG5.1.5 et PG5.1.6 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. Il s'agit de mesurer le nombre de plans prévisionnels établis ou actualisés pour les pays préoccupants – pays ou situations pour lesquels le PAM déclenche la surveillance de crise – à l'heure actuelle, 10-15 par an; un objectif de 75 pour cent a été retenu parce que le PAM peut ne pas avoir de représentation dans certains de ces pays ou qu'il n'y a pas de phase de préparation à la catastrophe, par exemple dans le cas de catastrophes subites pour lesquelles le PAM peut être tenu de passer immédiatement à la phase d'intervention. Aucun résultat n'est disponible pour 2004 et 2005 parce que l'indicateur a été modifié en 2006.

⁶⁵ Ancien indicateur PG5.1.7 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*; l'indicateur a été modifié en 2005. Le résultat attendu a été porté de 70 pour cent en 2005 à 100 pour cent en 2006. Il était fixé à 23 pour cent en 2004.

⁶⁶ Ancien indicateur PG5.1.3 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*;

⁶⁷ Ancien indicateur PG5.1.5 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*; le résultat attendu a été fixé à 33 pour cent en 2004 et 67 pour cent en 2005. CII et révisions budgétaires non compris.

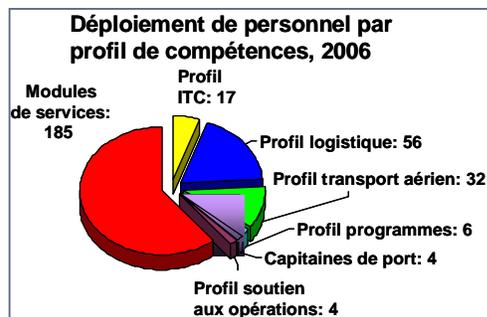
219. Les pertes après livraison ont représenté 0,45 pour cent des produits acheminés en 2006, soit une valeur de 9,9 millions de dollars É.-U.; leur volume net a diminué légèrement par rapport à l'année précédente. Les comptes rendus au niveau des pays continuent d'être encouragés et ils s'améliorent. Le pourcentage de pertes a été remarquablement élevé au Tchad en raison surtout des hostilités et des vols qui ont suivi. Les pertes de 2,86 millions de dollars enregistrées au Soudan ont été les plus fortes de toutes en chiffres absolus mais cette situation s'explique principalement par l'énorme volume – 1 million de tonnes – de vivres livrés.

Principales réalisations

220. S'inspirant de la réforme des activités humanitaires des Nations Unies, le PAM s'est fixé un but ambitieux: être prêt à tout moment à faire face à quatre grandes crises dont trois pourraient atteindre leur maximum simultanément. Il a reconnu que ses capacités étaient surchargées car il a affronté cinq grandes crises en même temps en 2005: tsunami dans l'océan Indien, séisme du Pakistan, crises du Darfour et du Niger et sécheresse en Afrique australe. La filière de livraison a été sous tension mais, fait plus grave, les ressources humaines se sont révélées insuffisantes, malgré le recours aux partenaires de réserve.
221. Afin d'atteindre ce but, les mesures classées comme prioritaires dans le Plan stratégique ont été accélérées pour renforcer la capacité d'intervention au niveau de la direction et des opérations. En 2006, l'action a été centrée sur les initiatives suivantes:
- effectuer des évaluations préalables des besoins d'urgence plus solides et plus précises;
 - déployer plus rapidement du personnel doté des qualifications voulues;
 - fournir rapidement des produits alimentaires mieux adaptés, notamment aux populations en cours de déplacement;
 - assurer l'accès à l'équipement d'intervention dans les régions exposées aux catastrophes ou près de ces régions;
 - rationaliser les mécanismes d'accès rapide aux fonds de lancement d'opérations;
 - enfin, perfectionner les procédures financières et administratives applicables aux situations d'urgence .
222. En 2006, une analyse des besoins de formation a abouti à une recommandation visant à établir une stratégie plus complète de formation aux interventions d'urgence. Une telle stratégie permettrait à un plus grand nombre de personnes de bénéficier d'une formation à moindres frais par stagiaire. La préparation d'un programme d'étude pour cette nouvelle formation se poursuivra en 2007. La formation technique aux opérations de terrain a été lancée à titre pilote à la fin de l'année afin de fournir des compétences et des outils de gestion au personnel chargé des programmes et de la logistique qui pourra ainsi réagir rapidement aux situations d'urgence apparaissant brusquement.

223. D'après les résultats préliminaires de la Liste de contrôle, lancée en mai 2006 pour suivre la qualité des rapports d'évaluation des besoins le contenu, les méthodes et l'analyse de la nutrition et des marchés ont été améliorés. Des problèmes persistent dans des domaines comme l'analyse de l'opportunité des transferts de produits alimentaires et d'articles non alimentaires, la problématique hommes-femmes et les effets négatifs potentiels de l'aide alimentaire et des interventions non alimentaires. Le perfectionnement des instruments permettant d'évaluer les interventions basées sur l'aide financière s'est poursuivi.
224. Il a été difficile d'assurer constamment la qualité des évaluations des besoins en raison du grand nombre d'agents qui y participent et de l'importance que présente la collaboration avec les partenaires et les gouvernements. En 2006, les stages de formation du PAM ont amélioré les compétences d'évaluation de base des agents de l'Organisation elle-même et des organismes partenaires. Chaque fois que possible, ces stages ont eu lieu en liaison avec les missions d'évaluation des besoins prévues, ce qui a permis d'améliorer efficacement la qualité technique de tout le processus d'évaluation.
225. Des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire ont été organisés en partenariat avec les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les ONG au Libéria, à Madagascar, au Mali, en Mauritanie, au Népal, au Rwanda, en Tanzanie et à Timor-Leste. Ces analyses ont porté sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité et ont permis d'identifier et de décrire les groupes de population les plus vulnérables et leurs stratégies de subsistance ainsi que les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire. Les évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité ont abouti à des propositions de stratégies relatives aux programmes de protection sociale et de redressement à plus long terme et ont contribué à améliorer le ciblage de l'aide en faveur des régions et des populations qui en ont le plus besoin.
226. À la fin de l'année 2006, les trois quarts des bureaux de pays avaient établi de nouveaux plans prévisionnels ou actualisé les plans existants; la plupart des bureaux de pays et des bureaux régionaux disposaient d'évaluations de la capacité logistique récentes ou actualisées, ce qui a facilité l'intervention rapide et appropriée de l'Organisation en cas de crise. Les plans prévisionnels étaient généralement intégrés dans des cadres de préparation aux situations d'urgence. La surveillance des crises potentielles dans les pays où le PAM n'est pas présent en permanence mais qui pourraient avoir besoin d'une aide à l'avenir, a pris une importance croissante en 2006. Les bureaux régionaux ont établi des évaluations de la capacité logistique, des études ACV et des plans prévisionnels pour plusieurs pays de ce genre comme le Kosovo, le Kirghizistan, le Liban et l'Ouzbékistan.

227. Afin de renforcer sa capacité d'intervention dans les situations d'urgence, le PAM a eu recours à 14 accords avec des partenaires de réserve pour fournir des services spécialisés supplémentaires de logistique, de transport aérien et de TIC et différentes gammes de services. Les partenariats de réserve ont assuré une marge de souplesse supplémentaire permettant



d'intensifier rapidement les activités lorsque les crises se produisent brusquement, comme au Liban. Les partenaires de réserve ont également fourni des services spécialisés dans des domaines qui ne relèvent pas des compétences habituelles du personnel du PAM⁶⁸.

Faits saillants par pays

228. L'exemple du **Swaziland** montre bien l'importance de la planification anticipée pour assurer les livraisons de vivres en temps utile. À des fins de planification, le bureau de pays s'est fixé un délai de 14 jours pour livrer les vivres aux partenaires. Le délai moyen de livraison réalisé pendant l'année s'est établi à 14,36 jours.
229. En **Zambie**, le prépositionnement des vivres avant la saison des pluies a permis de respecter intégralement les objectifs de distribution pendant la période de soudure la plus difficile (janvier-mars).
230. À **Sri Lanka**, le PAM a commencé d'établir activement des plans prévisionnels et a ainsi dégagé la nécessité de mettre à niveau les normes de sécurité, de prépositionner des stocks de vivres et d'améliorer les moyens logistiques. La planification anticipée du PAM a servi de base à un plan prévisionnel interorganisations.
231. En **Afrique de l'Ouest** et en **Afrique centrale**, 15 bureaux de pays sur 18 disposaient de plans prévisionnels; 5 bureaux ont actualisé leurs plans en 2006⁶⁹. Des évaluations de la capacité logistique existaient pour chacun de ces 18 pays et 7 ont été actualisées en 2006.
232. Diverses mesures ont été prises pour réduire les pertes après livraison dans la **région d'Asie**; les bureaux de pays ont notamment reçu un appui pour limiter ces pertes au minimum. Une formation à la gestion de la qualité des produits alimentaires a été organisée avec mise à jour régulière des informations relatives à la fumigation, à la microbiologie, au conditionnement et aux analyses de laboratoire. Les contrats avec les surveillants et les fournisseurs ont été revus du point de vue technique et les contrats de fumigation ont été améliorés.
233. Une formation à l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence pour la gestion des catastrophes et les interventions a été organisée par le bureau régional pour l'Asie à l'intention des fonctionnaires du PAM, des homologues gouvernementaux et des partenaires de coopération. Elle a été répétée dans chaque bureau auxiliaire à l'intention des contrôleurs de l'aide alimentaire du PAM en vue d'améliorer la collecte de données de façon à permettre de mieux orienter les ressources limitées disponibles vers les populations qui en ont le plus besoin.

⁶⁸ Les profils concernant les partenaires de réserve sont les suivants: TIC, logistique, aviation, programmes, capitaines de port, appui aux opérations et modules de service, qui englobent à la fois du personnel de réserve et/ou de l'équipement d'appui pour une activité particulière; en général, les modules de service sont liés à des domaines de transport aérien ou terrestre et des opérations de camps de base.

⁶⁹ Il existait également des plans prévisionnels pour le Nigeria et le Togo, pays où le PAM n'a pas de bureau.

Tableau 39: Objectif de gestion 3.3 Renforcer la planification axée sur les résultats, le suivi et l'analyse des résultats au niveau de l'Organisation.	Objectifs	Résultats effectifs			
		2006	2006	2005	2004
3.3.1	Pourcentage de nouveaux descriptifs de projets du PAM conformes aux directives relatives à la gestion axée sur les résultats soumis au Comité d'examen des programmes pour approbation ⁷⁰ .	90	86	93	85
3.3.2	Pourcentage de bureaux de pays, bureaux régionaux et unités du siège établissant des plans de travail et des examens des résultats conformément aux directives de la gestion axée sur les résultats ⁷¹ :				
	- plan de travail	100	99	95	
	- examen des résultats en milieu d'année	100	81	59	moyenne
	- examen des résultats en fin d'année	100	82	72	81

Objectifs

234. Pour la troisième année de suite, le pourcentage d'opérations d'urgence et d'IPSR approuvées qui étaient fondées sur une évaluation préalable des besoins ou une analyse ACV a augmenté; l'objectif de 100 pour cent a presque été atteint – une seule IPSR ne reposait pas sur une évaluation des besoins avant approbation⁷². Le pourcentage de nouveaux descriptifs de projet conformes aux directives de la gestion axée sur les résultats a baissé à partir de 2005 parce des critères plus rigoureux ont été appliqués aux rapports sur les résultats à moyen terme⁷³. Il apparaît ainsi que l'intégration de la gestion axée sur les résultats dans les activités de l'Organisation doit encore se poursuivre. Les descriptifs de projets ont été examinés en fonction de sept critères; ceux qui remplissaient au moins quatre de ces critères ont été considérés comme conformes aux directives de la gestion axée sur les résultats⁷⁴.

⁷⁰ Ancien indicateur PG3.1.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. Les projets sont considérés comme des opérations d'urgence des IPSR, des programmes de pays, des projets de développement ou des opérations spéciales; une opération régionale est considérée comme un seul projet. Les objectifs étaient fixés à 60 pour cent pour 2004, 80 pour cent pour 2005 et 90 pour cent pour 2006.

⁷¹ Ancien indicateur PG3.1.3 dans le *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. Le chiffre effectif de 2004 correspond à une moyenne pour les plans de travail, les examens de milieu d'année et de fin d'année; des données plus détaillées ne sont pas disponibles.

⁷² Non compris les opérations d'urgence d'intervention immédiate et les révisions budgétaires.

⁷³ Le PAM a renforcé les normes d'examen en exigeant une distinction entre les résultats attendus à court terme et à moyen terme. Si les descriptifs de projets de 2006 devaient être analysés suivant les méthodes de 2005, les pourcentages resteraient à peu près les mêmes, soit 93 pour cent.

⁷⁴ Non compris les opérations spéciales, les révisions budgétaires et les opérations d'urgence d'une durée inférieure à six mois; les opérations d'urgence, IPSR, programmes de pays et projets de développement soumis au Comité d'examen des projets ont tous été soumis à un examen. Non compris quatre projets approuvés sans examen du Comité et trois projets approuvés au début de 2006, mais couverts par le rapport annuel sur les résultats de 2005.

235. Moins des trois quarts des projets ont utilisé des indicateurs de résultats à moyen terme provenant du *Recueil des indicateurs de résultats* (critère 3). C'est là une tendance inquiétante parce qu'il est indispensable d'adopter des indicateurs normalisés pour mesurer, regrouper et comparer les résultats au niveau des régions et de l'Organisation. Seulement 21 pour cent des projets fixaient des objectifs de résultats attendus (critère 4). Les objectifs concernant les résultats à moyen terme étaient souvent inexistantes parce que, entre autres raisons, il était difficile de fixer de tels objectifs faute de données de référence. Près de la moitié des descriptifs de projets ne comportaient pas d'informations provenant d'enquêtes/études de référence (critère 5).

	%
1: Les objectifs du projet sont-ils reliés aux objectifs stratégiques du PAM?	68
2: Le projet est-il doté d'un cadre logique?	86
3: Les indicateurs du projet correspondent-ils à ceux du <i>Recueil des indicateurs de résultats</i> ?	73
4: Le projet fixe-t-il des objectifs mesurables?	21
5: Le projet prévoit-il l'établissement de données de référence?	54
6: Le projet comporte-t-il une description du suivi, de l'examen et de la communication des résultats?	93
7: Le projet envisage-t-il une évaluation des résultats ou une enquête consécutive?	82

236. À la suite d'une baisse des pourcentages de bureaux de pays, bureaux régionaux et unités du siège établissant des plans de travail et effectuant des examens des résultats en 2005, on a redoublé d'efforts pour améliorer les orientations, l'appui et le suivi de la planification du travail et celle-ci s'est effectivement renforcée de 12 pour cent en 2006. Les bureaux du PAM ont presque tous établi un plan de travail au début de l'année et 80 pour cent d'entre eux ont effectué des examens de milieu d'année et de fin d'année.

237. La qualité des plans de travail et des examens des résultats est extrêmement variable. Les plans de travail n'ont pas encore été intégrés dans un système de comptes rendus de la direction.

Objectifs de gestion 4 – Renforcer et partager les connaissances sur la faim pour contribuer à l'action concertée menée pour éliminer la faim

Tableau 41: Objectif de gestion 4.1 La mise au point de politiques et l'acquisition de connaissances améliore la conception et l'exécution des projets.		Objectifs	Résultats effectifs		
			2006	2006	2005
4.1.1	Pourcentage de projets du PAM conçus conformément aux politiques et stratégies de l'organisation ⁷⁵ .	100	100	100	87
4.1.2	Pourcentage de recommandations formulées dans les évaluations qui ont été pleinement appliquées ⁷⁶ .	87	72	N.D.	88

Objectifs

238. Tous les projets soumis au Comité d'examen des projets ont été conçus conformément aux politiques et stratégies du PAM. Les critères utilisés pour évaluer cette conformité sont énoncés dans les documents de politique générale approuvés par le Conseil d'administration et dans les orientations relatives aux programmes établies par les unités du siège et les bureaux régionaux. Les projets doivent être conformes aux normes concernant l'analyse de la vulnérabilité, l'évaluation préalable des besoins, la nutrition, l'analyse économique, les marchés, la problématique hommes-femmes, le VIH/sida, la protection sociale, les moyens de subsistance, les situations d'urgence et les périodes de transition, l'alimentation scolaire, enfin la planification préalable et les interventions dans les situations d'urgence.
239. Sur 147 recommandations figurant dans l'évaluation, 106 (72 pour cent) ont été acceptées et mises en application, 25 pour cent ont été acceptées en partie et 3 pour cent n'ont pas été acceptées ou ont été jugées inapplicables⁷⁷. La mise en oeuvre des recommandations formulées dans les évaluations est conditionnée par: i) la gestion au siège, des bureaux régionaux et des bureaux de pays; ii) la participation des bénéficiaires; et iii) l'acceptation des constatations, conclusions et recommandations des évaluations.

Principales réalisations

240. Afin de favoriser l'établissement de programmes de qualité, le PAM s'est efforcé encore plus activement d'étudier les interventions en cas de famine en analysant les questions critiques pour une programmation efficace de la lutte contre la faim dans trois principaux domaines: i) analyse des problèmes; ii) contacts avec les universités; et iii) partage des connaissances.

⁷⁵ Dans le Rapport sur les résultats de 2004, les résultats effectifs communiqués concernaient le nombre de projets: 52 projets sur 60, soit 87 pour cent.

⁷⁶ Ancien indicateur PG4.1.3 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. Le PAM étudie un système de surveillance qui fournira des données sur la mesure dans laquelle les recommandations sont appliquées.

⁷⁷ Recommandations figurant dans les matrices de la suite donnée par la direction qui sont présentées en annexe aux rapports d'évaluations conduites par OEDE qui ont été présentés au Conseil d'administration en 2006.

Analyse des problèmes

241. **VIH/sida.** Le PAM a enregistré des avancées importantes au sujet du VIH/sida et de la nutrition, collaborant avec de grands établissements de recherche pour mieux comprendre le rapport entre la nutrition et le VIH/sida ainsi que son incidence sur le traitement. Il s'est également efforcé d'analyser des travaux pour analyser le coût de la fourniture d'un soutien nutritionnel aux personnes vivant avec le VIH.
242. **Achats locaux de produits alimentaires.** En achetant des produits alimentaires dans les zones qui disposent d'excédents, le PAM a la possibilité de renforcer les marchés locaux et de fournir l'aide en temps opportun. Le document relatif à la politique d'achats de 2006 s'est fondé sur plusieurs études de cas pour identifier les conditions dans lesquelles les achats locaux constituent la meilleure solution⁷⁸. Le PAM a augmenté le nombre de fonctionnaires chargés des achats affectés sur le terrain à la suite des recommandations formulées à cet égard.
243. **Analyse des marchés.** La crise de 2005 au Niger a fait ressortir clairement combien il est important de comprendre le rôle critique des marchés dans les situations d'urgence; des spécialistes de l'analyse des marchés ont alors été mis en place dans les bureaux régionaux et au siège afin d'aider les bureaux de pays à concevoir des interventions qui prennent en compte les divers contextes commerciaux dans lesquels le PAM opère.
244. **Interventions non alimentaires par exemple, transferts d'espèces.** Afin d'étudier les diverses façons de faire face aux facteurs qui sont à l'origine de la vulnérabilité alimentaire, le PAM et ses partenaires ont lancé plusieurs initiatives pilotes associant l'aide alimentaire aux produits non alimentaires et aux transferts d'espèces. Ces initiatives ont permis de mieux dégager les meilleurs moyens d'atténuer l'insécurité alimentaire, notamment les stratégies de protection sociale. Aucune évaluation officielle n'a encore été effectuée mais l'expérience s'est révélée positive jusqu'ici.
245. **Protection humanitaire.** Le PAM a réalisé six études de cas pour comprendre les besoins de protection des bénéficiaires (en particulier des femmes), qui peuvent se trouver exposés à la violence parce qu'ils reçoivent une aide. Ces études serviront de base à un document de politique générale et à des orientations destinées aux bureaux de pays l'année prochaine.

Contacts avec les établissements universitaires

246. En 2006, le PAM a élaboré une stratégie de contacts avec les milieux universitaires qui lui permet d'utiliser les idées les plus intéressantes des universitaires pour améliorer la programmation et de partager ses connaissances spécialisées sur les problèmes de la faim avec les responsables politiques présents et à venir. Le PAM a élargi sa collaboration avec les universités au sujet de questions allant des

⁷⁸ "Achats de produits alimentaires dans les pays en développement" (WFP/EB.1/2006/5-C).

compléments nutritionnels à l'évaluation des risques d'ouragan. Il a en outre organisé une série de séminaires sur la faim avec des experts, notamment du Centre de dialogue humanitaire et de la FAO. Le PAM et Auburn University ont développé la campagne «Les universités luttent contre la faim dans le monde» qui a contribué à sensibiliser les étudiants de 50 universités des États-Unis au problème de la faim.

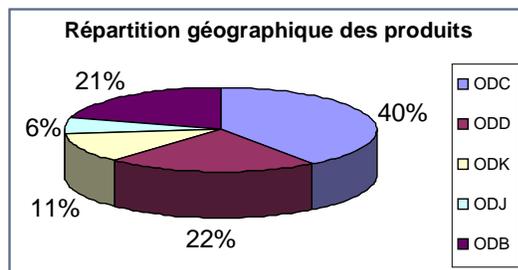
Tableau 42: Partenariats avec les universités et activités conjointes de lutte contre la faim

Institutions partenaires	Activités conjointes de recherche sur la faim
IDS (University of Sussex)	Insécurité alimentaire chronique et temporaire
Harvard School of Public Health	Orientations concernant le lancement d'évaluations des besoins d'urgence. Interventions nutritionnelles, y compris aliments de complément .
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	Programmation concernant les moyens de subsistance
Tufts University	Avantages comparés de l'aide alimentaire et de l'aide non alimentaire Amélioration du ciblage géographique et du ciblage des communautés
University of Central Florida	Appui à l'évaluation des risques d'ouragan du PAM
Columbia University et Université de Pérouse	Perfectionnement des modèles d'évaluation des risques de montée des eaux en cas de tempête
Institut polytechnique de Turin	Identification, essai et validation des instruments d'analyse au moyen de techniques basées sur les satellites
Michigan State University	Instruments d'évaluation permettant de prévoir l'effet de l'aide alimentaire sur les marchés locaux
Cornell University	Effets de l'aide alimentaire sur les facteurs négatifs pour l'offre de main-d'œuvre et la création de revenus (dépendance)

Échange de connaissances

247. Le PAM a lancé en 2006 sa grande collection qui traite de la faim dans le monde. Le premier volume étudie l'ensemble du rapport existant entre la faim et l'acquisition de connaissances pendant toute une vie humaine. Depuis son lancement en juin, ce rapport a été présenté dans plusieurs grandes universités.

248. Le système de diffusion de conseils pratiques (PASS-it-on) lancé en 2006 visait à améliorer la qualité des programmes et à faciliter la mise en commun d'expériences provenant du terrain. En 2006, 31 pays ont présenté des documents qui mettaient en relief les enseignements tirés et permettaient de communiquer les pratiques optimales et les approches novatrices.



249. À la fin de l'année, le système avait été installé dans quatre bureaux régionaux et dix ateliers sur les enseignements tirés avaient été organisés; 140 documents ont été affichés sur le site Web PASS-it-on. Dix examens après action ont été effectués qui ont permis à de nombreuses parties prenantes d'examiner de grandes opérations.

Faits saillants par pays

250. Au **Bangladesh**, le PAM a créé un site intranet qui donne accès à la base de données S&E et aux études traitant de questions liées à la faim. Ce site contribue à renforcer la prise de conscience et à mettre en commun les meilleures pratiques concernant la faim et la sécurité alimentaire.

251. Au **Malawi**, un programme de bons en espèces a permis aux ménages de diversifier leur régime alimentaire en y introduisant de la viande et des produits laitiers par exemple. Certains fonds ont servi à élargir les moyens de subsistance des bénéficiaires qui ont, par exemple, lancé de petites entreprises. Les travaux se poursuivront pour déterminer les meilleurs moyens d'associer les vivres et les transferts d'espèces, compte tenu des facteurs saisonniers qui influent sur la production vivrière et les marchés.

252. À **Sri Lanka**, une opération pilote de transfert d'espèces a été organisée pour venir en aide aux victimes du tsunami de 2004 vivant dans des zones isolées où le transfert de petites quantités de vivres était trop coûteux.

253. En **Afrique australe**, le PAM et le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWSNET) ont créé un système concernant le commerce transfrontalier informel de produits alimentaires pour suivre les échanges commerciaux "informels" de maïs, de riz et de haricots et leurs cours qui n'étaient pas enregistrés jusque-là. Le système couvre les frontières du Malawi, du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe et publie des bulletins mensuels d'information. Il est utile au PAM et aux gouvernements de la région, aux organismes régionaux, aux pays donateurs et aux autres institutions des Nations Unies.

Objectif de gestion 5 – Fournir des services d'infrastructure technique et opérationnelle pour permettre la mise en œuvre d'opérations efficaces

Tableau 43: Objectif de gestion 5.1 Sécurité et sûreté du personnel dans les régions où opère le PAM.		Objectifs	Résultats effectifs		
		2006	2006	2005	2004
5.1.1	Nombre de membres du personnel détenus, blessés ou tués en cours de service en raison d'actes de malveillance ⁷⁹ .				
	- Nombre total de membres du personnel blessés	< 10	2	9	12
	- Nombre total de membres du personnel détenus	< 38	18	17	47
	- Nombre total de membres du personnel tués	0	0	0	0
5.1.2	Pourcentage de membres du personnel évacués ou déplacés avec succès ⁸⁰ .	100	100	98	100
Tableau 44: Objectif de gestion 5.2 La connectivité entre bureaux et l'accès à l'information au sein du PAM et en dehors sont renforcés.		Objectifs	Résultats effectifs		
		2006	2006	2005	2004
5.2.1	Fiabilité de l'infrastructure TIC ⁸¹ .				
	- disponibilité de l'infrastructure centrale, en pourcentage..	99,0	99,66	98,80	98,91
	- disponibilité du réseau privé, en pourcentage.	99,0	99,26	98,00	99,02

Objectifs

254. Le PAM a continué d'améliorer la sûreté du personnel et de réduire le nombre d'incidents de sécurité⁸². En 2006 deux cas de blessures liées au travail se sont produits mais il n'y a aucun décès lié au travail, dû à des actes de malveillance. Un membre du personnel local est mort à la suite d'un accident lié au travail.
255. Des évaluations/déplacements de personnel ont eu lieu dans 28 cas, toujours en raison de troubles intérieurs. Le Soudan a enregistré le plus grand nombre de cas (12 déplacements) suivi du Tchad (11 déplacements et une évacuation). Deux déplacements ont été enregistrés en Côte d'Ivoire, un en Afghanistan et un en Somalie.

⁷⁹ Ancienne PG5.2.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. L'indicateur de résultats a été modifié en 2006. En ce qui concerne les membres du personnel "blessés" et "retenus", les objectifs ont été abaissés de 10 pour cent.

⁸⁰ L'objectif de gestion 5.1.2 a été légèrement modifié en 2006 pour exprimer plus exactement l'intention de l'indicateur.

⁸¹ Ancienne PG5.3.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. L'objectif concernant la disponibilité de l'infrastructure centrale a été relevé pour 2006; l'objectif concernant la disponibilité du réseau privé est resté inchangé. Les objectifs annuels pour 2006 représentent une interruption non prévue de 3 jours, 15 heures, 36 minutes.

⁸² Incidents dus à des actes de malveillance et liés au travail qui provoquent la mort, la blessure ou la détention de membres du personnel du PAM, l'évacuation pour raison médicale ou le déplacement pour des motifs de sécurité de membres du personnel. Les cas de détention liés au travail s'entendent d'une personne (ou de plusieurs personnes) i) illégalement détenue contre sa volonté ou l'équivalent national, par exemple par la force, par des menaces, la fraude ou la tromperie afin de réaliser en échange de sa libération un gain illicite ou tout autre gain matériel, ou afin d'obliger quelqu'un à faire ou ne pas faire quelque chose et ii) d'une personne ou de plusieurs personnes détenues par la police pour interrogatoire.

256. Le plus grand nombre d'incidents de sécurité liés au travail qui intéressaient du personnel ou des avoirs du PAM se sont produits en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Kenya, au Libéria, au Soudan et au Tchad. La plupart d'entre eux ont eu lieu au Soudan, surtout au Darfour où le personnel du PAM continue de travailler dans une extrême insécurité. Les voyages en véhicules sont particulièrement dangereux: 24 rapports relatifs à des incidents importants liés à des voyages ont été présentés.

257. Le bureau du PAM en Ouganda a lancé une initiative visant à améliorer les télécommunications d'urgence interorganisations dans certaines zones du nord de l'Ouganda et du Karamoja. La collaboration avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS) a aidé à définir les besoins qui ont servi de base à la conception et aux prévisions financières du projet.

Objectif de gestion 6 – Être transparent, rendre des comptes et gérer les risques

Tableau 45: Objectif de gestion 6.1 Amélioration de la transparence, de la supervision et de l'obligation redditionnelle.	Objectifs 2006	Résultats effectifs		
		2006	2005	2004
6.1.1 Pourcentage des recommandations issues des audits, des inspections et des enquêtes qui ont été appliquées ⁸³ .				
- pourcentage d'application des recommandations issues d'audits ⁸⁴ .	80	60	73	N.D.
- pourcentage d'application des recommandations issues d'inspections ⁸⁵ .	85	90	87	80
- pourcentage d'application des recommandations issues d'enquêtes ⁸⁶ .	85	65	79	82
6.1.2 Pourcentage d'états financiers mensuels produits dans les délais requis ⁸⁷ .	100	100	100	100

Objectifs

258. En 2006, le PAM a mené des audits internes de 22 processus non TI dans 26 bureaux de terrain et quatre unités du siège et deux audits TI couvrant 36 processus TI. Plusieurs audits ont eu lieu au dernier trimestre de 2006, de sorte que les recommandations n'étaient pas encore entièrement mises en application à la fin de l'année. Les recommandations mises en application:

- ont amélioré des processus de gouvernance du PAM;
- ont permis à la direction de l'Organisation de formuler des directives uniformes de façon à assurer la cohérence des pratiques dans tout le PAM;
- enfin, ont éclairci les délégations de pouvoirs aux responsables contribuant ainsi à une bonne fourniture des services du PAM dans le monde entier.

259. Deux inspections de bureau de pays seulement ont été menées à bien en 2006 par suite du renforcement des activités d'enquête, activités qui ont la priorité au PAM. Compte tenu des enquêtes reportées de 2005, 118 enquêtes ont eu lieu en 2006, dont 69 ont pu être closes. Les mesures prises pour mieux faire connaître la ligne d'appel d'urgence du PAM (Hotline) ont été couronnées de succès: 209 plaintes ont été enregistrées, soit plus du double de 2005, et ont donné lieu au lancement de 74 nouvelles enquêtes.

⁸³ Ancienne PG7.1.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*.

⁸⁴ Données disponibles au moyen du Système de suivi systématique des recommandations issues des audits. Ce pourcentage est dérivé du nombre total de recommandations de ce genre mises en application; le PAM actualise ses méthodes de collecte de données en 2007 afin d'améliorer les rapports annuels.

⁸⁵ Les destinataires des recommandations pour action sont priés de rendre compte de l'application des recommandations 6 mois et 12 mois après l'achèvement de l'enquête. Les données relatives à 2006 portent sur les enquêtes effectuées entre le 1er juin 2005 et le 31 mai 2006.

⁸⁶ Les destinataires des recommandations pour action sont invités à rendre compte de l'application des recommandations tous les trois mois pendant les 12 mois suivant la publication des recommandations. Les données relatives à 2006 correspondent aux rapports d'enquête soumis entre le 1^{er} octobre 2005 et le 30 septembre 2006.

⁸⁷ Ancienne PG7.1.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*.

260. L'enquête interne sur le transfert frauduleux de 63 millions de dollars effectué par deux fonctionnaires du service financier du Bureau régional de Johannesburg (ODJ) s'est terminée au début de 2006. Toutes les preuves matérielles ont été remises aux autorités locales aux fins de poursuites judiciaires et une action en justice est en cours. Les actifs appartenant aux deux individus accusés ont été mis sous séquestre et confiés à la garde de l'administrateur désigné par le tribunal.

Principales réalisations

261. Une évaluation extérieure des pratiques et méthodes de vérification interne du PAM menée par l'Institut des vérificateurs internes en 2006 a abouti à la conclusion que le PAM se conformait aux normes internationales régissant la pratique de la vérification interne.
262. Le PAM a lancé un projet de "pratique optimale" de contrôle continu qui utilise les technologies avancées d'extraction de données pour examiner et analyser les transactions en continu de façon à identifier et résoudre les problèmes liés aux transactions dès qu'ils apparaissent. La première phase qui couvre le cycle d'activité le plus important en valeur et en volume du PAM - cycle des achats/sommes à payer - s'est achevée en 2006. Le site intranet Transparence et responsabilité a été ouvert en 2006.
263. Le PAM a adopté en 2006 une nouvelle politique destinée à protéger des représailles les personnes qui dénoncent une faute ou collaborent à des vérifications, inspections, enquêtes et évaluations autorisées. Des brochures exposant cette nouvelle politique ont été jointes aux relevés de paie de tous les agents du PAM, ainsi que des informations supplémentaires sur la ligne d'urgence (Hotline).
264. En 2006, des états financiers ont été établis à la fin de chaque mois, de sorte que l'objectif fixé a été atteint intégralement. Des séries complètes d'états financiers ont été préparées en septembre et en décembre. En 2006, le PAM a préparé pour la première fois des états financiers annuels, états qui ont été examinés par le Commissaire aux comptes et les vérificateurs internes.

Tableau 46: Objectif de gestion 6.2 Adoption et perfectionnement des pratiques optimales en matière de gestion des liquidités et des contributions financières.	Objectifs	Résultats effectifs		
	2006	2006	2005	2004
6.2.1 Pourcentage de liquidités détenues dans des comptes portant intérêt ⁸⁸ .	92	96	96	96
6.2.2 Pourcentage de contributions à recevoir. Au 31 décembre 2006, les soldes des contributions à recevoir étaient les suivants ⁸⁹ :				
- de l'année en cours	> 73	72	72	67
- un an de retard	< 16	20	11	16
- deux ans de retard	< 8	3,4	11	10
- trois ans de retard ou plus	< 3	4,0	6	7

Tableau 47: Objectif de gestion 6.3 Renforcement de la capacité des comptes rendus axés sur les résultats de l'Organisation.	Objectifs	Résultats effectifs		
	2006	2006	2005	2004
6.3.1 Pourcentage de rapports normalisés sur les projets notés comme satisfaisants en ce qui concerne le compte rendu des résultats à moyen terme ⁹⁰ .	95	89,5	93	90

Objectifs

265. Tous les comptes de trésorerie détenus au siège portent intérêt mais la plupart des comptes de terrain ne le font pas. Le PAM a continué de regrouper les liquidités qui n'étaient pas immédiatement nécessaires à des fins de déboursement de façon à obtenir les intérêts les plus élevés possible et à réduire les risques financiers, par exemple, les risques liés aux homologues, aux pays et aux changes. Les bureaux de pays responsables d'opérations de grande ampleur disposent de comptes bancaires à solde nul qui leur permettent d'avoir immédiatement accès aux fonds tout en maintenant les soldes de trésorerie locaux au minimum.

Tableau 48: Liquidités détenues dans des comptes portant intérêt (dollars E.-U.)	
Liquidités dans les bureaux de pays	46,6 millions
Total liquidités et placements à court terme	1,1 milliard
Pourcentage des liquidités détenues dans des comptes portant intérêt	95,84

266. Les versements de contributions en retard se sont améliorés dans l'ensemble grâce au règlement de contributions dues depuis longtemps au cours de l'année 2006, bien que certains objectifs partiels n'aient pas été atteints.

⁸⁸ Ancienne PG 7.2.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. On a posé comme hypothèse que les comptes de terrain ne rapportaient pas d'intérêts.

⁸⁹ Ancienne PG 7.2.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. Les objectifs sont devenus plus rigoureux en 2006.

⁹⁰ Ancienne PG 3.1.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*. Les objectifs ont été régulièrement revus à la hausse: 25 pour cent en 2004, 50 pour cent en 2005 et 95 pour cent en 2006.

267. Afin d'améliorer la qualité des rapports normalisés sur les projets et l'application des principes de gestion axée sur les projets et l'application des principes de gestion axée sur les résultats, une formation a été organisée dans chaque bureau régional au sujet des rapports à fournir pour donner des orientations concernant l'intégration des logiciels et privilégier la communication des résultats à moyen terme. Le nombre de documents normalisés sur les projets communicant des résultats à moyen terme a augmenté de 10 pour cent par rapport à 2005. Le changement de système de notation a permis d'évaluer plus rigoureusement l'application des règles. Tous les projets d'une durée de six mois au moins, y compris les opérations spéciales, ont reçu une note.

Objectif de gestion 7 – Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins

Tableau 49 Objectif de gestion 7.1 Faire mieux connaître le PAM et sa mission par les personnalités gouvernementales, les donateurs, les principaux médias, les personnalités influentes et le grand public.	Objectifs 2006	Résultats effectifs		
		2006	2005	2004
7.1.1 Nombre de mentions du PAM dans la presse écrite et les médias en ligne des principaux pays ⁹¹ .	4 000	8 215	5 106	5 280
7.1.2 Nombre de parlementaires, de députés, de personnalités gouvernementales et de journalistes qui ont vu à l'œuvre des projets du PAM à l'occasion de voyages organisés par le Programme ⁹² :				
– parlementaires, députés et personnalités gouvernementales	25	130	43	31
– journalistes	100	379	415	215

Objectifs et faits saillants

268. Les résultats ont dépassé largement les objectifs fixés, ce qui montre que le PAM et la question de la faim sont de mieux en mieux connus. Au Japon, par exemple, le pourcentage de reconnaissance du sigle “PAM” est passé de 36,4 pour cent en juin 2005 à 42 pour cent en juin 2006, d’après une enquête indépendante organisée par le Nippon Research Centre, membre de Gallup International. En 2006, le Conseil japonais de la publicité a offert au PAM 20 millions de dollars d'espace publicitaire.
269. Les activités du PAM ont été présentées dans 8 215 annonces publiées dans des quotidiens, magazines et services d’information en ligne dans 14 grands pays donateurs, ce qui représente un progrès sensible par rapport aux années 2004 et 2005⁹³. Au niveau mondial, 44 311 mentions du PAM ont paru dans les moyens d’information, notamment dans 44 éditoriaux et lettres publiés dans 82 journaux et magazines.
270. Le PAM a produit 24 annonces de télévision et de radio et 21 publicités imprimées, qui ont été diffusés gratuitement par les réseaux de télévision internationaux et locaux, les journaux, les magazines, les stades et les cinémas. La valeur des annonces préparées par le PAM a pu être vérifiée dans un tiers des cas: elle a atteint 34 millions de dollars, dont 9 millions de dollars pour le spot publicitaire du champion de football Ronaldinho, qui a été diffusé au moment de la Coupe du monde par 109 émetteurs de 32 pays, dont 99 réseaux de télévision.

⁹¹ Ancienne PG 8.1.2 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*.

⁹² Ancienne PG 8.1.3 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004–2005)*.

⁹³ Allemagne, Australie, Canada, Danemark, États-Unis d’Amérique, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni et Suède.

271. Le PAM a lancé des campagnes multimédias pour mobiliser des fonds et faire mieux connaître les opérations d'urgence liées par exemple à la crise du Darfour, à la corne de l'Afrique, au Liban et au séisme en Indonésie. Des centaines de milliers d'exemplaires du jeu PAM "Food Force", premier jeu vidéo éducatif sur le thème de l'action humanitaire, ont été téléchargés dans 70 pays. Ce jeu existe maintenant en sept langues.
272. Les visites de parlementaires et de ministres ont aidé à mobiliser des ressources pour des opérations comme l'alimentation scolaire, l'aide aux réfugiés et la crise du Darfour⁹⁴. Comme les situations d'urgence spectaculaires et de grande ampleur ont été moins fréquentes, le nombre de journalistes qui ont visité des projets organisés par le PAM a été moins élevé qu'en 2005, tout en restant bien supérieur à l'objectif fixé.

Tableau 50: Objectif de gestion 7.2 Le volume total des contributions s'accroît; un pourcentage plus élevé des besoins des opérations est couvert, et une proportion croissante de dons souples permet de répondre aux besoins de ressources du PAM	Objectifs 2006	Résultats effectifs		
		2006	2005	2004
7.2.1 Contributions au PAM, par donateur ⁹⁵ :		(dollars)		
(a) valeur totale des contributions (besoins évalués)	3 milliards	2,7 milliards	2,8 milliards	2,2 milliards
(b) pourcentage de contributions multilatérales ⁹⁶	10,1	9,0	10,1	12,6
(c) pourcentage de contributions en espèces	54	58,5	56,8	50,9
(d) pourcentage de contributions non assorties de restrictions ⁹⁷	3,3	3,7	3,3	N.D.
(e) nombre de donateurs ⁹⁸	80	97	80	70
(f) pourcentage des ressources fournies par les dix donateurs les plus importants ⁹⁹	84	78,6	84	85
7.2.2 Pourcentage des besoins prévus couverts ¹⁰⁰	100	91	82	93
7.2.3 Différence entre le revenu prévu et les contributions effectives ¹⁰¹ .	+/-5	-,1	-14	-15

⁹⁴ Parlementaires et ministres venant des pays suivants: Allemagne, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Italie, Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni.

⁹⁵ Ancienne PG 9.1.1 du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2004-2005)*. Les indicateurs auxiliaires b, c, et d ont été ajoutés dans le *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2006-2007)*.

⁹⁶ L'objectif correspond aux chiffres de référence des réalisations en 2005. Ainsi qu'il est indiqué dans le Rapport annuel sur les résultats de 2004, la proportion de contributions multilatérales a été arrondie de 12,6 à 13 pour cent.

⁹⁷ L'objectif a été modifié et basé sur les réalisations de 2005. Des résultats ne peuvent être obtenus avant 2005 en raison des modifications importantes apportées au système de mobilisation des ressources du PAM (RMS), application de Lotus Notes pour enregistrer en détail les contributions des donateurs.

⁹⁸ L'objectif a été modifié pour correspondre aux réalisations de 2005.

⁹⁹ L'objectif a été modifié pour correspondre aux réalisations de 2005.

¹⁰⁰ L'indicateur et l'objectif sont nouveaux et conformes aux définitions du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2006-2007)*. Le pourcentage de besoins nets couverts doit être accueilli avec prudence car la plupart des contributions étaient assorties de clauses d'emploi spécifiques.

¹⁰¹ L'indicateur et l'objectif sont nouveaux et conformes aux définitions du *Recueil des indicateurs de résultats (Exercice 2006-2007)*. Avant 2006, les résultats de l'examen des procédures de l'Organisation n'ont pas été intégrés dans les activités de sorte que les prévisions pour 2006 ne sont pas comparables aux chiffres de 2005 et 2004.

Objectifs

273. L'engagement des donateurs qui luttent contre la faim à ses côtés a permis au PAM d'atteindre presque tous ses objectifs de mobilisation de fonds en 2006. Le Programme a mobilisé 2,7 milliards de dollars couvrant ainsi 91 pour cent de ses besoins par rapport à un objectif de 3 milliards de dollars. Les contributions totales ont diminué par rapport à 2005 et sont restées inférieures aux objectifs, mais elles ont dépassé la prévision initiale du Plan de gestion 2006–2007.

La visibilité accrue du PAM a joué un rôle capital dans l'accroissement des contributions: ainsi, une seule campagne organisée dans les médias en mai a aidé à obtenir 108 millions de dollars de contributions confirmées pour le Darfour en trois semaines.

274. Au cours des cinq dernières années, le nombre de donateurs est passé de 60 à 97, soit une augmentation de 62 pour cent. En 2006, 12 nouveaux donateurs ont apporté un soutien aux opérations du PAM, dont la République démocratique du Congo, la Libye, la Mauritanie, le Gouvernement du Sud Soudan et le Gouvernement soudanais d'unité nationale.

275. La place des grands donateurs - qui sont peu nombreux - a diminué de sorte que la gamme de donateurs s'est mieux équilibrée. Le PAM reste cependant trop tributaire d'un petit nombre de donateurs. Le secteur privé a continué de renforcer son soutien: 84 organisations privées ont offert des contributions en 2006¹⁰². Les donations du secteur privé sont passées de 4 millions de dollars en 2002 à un maximum de 55,5 millions de dollars en 2006. Le PAM a également reçu 38 millions de dollars par an en moyenne, sous forme de dons extraordinaires en nature, par exemple, d'espace publicitaire gratuit¹⁰³.

Tableau 51: Ressources nécessaires et contributions confirmées en 2006 (millions de dollars)

	Besoins nets	Contributions reçues	Besoins nets couverts (%)
Développement	339,0	248,0	73
Opérations d'urgence*	1 137,3	1 075,6	95
IPSR	1 133,0	1 094,8	97
Opérations spéciales	373,8	202,9	54
Autres	-	83,7	N.D.
Total	2 983,1	2 705,0	91

*Les contributions en faveur de la catégorie des opérations d'urgence comprennent les contributions au CII.

276. Pendant cette année 2006 où aucune nouvelle situation d'urgence de grande ampleur n'est apparue, à l'exception de la crise du Liban, le PAM a continué de bénéficier de puissants soutiens. La stratégie de mobilisation de fonds adoptée en 2006 a aidé à

¹⁰² Sur les 97 donateurs de 2006, 84 organisations du secteur privé qui ont offert des contributions sont inscrites comme un donateur unique.

¹⁰³ Les dons en nature extraordinaires sont définis comme des dons n'ayant pas d'incidence sur le budget du PAM.

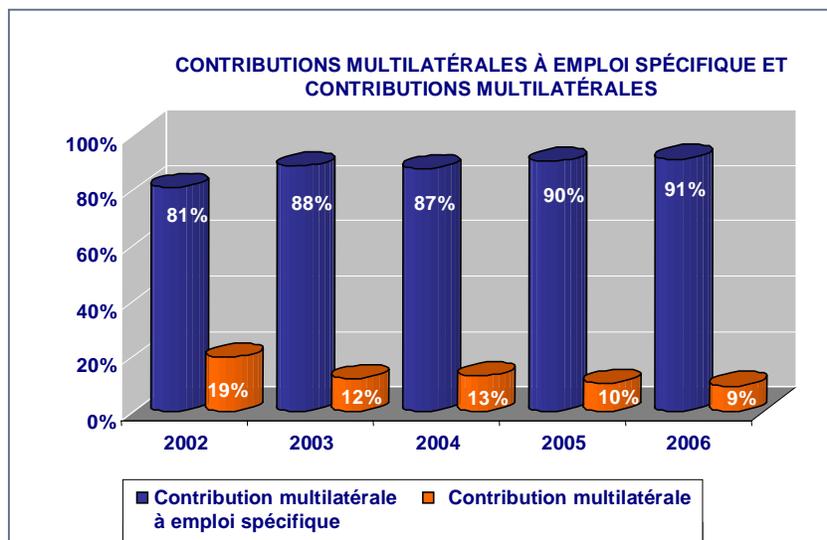
augmenter les financements réguliers provenant des principaux donateurs, à attirer de nouveaux donateurs et à encourager les donateurs occasionnels à offrir régulièrement des contributions.

277. Les donateurs ont fourni un appui considérable aux opérations d'urgence et aux IPSR : presque tous les besoins prévus ont été couverts; 18 donateurs ont fourni 32 millions de dollars pour le CII. Les contributions aux opérations spéciales ont été bien inférieures à celles de 2005: et ont couvert à peine plus de la moitié des besoins prévus. Les contributions aux actions de développement à plus long terme varient d'année en année mais le pourcentage des contributions totales qu'elles représentent a continué de diminuer en 2006.

Tableau 52: Contributions en faveur des opérations de développement (2001 – 2006)

Année	Millions de dollars	Contributions aux activités de développement en pourcentage des contributions totales
2001	266,0	14
2002	213,2	12
2003	245,2	10
2004	276,1	12
2005	269,6	10
2006	248,0	9

278. Plusieurs donateurs ont assoupli les restrictions dont étaient assorties leurs contributions, qui ont ainsi pu être utilisées avec plus de souplesse. La fréquence croissante avec laquelle les donateurs font connaître les contributions prévues a permis au PAM d'affiner les prévisions de contributions et donc d'améliorer la planification des projets et la gestion des filières de produits.
279. Les donateurs de pays ne faisant pas partie de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont pris de plus en plus d'importance. La plupart des donateurs du PAM sont désormais des pays non membres de l'OCDE et plusieurs sont aussi bénéficiaires de l'aide alimentaire du PAM. Par exemple, l'Inde a continué d'appuyer les opérations du PAM en Afghanistan et en Iraq en 2006. Lorsque ses réserves alimentaires ont fléchi pendant les derniers mois de l'année, le Gouvernement indien a accepté de fournir des contributions en espèces et non en blé pour l'opération en Afghanistan.
280. En 2006, la part des contributions multilatérales a continué de baisser. Les fonds multilatéraux reçus ont été utilisés à concurrence de 40 pour cent (91 millions de dollars) en faveur d'opérations de secours, dont 34 millions de dollars ont été destinés à l'aide aux personnes déplacées au Tchad, en République démocratique du Congo et en Éthiopie. En outre, 11 millions de dollars ont contribué à éviter de graves ruptures de filières de produits alimentaires et ont concerné des interventions au Cambodge, en République populaire démocratique de Corée et en Guinée Bissau.



Principales réalisations

281. Le PAM a mis en place en 2006 plusieurs nouveaux partenariats avec des sociétés couvrant plusieurs années et représentant plusieurs millions de dollars. On peut citer comme exemples: i) l'organisation d'un réseau de préparation aux situations d'urgence et d'intervention pour les sociétés partenaires dans les crises humanitaires, réseau pour lequel les sociétés ont fourni des ressources et des services afin de prépositionner des produits dans les dépôts du PAM; et ii) un partenariat de trois ans fournissant 2,5 millions de dollars en espèces par an, ainsi que des plans de mobilisation de fonds supplémentaires au moyen d'opérations commerciales liées à des causes humanitaires et de mobilisation de fonds par les employés afin d'améliorer l'état nutritionnel et la santé des enfants d'âge scolaire sous alimentés dans le cadre du programme d'alimentation scolaire du PAM.
282. Le réseau de journalistes pour la sécurité alimentaire du **Bangladesh** a été créé en 2006 pour encourager les professionnels de l'information à mieux faire connaître le triste sort des populations extrêmement pauvres exposées à l'insécurité alimentaire et à sensibiliser les responsables politiques au niveau national. Le réseau regroupe actuellement des représentants de 15 journaux et agences de presse.
283. Les jumelages qui permettent à une contribution en nature d'un donateur d'être complétée par une contribution en espèces d'un autre donateur couvrant des frais connexes ont joué un rôle particulièrement intéressant en 2006. Le PAM a ainsi pu recevoir davantage de vivres pour nourrir un plus grand nombre de bénéficiaires plus rapidement: 36 millions de dollars de contributions en espèces ont facilité l'utilisation de 53 millions de dollars de contributions en nature, soit 330 000 tonnes de produits alimentaires. Si les espèces avaient été utilisées pour des achats internationaux ou locaux au lieu d'être jumelées avec des contributions en nature, elles auraient représenté l'équivalent de 20 000 à 45 000 tonnes de vivres. Les jumelages ont permis d'offrir des contributions en espèces à huit pays dont le **Liban** et le **Swaziland** qui fournissaient des dons au PAM pour la première fois.

284. Une somme de 7,8 millions de dollars en espèces fournie par l'Australie, la Norvège et le Royaume-Uni a été associée à une contribution de 184 000 tonnes de céréales d'une valeur de 19,5 millions de dollars provenant du Gouvernement du **Bangladesh** en 2006. Le Programme de développement en faveur des groupes vulnérables du PAM a ainsi pu nourrir 2,5 millions de personnes. Les vivres ont été immédiatement mis à disposition pour distribution.

Le PAM et le Processus d'appels communs

285. En 2006, Le PAM a reçu 1 449 millions de dollars dans le cadre du Processus d'appels commun, soit 88 pour cent du montant qu'il avait demandé. La part du montant total demandé par les institutions des Nations Unies et les ONG dans le cadre de ce processus revenant au PAM, a été de 40 pour cent, le pourcentage le plus bas des sept dernières années. Le PAM a participé à 16 des 17 appels lancés en 2006.

Année	Besoins du PAM exprimés en pourcentage des besoins totaux des appels	Pourcentage des besoins du PAM couverts
2000	57,0	72,5
2001	64,2	69,7
2002 ¹⁰⁵	58,2	88,3
2003 ¹⁰⁶	71,0	90,9
2004	51,8	85,0
2005	44,8	70,4
2006	40,2	88,2

286. Les produits alimentaires ont représenté 90 pour cent des ressources demandées par le PAM dans le cadre du Processus d'appels communs. Les opérations spéciales qui font partie de la catégorie de financement des services de coordination et de soutien ont représenté les 10 pour cent restants; 40 pour cent des contributions demandées dans le cadre des processus d'Appels communs/Appels immédiats portaient sur des produits alimentaires et le PAM a été le principal bénéficiaire de contributions destinées à couvrir des besoins liés à l'alimentation.

¹⁰⁴ Service de suivi financier pour le Processus d'appels commun, 2006. OCHAonline2.un.org au 2 mars 2007. Processus d'appels commun/ Appels immédiats.

¹⁰⁵ Comprend le Programme d'assistance immédiate et transitoire pour le peuple afghan (2002).

¹⁰⁶ Comprend la crise en Iraq (2003).



PARTIE VI: MARCHE À SUIVRE

287. Dans le contexte du nouveau plan stratégique, le PAM se mettra en mesure, en 2007, de répondre à toute une gamme d'exigences et de problèmes en pleine évolution. Pour continuer de travailler de plus en plus efficacement et rationnellement, le PAM:
- prendra en compte la réforme des Nations Unies et s'efforcera de jouer un rôle important dans le domaine du développement;
 - deviendra plus efficace et rationnel face aux situations d'urgence;
 - obtiendra des financements pour couvrir les besoins;
 - renforcera les mécanismes redditionnels;
 - enfin, travaillera en partenariat pour éliminer la faim.

Prendre en compte la réforme des Nations Unies

288. En 2007 et pendant les années ultérieures, le PAM sera appelé à améliorer son organisation interne et à favoriser la mise en oeuvre des réformes pour obtenir de meilleurs résultats au niveau des pays. Un soutien en faveur des modules d'action groupée sera de nouveau sollicité par le biais d'un appel spécial; l'intégration du système d'action groupée revêtira une grande importance en 2008 et dans les prochains Plan stratégique et Plan de gestion. Le PAM continuera d'affronter les problèmes particuliers que la réforme des Nations Unies pourrait poser aux organisations qui ont un double mandat de secours et d'aide au développement.

289. En ce qui concerne le développement, le débat sur les mesures de réforme se poursuit aux Nations Unies et dans les États membres. Le PAM considère qu'il y a des possibilités d'améliorer la cohérence et l'efficacité du système pour traiter les problèmes de la faim et de la sécurité alimentaire. Les réformes des Nations Unies qui doivent donner des fondements plus solides à la collaboration interinstitutions au niveau des pays pour la planification, le financement et l'exécution des programmes conçus pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement présentent une importance particulière. Le PAM travaillera avec les autres organisations ayant leur siège à Rome à insérer les activités en faveur du développement dans une stratégie des Nations Unies visant à contribuer à l'exécution de plans appartenant aux pays.

Le Gouvernement du Pakistan ayant pris une initiative pour accélérer la réforme au niveau du pays, l'équipe de pays des Nations Unies soutiendra la "Vision unique" conçue pour que les Nations Unies travaillent "dans l'unité" en centrant leur action sur cinq domaines: santé, éducation, pauvreté, VIH/sida et gestion des catastrophes. Le PAM jouera un rôle important dans la programmation conjointe des activités.

290. Le PAM participera à des activités pilotes "Unis dans l'action" dans ses bureaux de pays du Mozambique, du Pakistan, du Rwanda et de Tanzanie; il existe un bureau commun au Cap-Vert depuis 2004.

Intervention efficace et efficiente dans les situations d'urgence

291. Les interventions dans les situations d'urgence seront encore améliorées par les mesures suivantes:

- perfectionner la base de données sur le personnel du PAM afin de repérer les qualifications utiles pour les situations d'urgence, permettre l'identification des lacunes de formation et faciliter l'identification des membres du personnel les plus qualifiés dès le premier jour d'une urgence;
- continuer à insister sur la nécessité d'évaluations des besoins et de cadres communs;
- mettre au point des modules de formation à l'intention des responsables de la gestion et de l'action dans les situations d'urgence;
- mettre au point une stratégie de distribution de repas tout prêts et élargir la gamme de fournisseurs du PAM afin de disposer de produits alimentaires pour les interventions immédiates;
- accroître les stocks du réseau d'entrepôts de matériel destiné aux interventions humanitaires des Nations Unies (UNHRD) en partenariat avec le secteur public et le secteur privé;
- enfin, rationaliser les mécanismes de financement d'urgence afin de mettre un "guichet unique" à la disposition des directeurs de pays, en particulier lorsqu'ils doivent faire face à des situations d'urgence apparaissant brusquement.

Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins

292. Le PAM continuera de chercher à ce que tous ses États membres soient donateurs et que certains soient aussi bénéficiaires. Il a reçu des contributions de 97 donateurs différents en 2006 et il travaillera avec tous les donateurs à allonger cette liste grâce à des arrangements novateurs encourageant les contributions correspondant aux moyens de chaque pays.

293. Au début de 2007, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) avait reçu des annonces de contributions de 343 millions de dollars, soit un accroissement de 15 pour cent par rapport aux contributions confirmées de 2006. Le CERF, dont l'objectif d'allocation de fonds est fixé à 500 millions de dollars par an est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans l'action humanitaire au niveau mondial.

294. En ce qui concerne le secteur privé, le PAM met au point une nouvelle stratégie visant à rationaliser et institutionnaliser la mobilisation de fonds. Cette stratégie s'appuiera sur les résultats déjà obtenus et sera axée sur la mobilisation de contributions en espèces de toute une gamme d'entreprises, d'individus et des fondations. Elle a pour objectif de mobiliser, d'ici à 2014, 200 millions de dollars par an dont une part non négligeable pourrait être utilisée sans restrictions.

Renforcement des mécanismes redditionnels

295. **Mécanismes de préfinancement.** Le préfinancement interne est devenu un élément important qui aide le PAM à répondre aux besoins des bénéficiaires. Chaque mécanisme d'avances joue un rôle particulier pour assurer la rapidité, la durabilité, l'efficacité et l'efficacité des opérations du PAM.
296. Les mécanismes de préfinancement feront l'objet d'un examen axé sur quatre domaines afin d'améliorer les comptes rendus et le contrôle:
- la vérification par étapes du droit à avoir recours aux mécanismes de façon que les bureaux de pays aient les moyens de gérer les risques financiers associés au préfinancement;
 - une procédure normalisée de demande et de remboursement de préfinancement;
 - une procédure en deux étapes d'approbation des préfinancements;
 - enfin, un suivi centralisé qui favorise la surveillance de l'exposition aux risques financiers au niveau de l'Organisation.
297. **WINGS II.** Le PAM a entrepris une vaste opération de renforcement du système WINGS. Autant que possible, le système ainsi amélioré ne sera pas organisé "sur mesure" et utilisera uniquement des logiciels standard. Il sera centré sur les obligations redditionnelles pour tous les aspects du travail du PAM, de la prévision des besoins et de l'obtention des dons aux achats et aux livraisons de vivres ainsi qu'au suivi. À l'issue de la première phase du projet, le système totalement unifié couvrira:
- la mise à disposition de données sur les finances et les produits qui étaient jusqu'ici inaccessibles avant la publication du rapport annuel sur les résultats; les décisions pourront ainsi être prises plus rapidement;
 - les informations sur les produits exprimées en volume et en valeur monétaire, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS)
 - l'automatisation ou la suppression de certaines tâches administratives.
298. Les équipes de WINGS II ont consacré la majeure partie de l'année 2006 à l'analyse. Le Comité directeur du projet a établi un calendrier d'introduction des nouveaux systèmes et processus qui commence par deux mises à disposition en 2008.

299. **Gestion axée sur les résultats.** En 2007, le PAM fera le point de la mise en oeuvre de la gestion axée sur les résultats dans le cadre fixé par le Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI) dans son rapport de 2004 "Gestion axée sur les résultats"¹⁰⁷. Le Conseil d'administration et les dirigeants du PAM seront invités à fournir systématiquement des informations de retour sur les progrès réalisés. L'Organisation consolidera les résultats obtenus par les moyens suivants:
- favoriser la cohérence des politiques, instruments et orientations de la part des divisions qui ont repris les fonctions confiées antérieurement à la Division de la gestion axée sur les résultats;
 - veiller à ce que WINGS II réponde aux prescriptions du PAM en matière de comptes rendus et fournisse notamment un modèle coûts-allocations de ressources afin de favoriser l'établissement de rapports tendant à lier les ressources et les résultats;
 - renforcer les capacités et préciser les rôles et les responsabilités en matière de mise en place de la gestion axée sur les résultats;
 - enfin, appuyer l'évaluation des risques au niveau de l'Organisation et l'introduction habituelle de stratégies d'atténuation des risques dans les plans de travail et les examens des résultats obtenus.

Travailler en partenariat pour éliminer la faim

300. Le PAM continuera de définir son rôle dans la lutte contre la faim en travaillant en partenariat pour faire face à la faim et à la dénutrition dans toute leur complexité. Tout en augmentant le volume de ressources disponible pour nourrir un plus grand nombre de personnes souffrant de la faim, le PAM travaillera à différents niveaux à renforcer son engagement pour éliminer la faim dans le monde. Il élargira ses partenariats stratégiques, par exemple avec les organismes régionaux d'Afrique, concernant les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
301. Le PAM renforcera sa stratégie de contacts avec les universités afin d'avoir accès aux connaissances les plus pointues sur la faim et la nutrition et d'être ainsi mieux en mesure de partager ses propres expériences avec les responsables politiques des pays. La lutte contre la faim fait partie des activités fondamentales du Programme qui renforcera la coalition des intervenants déterminés à libérer effectivement le monde de la faim.

¹⁰⁷ CCI. 2004. *Gestion axée sur les résultats dans le système des Nations Unies*, parties I, II et III (JIU/REP/2004/5-8).

ANNEXES

- I. Matrices des résultats
 - A – Objectifs stratégiques du PAM: Matrice des résultats
 - B – Objectifs de gestion du PAM: Matrice des résultats
- II. Personnel du PAM
- III. Achat de produits alimentaires par le PAM
- IV. Contributions totales confirmées
- V. Tableau 1: Ventilation des dépenses directes par région et catégorie d'activités, (2003–2006)
Tableau 2: Ventilation des dépenses directes par pays, région et catégorie d'activités, (2003–2006)
Tableau 3: Ventilation des dépenses directes par catégorie de pays et région (2003–2006)
- VI. Initiatives de changement
- VII. Profil de l'aide alimentaire dans le monde (2002-2006)
- VIII. Liste des sigles utilisés dans le présent document

ANNEXE I A – OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Résultats escomptés à court terme	Résultats escomptés à moyen terme ⁱⁱ
Objectif stratégique 1: Sauver des vies dans des situations de crise		
<p>Distribution générale de vivres</p> <p>Alimentation sélective</p> <p>(alimentation thérapeutique, supplémentation alimentaire et alimentation destinée aux groupes vulnérables)</p>	<p>1.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes</p> <p>Indicateur 1.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe).</p> <p>Indicateur 1.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 1.1.3: Pourcentage des distributions générales de vivres intervenant plus de 7 jours après la date prévue de distribution (indicateur pilote).</p>	<p>1.1: Réduction ou stabilisation de la malnutrition aiguë d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes</p> <p>Indicateur 1.1.1: Prévalence de la malnutrition aiguë chez les moins de 5 ans dans une population déterminée évaluée en fonction du rapport poids/taille, par sexe.</p> <p>Indicateur 1.2: Réduction ou stabilisation de la mortalité d'une population déterminée dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes</p> <p>Indicateur 1.2.1: Taux brut de mortalité dans une population déterminée (indicateur pilote – initiative SMARTⁱⁱⁱ).</p> <p>Indicateur 1.2.2: Taux de mortalité chez les moins de 5 ans dans une population déterminée (indicateur pilote – initiative SMARTⁱⁱⁱ).</p>
Objectif stratégique 2: Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs		
<p>Distribution générale de vivres</p> <p>Appui aux programmes de filets de protection</p> <p>(programmes destinés aux ménages touchés par le VIH/sida)</p> <p>Vivres contre travail/vivres pour la création d'actifs</p> <p>Vivres au profit de la formation</p> <p>(acquisition de compétences utiles pour la vie et formation à des activités génératrices de revenus)</p>	<p>2.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux bénéficiaires ciblés, exposés à des situations de crise ou de transition, ou vulnérables aux chocs</p> <p>Indicateur 2.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p> <p>Indicateur 2.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit..</p>	<p>2.1: Capacité accrue des ménages ciblés de subvenir à leurs besoins alimentaires lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs</p> <p>Indicateur 2.1.1: Proportion des dépenses que les ménages bénéficiaires consacrent à l'alimentation^{iv}</p> <p>Indicateur 2.1.2: Un indicateur de la diversité des régimes alimentaires est à l'étude^v</p> <p>2.2: Capacité accrue des ménages ciblés de gérer les chocs lorsqu'ils sont exposés à des situations de crise ou vulnérables aux chocs</p>



ANNEXE I A – OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Résultats escomptés à court terme	Résultats escomptés à moyen terme ⁱⁱ
	Indicateur 2.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par sexe.	Indicateur 2.2.1: Les indicateurs à retenir sont à l'étude ^{vi} .
Objectif stratégique 3: Contribuer à l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des enfants, des mères et autres personnes vulnérables		
<p>Supplémentation alimentaire</p> <p>Alimentation thérapeutique</p> <p>Alimentation en institution</p> <p>Programmes concernant le VIH/sida (thérapie antirétrovirale, prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, soins à domicile, traitement de la tuberculose)</p> <p>Enrichissement des produits alimentaires</p> <p>Sensibilisation à la nutrition (Vivres au profit de la formation)</p> <p>Sensibilisation au VIH/sida</p> <p>Déparasitage</p>	<p>3.1: Fourniture d'aliments nutritifs en temps voulu et en quantité suffisante aux jeunes enfants, mères et autres bénéficiaires ciblés, exposés à des risques sur le plan de la nutrition et de la santé</p> <p>Indicateur 3.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p> <p>Indicateur 3.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues, par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 3.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants, par catégorie de bénéficiaires et par sexe.</p> <p>Indicateur 3.1.4: Part, en pourcentage, des aliments enrichis en micronutriments livrés par le biais d'interventions nutritionnelles appuyées par le PAM.</p> <p>3.2: Fourniture de comprimés vermifuges aux enfants et mères ciblés dans le cadre d'activités appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 3.2.1: Nombre de bénéficiaires ayant reçu des comprimés vermifuges dans le cadre d'activités appuyées par le PAM, en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires censés recevoir ces comprimés, par catégorie de bénéficiaire et par sexe^{viii}.</p>	<p>3.1: Réduction de la malnutrition chez les enfants ciblés</p> <p>Indicateur 3.1.1: Prévalence de la malnutrition chez les enfants ciblés de moins de 5 ans, évaluée en fonction du rapport taille/poids et âge, ventilée par sexe.</p> <p>3.2: Réduction de la malnutrition chez les femmes ciblées</p> <p>Indicateur 3.2.1: Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées en âge de procréer, évaluée en fonction de l'indice de la masse corporelle (IMC) ou de l'insuffisance pondérale à la naissance (projet pilote en cours).</p> <p>3.3: Réduction de l'anémie chez les bénéficiaires</p> <p>Indicateur 3.1.3: Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants ciblés. (projet pilote en cours)</p> <p>3.4: Amélioration de la qualité de la vie des bénéficiaires par le biais de programmes d'aide aux personnes touchées par le VIH/sida^{viii}</p> <p>Indicateur 3.4.1: Gain de poids chez les bénéficiaires (provisoire).</p> <p>Indicateur 3.4.2: Taux de poursuite du traitement par programme de traitement et de soins spécifiques (durée du programme, pourcentage d'observance du traitement, etc.)</p>



ANNEXE I A – OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Résultats escomptés à court terme	Résultats escomptés à moyen terme ⁱⁱ
Objectif stratégique 4: Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle		
<p>Alimentation scolaire Rations à emporter Appui aux familles d'accueil d'orphelins et d'enfants touchés par le VIH/sida Vivres au profit de la formation (programmes d'alphabétisation –écriture et calcul– des femmes et des adolescentes)</p>	<p>4.1: Fourniture de vivres en temps voulu et en quantité suffisante aux enfants, adolescentes et adultes ciblés pour améliorer l'accès à l'éducation dans les écoles et les établissements d'enseignement informels</p> <p>Indicateur 4.1.1: Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité en pourcentage du nombre prévu de bénéficiaires, par catégorie de projet, groupe d'âge et sexe.</p> <p>Indicateur 4.1.2: Quantité de produits alimentaires distribués au titre de chaque activité en pourcentage des distributions prévues par catégorie de projet et par produit.</p> <p>Indicateur 4.1.3: Nombre de participants à chaque activité en pourcentage du nombre prévu de participants par catégorie de bénéficiaires et par sexe.</p>	<p>4.1: Scolarisation accrue des garçons et des filles dans les écoles primaires appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.1.1: Taux brut de scolarisation: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.1.2: Taux net de scolarisation: pourcentage de garçons et de filles d'âge scolaire inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.1.3: Taux de scolarisation chez les orphelins et les enfants vulnérables de ménages recevant des rations à emporter.</p>



ANNEXE I A – OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ¹	Résultats escomptés à court terme	Résultats escomptés à moyen terme ⁱⁱ
		<p>4.2: Amélioration de l'assiduité des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.2.1: Taux de fréquentation: pourcentage de garçons et de filles allant en classe dans les écoles primaires appuyées par le PAM et, le cas échéant, les écoles maternelles et secondaires.</p> <p>Indicateur 4.2.2: Taux de fréquentation: pourcentage d'orphelins et d'enfants vulnérables, de ménages bénéficiant de rations à emporter, qui vont en classe.</p> <p>4.3: Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM</p> <p>Indicateur 4.3.1: Idées que se font les enseignants de la capacité de concentration et d'apprentissage des enfants dans les écoles, grâce à l'alimentation scolaire.</p> <p>4.4: Réduction des différences entre garçons et filles dans les écoles primaires, les écoles secondaires et les établissements d'enseignement informels appuyés par le PAM</p> <p>Indicateur 4.4.1: Ratio filles/garçons dans les écoles appuyées par le PAM.</p> <p>Indicateur 4.4.2: Ratio femmes et adolescentes/hommes qui achèvent les activités vives pour la formation.</p>



ANNEXE I A – OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

But fondamental du programme pour 2006-2009: Continuer de contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des interventions ciblées appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim

Types d'activité ⁱ	Résultats escomptés à court terme	Résultats escomptés à moyen terme ⁱⁱ
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays et des régions d'élaborer et de gérer les programmes d'aide alimentaire et de lutte contre la faim		
Formation de contreparties, visites d'échange Conseils techniques, détachement de personnel, directives et manuels Participation des contreparties aux processus et enquêtes du PAM Partage de l'information et appui aux réseaux Appui aux organisations à assise communautaire et à la prise de décisions Appui aux administrations locales et aux organisations de la société civile Renforcement des capacités de sensibilisation du public et de mobilisation des ressources	5.1: Aide au renforcement des capacités des organismes nationaux et régionaux participant aux projets d'aide alimentaire et de lutte contre la faim Indicateur 5.1.1: Nombre des membres du personnel de contrepartie (aux niveaux local, régional, et national) formés dans le cadre des activités d'assistance technique du PAM en pourcentage du nombre prévu. Indicateur 5.1.2: Nombre de services techniques et de domaines de coopération dans lesquels ont été assurées des activités de renforcement des capacités.	5.1: Capacité accrue d'identifier les besoins en produits alimentaires, d'élaborer des stratégies et d'exécuter des programmes reposant sur l'aide alimentaire dans les pays ciblés Indicateur 5.1.1: À déterminer.

i Cette liste n'est pas exhaustive. Toutes les opérations du PAM laisseront la liberté de choisir les activités qui permettront au mieux d'obtenir les résultats escomptés à court terme et à moyen terme. Les changements apportés aux indicateurs dans cette matrice de résultats apparaissent en notes de bas de page dans le présent Rapport annuel.

ii Les objectifs stratégiques correspondent à des définitions objectives des résultats à moyen terme escomptées des interventions du PAM. Toutefois les définitions énoncées dans cette colonne sont davantage celles d'un cadre logique décrivant la séquence des résultats du PAM, car elles indiquent plus clairement: i) l'amélioration de la situation que le PAM cherche à obtenir; ii) les bénéficiaires cibles; iii) dans certains cas, un contexte spécifique. **Tous les résultats à moyen terme** sont subordonnés aux résultats complémentaires obtenus par les partenaires du PAM, par exemple dans les domaines de l'eau, du logement, de la vulgarisation agricole, de la médecine et de l'enseignement.

iii L'initiative de suivi et d'évaluation normalisées des opérations de secours et de transition (SMART) est une initiative interorganisations visant à améliorer le suivi et l'évaluation des interventions humanitaires à l'échelle mondiale.

iv Établi à partir de l'étude pilote, cet indicateur devrait faire partie d'une série composite d'indicateurs visant à créer des "profils de moyens de subsistance des ménages" susceptibles d'être suivis dans le temps. Les autres indicateurs utilisés pour créer ces profils sont: i) le rapport dépenses non alimentaires/dépenses alimentaires; ii) la composition des ménages; iii) les sources de revenus; iv) l'exposition aux risques et la réaction face à ces risques.

v Les unités techniques au siège du PAM ont proposé d'utiliser la diversité des régimes alimentaires comme indicateur complémentaire à l'appui des résultats au titre de l'indicateur 2.1.1. L'utilité de cet indicateur est actuellement à l'étude.

vi Jusqu'ici, aucun indicateur approprié n'a été déterminé pour mesurer la résistance aux chocs des ménages bénéficiaires. La question est actuellement à l'étude dans les unités techniques du PAM.

vii Pour la catégorie des "femmes enceintes et mères allaitantes" bénéficiaires, cela s'applique aux deuxième et troisième trimestres de la grossesse dans les zones où les infestations parasitaires sont présentes à l'état endémique et où l'anémie est prévalente, comme l'a recommandé l'OMS et conformément à l'Engagement renforcé en faveur des femmes I.2.

viii L'OMS propose de faire de "l'amélioration de la qualité de la vie" un résultat à moyen terme des programmes concernant le VIH/sida. Le gain de poids sera utilisé à titre d'indicateur provisoire. Un indicateur de "bien-être" doit être déterminé avec l'OMS et ONUSIDA.



ANNEXE I B – OBJECTIFS DE GESTION DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

Le but principal des services AAP qui doivent être fournis en 2006–2007 est de continuer d'appuyer les activités opérationnelles entreprises par le PAM pour réaliser ses objectifs stratégiques et les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen d'interventions appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim¹.

OG1 – Établir des partenariats solides pour éliminer la faim

Résultat escompté 1.1 Renforcement des partenariats aux échelons mondial, régional et national avec les organismes des Nations Unies, ONG et autres partenaires.

Indicateur 1.1.1 Pourcentage de programmes et de projets conçus conjointement avec des organismes des Nations Unies, des organisations internationales et des partenaires coopérants.
Indicateur 1.1.2 Pourcentage des projets du PAM pour lesquels des partenaires (organismes des Nations Unies, organisations internationales et ONG) collaborent à la fourniture d'apports et de services complémentaires.

OG2 – Être l'employeur de choix d'un personnel compétent déterminé à éliminer la faim

Résultat escompté 2.1 Le personnel considère le PAM comme son employeur de prédilection. Il a le sentiment d'être appuyé et ses compétences sont récompensées, développées et gérées..

Indicateur 2.1.1 Cote moyenne de satisfaction du personnel.

Résultat escompté 2.2 La composition du personnel du PAM présente un dosage approprié pour ce qui est du sexe, de la nationalité, de la compétence et de la motivation pour pouvoir répondre à des besoins divers.

Indicateur 2.2.1 Pourcentage des compétences requises qui sont réunies grâce au système PACE.
Indicateur 2.2.2 Pourcentage de personnel, par sexe et par répartition géographique.

OG3 – Faire preuve d'excellence dans la mise en oeuvre de programmes efficaces et opérants

Résultat escompté 3.1 Renforcement de la capacité du PAM d'identifier les crises latentes et les besoins concomitants.

Indicateur 3.1.1 Pourcentage des nouvelles opérations d'urgence et IPSR pour lesquelles les moyens d'interventions essentiels ont été mis en place avant le lancement du projet.
Indicateur 3.1.2 Pourcentage des évaluations approfondies de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité disponibles pour les pays prioritaires.

Résultat escompté 3.2 Fourniture d'une aide alimentaire rapide, adéquate et gérée efficacement.

Indicateur 3.2.1 Coût des pertes de produits après livraison en pourcentage du coût des produits livrés, par catégorie d'activité.
Indicateur 3.2.2 Pourcentage des opérations d'urgence et des IPSR approuvées pendant la période considérée pour lesquelles il a été établi une évaluation des besoins et un dossier ACV.





ANNEXE I B – OBJECTIFS DE GESTION DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

Le but principal des services AAP qui doivent être fournis en 2006–2007 est de continuer d'appuyer les activités opérationnelles entreprises par le PAM pour réaliser ses objectifs stratégiques et les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen d'interventions appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim¹.

Résultat escompté 3.3 Renforcement des capacités de planification, de suivi et d'analyse des performances axés sur les résultats.	Indicateur 3.3.1 Pourcentage des nouveaux descriptifs de projets soumis au Comité d'examen des projets élaborés conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats. Indicateur 3.3.2 Pourcentage des bureaux de pays, bureaux régionaux et unités du siège qui planifient leur travail et évaluent leurs performances conformément aux méthodes de la gestion axée sur les résultats.
---	---

OG4 – Renforcer et partager les connaissances sur la faim pour contribuer à l'action concertée contre ce fléau

Résultat escompté 4.1 Les politiques sont formulées et les connaissances sont générées de manière à améliorer la conception et l'exécution des projets.	Indicateur 4.1.1 Pourcentage de projets conçus conformément aux politiques et stratégies du PAM. Indicateur 4.1.2 Pourcentage d'application des recommandations issues des évaluations (classées par type de recommandation).
---	--

OG5 – Fournir des services d'infrastructure technique et opérationnelle à l'appui d'opérations efficaces

Résultat escompté 5.1 La sûreté et la sécurité du personnel en poste dans les zones d'opération du PAM sont garanties.	Indicateur 5.1.1 Nombre total de fonctionnaires arrêtés, blessés ou tués en service, victimes d'actes criminels. Indicateur 5.1.2 Pourcentage du personnel désigné qui a pu être évacué ou réinstallé avec succès.
Résultat escompté 5.2 Renforcement de la connectivité entre les bureaux et de l'accès à l'information à l'intérieur et à l'extérieur du PAM.	Indicateur 5.2.1 Fiabilité de l'infrastructure TIC.

OG6 – Être transparent, rendre des comptes et gérer les risques

Résultat escompté 6.1 Amélioration de la transparence, de la supervision et de la reddition de comptes.	Indicateur 6.1.1 Pourcentage d'application des recommandations issues des audits, inspections et enquêtes. Indicateur 6.1.2 Pourcentage des états financiers mensuels produits dans les délais requis.
Résultat escompté 6.2 Adoption et amélioration constante des meilleures pratiques de gestion des liquidités et des contributions financières.	Indicateur 6.2.1 Pourcentage des liquidités détenues dans les comptes porteurs d'intérêt. Indicateur 6.2.2 Pourcentage des contributions à recevoir.
Résultat escompté 6.3 Renforcement des capacités de reddition de compte de l'Organisation.	Indicateur 6.3.1 Pourcentage des rapports normalisés sur les projets jugés satisfaisants au regard de la présentation des réalisations.

ANNEXE I B – OBJECTIFS DE GESTION DU PAM: MATRICE DES RÉSULTATS

Le but principal des services AAP qui doivent être fournis en 2006–2007 est de continuer d'appuyer les activités opérationnelles entreprises par le PAM pour réaliser ses objectifs stratégiques et les objectifs du Millénaire pour le développement au moyen d'interventions appuyées par une aide alimentaire en faveur des pauvres et de ceux qui ont faim¹.

OG7 – Mobiliser des ressources pour répondre aux besoins

Résultat escompté 7.1 Meilleure connaissance du PAM et de sa mission parmi les responsables des gouvernements donateurs, les grands médias, les personnalités influentes et le grand public.

Indicateur 7.1.1 Nombre de mentions du PAM dans la presse écrite et les médias électroniques des principaux pays.

Indicateur 7.1.2 Nombre de parlementaires, de députés, de représentants de gouvernement et de journalistes qui ont participé aux visites de projets organisées par le PAM.

Résultat escompté 7.2 Le volume total des contributions augmente, un pourcentage plus élevé des besoins opérationnels est couvert et une proportion accrue de dons utilisables avec souplesse permet au PAM de disposer des ressources dont il a besoin.

Indicateur 7.2.1 Contributions des donateurs au PAM: i) valeur totale des contributions; ii) proportion des contributions multilatérales; iii) proportion des contributions en espèces; iv) proportion de contributions non assorties de restrictions; v) nombre de donateurs; vi) proportion des ressources du PAM provenant des dix principaux donateurs.

Indicateur 7.2.2 Pourcentage des besoins prévus couvert.

Indicateur 7.2.3 Différence entre les recettes et les contributions effectives.

¹ Les changements apportés aux indicateurs dans cette matrice de résultats apparaissent en notes de bas de page dans le présent Rapport annuel.



ANNEXE II PERSONNEL DU PAM AYANT UN CONTRAT D'UNE DURÉE D'UN AN OU PLUS			
CATÉGORIE	TOTAL	NOMBRE DE FEMMES	POURCENTAGE DE FEMMES
Catégories supérieures (D-2 et plus)	44	9	20
Fonctionnaires du cadre organique recrutés au niveau international (P-1 à D-1)	1 251	502	40
TOTAL PARTIEL	1 295	511	39
Administrateurs auxiliaires	72	41	57
Volontaires des Nations Unies	142	35	25
Administrateurs nationaux	396	149	38
Affectations de durée limitée	7	2	29
Contrats de service	102	31	30
TOTAL CADRE ORGANIQUE ET CATÉGORIES SUPÉRIEURES	2 014	769	38
Agents des services généraux	2 563	1 004	39
Affectations de durée limitée	8	1	13
Contrats de service	6 002	1 414	24
TOTAL, AGENTS DES SERVICES GÉNÉRAUX	8 573	2 419	28
TOTAL, PERSONNEL DU PAM ⁽¹⁾	10 587	3 188	30

Note:

(1) Le total des effectifs du PAM a été calculé sans tenir compte des contrats d'une durée égale ou inférieure à 11 mois, comme par exemple les contrats de consultants, les contrats de louage de services, les prêts commerciaux remboursables et le travail temporaire.

Source de données: ADHI

ANNEXE III: ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2006				
	Quantité (tonnes)	% du total	En millions de dollars	% du total
<i>Pays en développement</i>				
Pays les moins avancés	618 313	31	161.7	27
Autres pays à faible revenu	394 543	20	89.5	15
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	245 800	12	117.9	20
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	293 206	15	91.3	15
Total partiel	1 551 862	78	460.3	77
<i>Pays développés</i>				
Total partiel	463 526	23	140.7	23
TOTAL	2 015 388	100	601	100

ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2006			
<i>Pays en développement</i>			
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
1	Ouganda	162 281	41 202 876
2	Éthiopie	158 214	37 011 737
3	Pakistan	147 979	34 733 974
4	Kenya	113 959	29 661 206
5	Afrique du Sud	109 217	28 580 576
6	Équateur	26 399	28 006 026
7	Turquie	98 040	27 872 926
8	Indonésie	24 466	22 511 962
9	Malaisie	27 824	17 061 399
10	Népal	49 189	16 475 059
11	Territoire palestinien occupé	51 139	15 741 841
12	Inde	103 527	15 721 528
13	Argentine	15 767	10 449 187
14	Malawi	37 272	9 446 430
15	Soudan	33 187	8 693 784
16	République-Unie de Tanzanie	30 298	8 583 806
17	Honduras	18 114	7 951 504
18	Mozambique	31 143	7 439 410
19	Colombie	12 815	6 674 032
20	Mexique	39 573	6 479 531



ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2006			
<i>Pays en développement</i>			
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
21	Burkina Faso	19 506	5 648 425
22	Guatemala	14 013	5 621 513
23	Cambodge	21 617	5 389 383
24	Zambie	18 425	4 719 288
25	Chine	9 843	4 365 536
26	Bolivie	9 968	4 167 714
27	Rwanda	10 675	4 095 722
28	Viet Nam	13 254	3 642 172
29	Brésil	17 607	3 480 044
30	Myanmar	13 324	3 287 539
31	Sri Lanka	9 666	3 233 263
32	Ukraine	11 326	2 980 775
33	Égypte	10 556	2 927 298
34	Mali	8 543	2 448 406
35	Thaïlande	5 223	2 154 072
36	Namibie	5 969	1 868 993
37	Ghana	5 324	1 733 919
38	Bénin	6 101	1 708 353
39	Cameroun	4 442	1 676 503
40	Côte d'Ivoire	3 556	1 619 044
41	Kazakhstan	6 948	1 421 219
42	Arménie	5 595	1 382 065
43	Cuba	1 735	1 274 002
44	Lesotho	5 334	1 256 434
45	Rép. dém. du Congo	2 300	925 042
46	Bangladesh	1 671	781 972
47	Azerbaïdjan	1 930	689 140
48	Nicaragua	2 249	663 319
49	Afghanistan	2 400	569 960
50	Bhoutan	2 239	565 248
51	Maroc	658	555 892
52	République arabe syrienne	935	549 698
53	Liban	1 634	455 296
54	Yémen	1 488	385 031
55	Tchad	366	322 792

ACHAT DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR LE PAM EN 2006			
<i>Pays en développement</i>			
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
56	Uruguay	912	299 136
57	Sénégal	1 594	217 355
58	Rép. dém. populaire lao	471	189 643
59	Philippines	470	160 961
60	Niger	217	154 624
61	El Salvador	183	87 516
62	Pérou	243	68 947
63	Belize	200	62 278
64	République centrafricaine	150	58 188
65	Togo	129	49 252
66	Somalie	25	15 550
67	Tadjikistan	255	14 167
68	Botswana	40	12 400
69	Gambie	96	7 838
70	Mauritanie	59	6 186
Total partiel (77% de la valeur totale)		1 551 862	460 267 906
<i>Pays développés</i>			
No.	Pays	Quantité (tonnes)	Valeur (dollars)
1	Canada	134 186	32 532 091
2	Belgique	49 451	21 975 276
3	Fédération de Russie	54 175	14 930 206
4	Japon	51 638	14 425 222
5	Italie	49 054	13 306 150
6	États-Unis d'Amérique	43 730	11 819 956
7	France	29 628	11 746 925
8	Danemark	14 345	8 083 846
9	Allemagne	16 214	4 228 336
10	Pays-Bas	7 186	4 146 471
11	Australie	4 106	1 350 056
12	Bulgarie	6 170	995 504
13	Royaume-Uni	3 300	983 439
14	Autriche	344	173 720
Total partiel (23% de la valeur totale)		463 526	140 697 196
Total		2 015 388	600 965 102

ANNEXE IV CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2006 (en milliers de dollars)							
DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATION D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT	4 068		500		3 568		
ALGÉRIE	3			3			
ANDORRE	133	18	44		33		38
ANGOLA	3 500				3 500		
ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST	54				54		
AUSTRALIE	59 777	4 328	6 616	3 819	16 442	1 244	27 328
AUTRICHE	1 839		616	14	1 209		
AZERBAÏDJAN	2 085				2 085		
BANGLADESH	19 514	19 514					
BELGIQUE	11 132		1 901		8 402	635	195
BHOUTAN	1						1
BULGARIE	10						10
CANADA	149 414	28 302	36 939	10 526	68 756	2 033	2 857
CHINE	1 800	1 750					50
COLOMBIE	890				859		31
RÉP. DU CONGO	249				249		
CUBA	865				865		
CHYPRE	400				400		
RÉP. TCHÈQUE	308	31	98				179
DANEMARK	43 564	26 488	4 092		9 463	1 026	2 495
ÉQUATEUR	397						397
ÉGYPTE	487	200	31		70		186
EL SALVADOR	160						160
COMMISSION EUROPÉENNE	265 762		105 431		138 645	13 672	8 014
ÎLES FAROE	249	222		27			
FINLANDE	18 308	7 121	1 962	32	7 746	659	789
FRANCE	26 940	6 302	6 517	218	9 920	1 333	2 650
ALLEMAGNE	59 573	27 426	8 415	3 807	17 691	510	1 724
GHANA	10	10					
GRÈCE	4 201	38	521		2 712	164	766

ANNEXE IV CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2006 (en milliers de dollars)							
DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATION D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
GUATEMALA	186						186
HAÏTI	307						307
SAINT-SIÈGE	10						10
HONDURAS	3						3
HONGRIE	65						65
ISLANDE	536		300		181	55	
INDE	8 141	6 331	1 743				68
INDONÉSIE	7 002				7 002		
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT	199				199		
COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE	584		584				
IRLANDE	31 005	317	6 941	1 254	19 546	932	2 014
ITALIE	12 301	2 048	8	6	2 823	2 538	4 877
JAPON	72 257	10 721	31 704	401	24 072	2 750	2 609
JORDANIE	38	38					
KENYA	21 174	2 180	18 994				
CORÉE, RÉP. DE	427			8	100		319
KOWEÏT	143		143				
LIBAN	26		26				
LIBYE	4 515		4 515				
LIECHTENSTEIN	65				41		23
LITUANIE	112				112		
LUXEMBOURG	15 387	5 938	3 188		5 943	318	
MADAGASCAR	1						1
MALAWI	8 907				8 907		
MALAISIE	250		250				
MAURITANIE	1 207	1 197			10		
MONACO	36				36		
MAROC	38		38				
NÉPAL	100				100		
PAYS-BAS	79 985		23 449	5 015	46 294	5 228	

ANNEXE IV CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2006 (en milliers de dollars)							
DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATION D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
NOUVELLE-ZÉLANDE	5 710	2 787	1 485	752	680	6	
NICARAGUA	20						20
NIGERIA	201				201		
NORVÈGE	51 604	32 197	2 265	2 694	9 277	3 193	1 978
FONDS DE L'OPEP	2 000				2 000		
PAKISTAN	9 376		9 338				38
PANAMA	1						1
PÉROU	47						47
PHILIPPINES	42						42
POLOGNE	1 200	200	100		900		
PORTUGAL	488		4		118	256	110
DONATEURS PRIVÉS**	55 524	13 226	9 507		25 352	785	6 654
QATAR	152		43		109		
FÉDÉRATION DE RUSSIE	11 008	3 000	2 000		6 008		
SAINT-MARIN	38					38	
ARABIE SAOUDITE	33 419		6 500		26 919		
SINGAPOUR	50		25		25		
SLOVAQUIE	48				33		15
AFRIQUE DU SUD	1 112	1 095			17		
ESPAGNE	16 936	2 536	2 266		9 535	628	1 971
SRI LANKA	12						12
SOUDAN (GOUVERNEMENT D'UNITÉ NATIONALE)	6 220		6 220				
SOUDAN (GOUVERNEMENT DU SUD-SOUDAN)	30 000					30 000	
SWAZILAND	617				617		
SUÈDE	58 520		19 595	1 108	31 115	3 443	3 259
SUISSE	33 910	3 238	6 019	1 569	19 720	2 330	1 035
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	1 028	1 028					
THAÏLANDE	125		14		25		85

ANNEXE IV CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2006 (en milliers de dollars)							
DONATEUR	TOTAL	DÉVELOPPEMENT	OPÉRATION D'URGENCE	CII	IPSR	OPÉR. SPÉC.	AUTRES*
TRINITÉ-ET-TOBAGO	15						15
TURQUIE	1 200	100	400		700		
ROYAUME-UNI	100 372	1 683	21 644	671	59 612	11 788	4 974
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 122 307	34 170	645 136		428 430	12 763	1 807
NATIONS UNIES	159 216	2 178	45 107		63 855	44 810	3 265
ÉMIRATS ARABES UNIS	5 000					5 000	
VENEZUELA	1 800		300		1 500		
VIET NAM	129		129				
BANQUE MONDIALE	54 810					54 810	
Grand Total	2 704 956	247 956	1 043 663	31 921	1 094 783	202 949	83 685

Contributions bilatérales

56 504

* Autres: contributions aux fonds d'affectation spéciale, aux comptes spéciaux et au Fonds général.

**Pour 2006, les contributions privées ne comprennent pas 37,4 millions de dollars de dons en nature de caractère exceptionnel, notamment sous forme d'espace publicitaire.


ANNEXE V TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003		2004		2005		2006	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
GRAND TOTAL	3 254 748	100	2 899 628	100	2 892 401	100	2 664 994	100
DÉVELOPPEMENT	228 678	7	256 458	9	258 884	9	268 210	10
SECOURS	2 811 441	86	1 670 055	58	2 282 892	79	1 962 307	74
Opérations d'urgence	2 072 988		992 990		1 046 223		729 025	
IPSR	738 453		677 066		1 236 669		1 233 282	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	82 769	3	60 628	2	196 724	7	236 336	9
OPÉRATIONS BILATÉRALES	80 470	2	794 372	27	28	0	11 764	0
AUTRES ²	51 390	2	118 115	4	153 878	5	186 376	7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 480 457	100	1 381 743	100	2 042 876	100	1 761 907	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	45		48		69		66	
DÉVELOPPEMENT	117 299	8	126 364	9	145 704	7	130 139	7
SECOURS	1 333 542	90	1 202 709	87	1 762 296	86	1 517 868	86
Opérations d'urgence	790 229		757 281		745 297		635 785	
IPSR	543 313		445 427		1 016 999		882 083	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	20 992	1	43 975	3	130 188	6	112 399	6
OPÉRATIONS BILATÉRALES	8 625	1	8 695	1	4 688	0	1 501	0
ASIE	389 081	100	417 521	100	516 254	100	474 125	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	12		14		18		18	
DÉVELOPPEMENT	63 969	16	76 226	18	71 047	14	94 317	20
SECOURS	299 235	77	326 263	78	379 069	73	274 646	58
Opérations d'urgence	186 249		155 817		241 316		56 120	
IPSR	112 985		170 446		137 753		218 526	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	20 868	5	9 012	2	63 343	12	99 285	21
OPÉRATIONS BILATÉRALES	5 009	1	6 020	1	2 794	1	5 877	1

ANNEXE V TABLEAU 1: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003		2004		2005		2006	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	67 707	100	40 411	100	35 874	100	32 044	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	2		1		1		1	
SECOURS	67 144	99	40 411	100	35 874	100	32 044	100
Opérations d'urgence	18 494		12 209		8 018		5 928	
IPSR	48 649		28 202		27 856		26 116	
OPÉRATIONS BILATÉRALES	563	1	-	-	-	-	-	-
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	49 142	100	59 326	100	73 480	100	71 984	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	2		2		2		3	
DÉVELOPPEMENT	31 920	65	30 212	51	31 831	43	24 442	34
SECOURS	17 222	35	26 208	44	41 188	56	46 339	64
Opérations d'urgence	1 433		8 102		10 295		13 951	
IPSR	15 789		18 107		30 893		32 389	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-		2 906	5	461	1	1 202	2
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	1 213 215	100	856 973	100	84 116	100	91 333	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	37		30		3		3	
DÉVELOPPEMENT	15 228	1	16 633	2	15 774	19	10 090	11
SECOURS	1 094 299	90	73 114	9	55 629	66	61 150	67
Opérations d'urgence	1 076 583		57 920		35 798		9 901	
IPSR	17 716		15 194		19 831		51 249	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	40 610	3	4 735	1	2 699	3	15 783	17
OPÉRATIONS BILATÉRALES	63 078	5	762 490	89	10 013	12	4 310	5

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses directes ne comprennent pas le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds d'affectation spéciale.

Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2003-2006
(en milliers de dollars)

	2003					2004					2005					2006				
	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Dévelop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total
GRAND TOTAL	228 678	2 811 441	82 769	80 470	3 254 748	256 458	1 670 055	60 628	794 372	2 899 628	258 884	2 282 892	196 724	23	2 892 401	268 210	1 962 307	236 336	11 764	2 664 994
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																				
Angola	-	137 820	7 625	41	145 486	-	73 486	5 903	-11	79 377	-	43 986	6 793	-2	50 777	-	21 210	6 844	-	28 054
Bénin	2 409	-	-	-	2 409	2 346	-	-	-	2 346	2 124	942	-	-	3 067	2 266	875	-	-	3 141
Burkina Faso	4 589	151	-	-6	4 734	5 614	1 248	-	14	6 876	2 766	833	-	100	3 699	5 199	605	-	394	6 199
Burundi	27	43 492	842	537	44 898	-6	41 422	960	1 419	43 795	-	37 603	1 096	2 119	40 818	-	46 029	876	65	46 970
Cameroun	2 005	599	-	-	2 604	2 757	282	-	-	3 039	1 050	951	-	-	2 001	1 625	1 115	-	0	2 740
Cap-Vert	1 500	454	-	-	1 954	3 649	46	-	-	3 695	557	-	-	-	557	932	-	-	-	932
République centrafricaine	947	1 942	-	-	2 890	1 154	3 436	-	-	4 590	1 698	2 004	-	-	3 702	2 675	4 345	209	-	7 228
Tchad	4 416	1 277	-	-	5 693	3 110	31 454	2 317	-	36 881	2 460	41 806	5 987	-	50 254	4 271	46 270	4 767	-	55 308
Congo	-	4 905	-	-	4 905	-	4 868	-	-	4 868	-	3 983	-	-	3 983	-	2 748	-	-	2 748
Congo, Rép. dém. du	-	61 926	1 945	-	63 870	-	42 613	43	-	42 656	-	59 007	3 016	-	62 023	-	43 464	4 409	-	47 874
Côte d'Ivoire	283	16 689	260	420	17 651	46	19 908	1 059	2 740	23 753	-	21 892	1 795	619	24 306	-	21 058	2 466	267	23 791
Djibouti	60	3 783	74	-	3 917	671	2 229	-	-	2 900	1 103	3 943	-	-	5 046	1 089	4 208	-	-	5 297
Érythrée	-	66 479	-	-	66 479	0	44 917	-	-	44 917	-	64 364	-	-	64 364	-	-9 904	-	-	-9 904
Éthiopie	16 483	207 986	-	1 233	225 702	11 887	147 931	-	1 298	161 115	25 031	311 209	-	-	336 239	19 037	174 461	882	-	194 380
Gabon	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gambie	1 701	1 571	-	-	3 272	1 429	56	-	-	1 485	2 138	10	-	-	2 148	2 037	92	-	-	2 129
Ghana	3 923	97	-	-	4 020	2 477	396	-	-	2 873	2 818	2 009	-	-	4 918	1 892	1 369	-	-	3 261
Guinée	1 128	18 529	1 320	-	20 978	2 190	9 493	557	-	12 240	3 242	9 005	208	-	12 455	3 004	7 493	165	-	10 662
Guinée-Bissau	-	4 154	-	-	4 154	-	3 745	-	-	3 745	-	3 110	-	-	3 110	-	3 844	-	-	3 844
Kenya	7 787	44 344	-	-	52 132	15 534	56 574	-	-	72 107	16 417	63 551	-	-	79 968	17 180	134 400	1 553	-	153 134
Lesotho	1 954	20 851	-	-	22 805	3 483	21 892	-	-	25 375	2 630	19 458	-	-	22 088	2 876	7 761	-	-	10 638
Libéria	1 851	41 526	3 040	-	46 418	583	35 438	1 780	-	37 801	-1	35 141	150	-	35 290	-	33 832	450	-	34 282
Madagascar	3 510	6 622	-19	-	10 113	1 773	5 981	-	-	7 754	4 472	1 796	-	693	6 960	3 425	525	-	64	4 014
Malawi	4 905	51 927	3 145	-	59 977	6 090	19 915	1 051	-	27 057	6 004	54 996	-99	360	61 261	6 743	41 785	-	136	48 664
Mali	4 638	1 369	-	-	6 006	6 205	1 443	-	-	7 648	6 834	9 934	-	257	17 025	3 662	12 662	-	572	16 897
Mauritanie	5 273	18 728	-	-	24 001	1 210	6 946	-	-	8 156	3 888	14 973	-	-	18 861	3 753	9 768	-	-	13 521
Mozambique	13 188	52 058	18	-	65 265	10 710	20 568	-	-	31 278	13 855	31 615	-	-	45 470	7 504	29 365	-	2	36 871
Namibie	-	1 316	-	-	1 316	-	2 971	-	-	2 971	-	791	-	-	791	-	2 488	-	-	2 488
Niger	2 386	39	-	-	2 425	6 457	0	-	-	6 457	6 595	37 290	184	-	44 069	6 602	31 519	35	-	38 157
Rwanda	5 146	11 500	123	-	16 770	7 352	8 412	0	-	15 764	5 445	13 323	-	-	18 768	5 196	17 396	-	-	22 592
Sao Tomé-et-Principe	589	-	-	-	589	446	-	-	-	446	768	-	-	-	768	816	-	-	-	816
Sénégal	3 884	2 628	-	-	6 511	4 900	1 885	-	-	6 785	3 361	2 860	-	-	6 221	3 464	2 703	-	-	6 167
Sierra Leone	2 033	25 113	11	-	27 157	4 471	9 279	37	-	13 788	4 127	9 128	75	-	13 330	4 275	5 753	90	-	10 118
Somalie	-	9 529	-	-	9 529	-	18 147	-	-	18 147	-	22 761	-	-	22 761	-	53 465	-	-	53 465
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	480	-	-	-	480	893	-	-	-	893
Soudan	5 847	126 421	907	-	133 176	4 819	354 338	30 133	-	389 290	4 400	569 691	110 879	-	684 970	3 191	465 543	88 897	-	557 631
Swaziland	-	10 049	2	-	10 051	-	7 999	-	817	8 816	-	10 779	-	-5	10 774	-	8 136	-	-	8 136
Tanzanie	6 569	50 179	-	-	56 747	5 231	27 535	-	-	32 766	6 092	37 556	-	-	43 649	5 409	33 199	-	-	38 608
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	289	-	-	289	-	465	-	-	465
Ouganda	5 631	80 768	-	-	86 399	4 714	83 027	-	-	87 741	6 791	103 952	-	-	110 744	4 557	98 696	-	-	103 253
Zambie	2 320	50 815	-	1 674	54 809	4 886	18 168	-	-	23 054	8 147	43 863	-	-	52 010	6 501	53 634	-	-	60 135
Zimbabwe	-	155 906	-	4 725	160 631	-	70 599	-	2 418	73 017	-	67 450	-	548	67 998	-	98 870	-	-	98 870
Autres dépenses régionales	318	-	1 696	-	2 014	178	4 062	136	-	4 376	409	4 346	106	0	4 861	66	6 621	757	-	7 444
TOTAL POUR LA RÉGION	117 299	1 333 542	20 992	8 625	1 480 457	126 364	1 202 709	43 975	8 695	1 381 743	145 704	1 762 296	130 188	4 688	2 042 876	130 139	1 517 868	112 399	1 501	1 761 907



ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2003-2006
(en milliers de dollars)

	2003					2004					2005					2006				
	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total
ASIE																				
Afghanistan	-	126 576	11 715	-	138 291	-	119 073	11 603	-	130 676	-	92 260	1 779	-	94 040	-	81 938	12 934	-	94 872
Bangladesh	16 700	2 997	-	3 525	23 221	28 184	19 502	-	3 136	50 821	16 629	18 247	-	1 061	35 938	42 113	4 125	-	3 283	49 521
Bhoutan	4 685	-	-	-	4 685	3 138	-	-	-	3 138	2 287	-	-	-	2 287	1 694	-	-	-	1 694
Cambodge	660	15 966	-	578	17 204	1 264	11 221	-	2 719	15 205	1 641	7 159	-	358	9 158	1 943	11 238	-	759	13 940
Chine	10 670	-	-	864	11 533	9 296	-	-	165	9 462	9 933	-	-	-	9 933	181	-	-	-	181
Inde	3 098	8	2	-	3 108	8 690	-	-	-	8 690	12 721	266	-	-	12 986	14 990	-	-	-	14 990
Indonésie	-	21 287	-	-	21 287	-	20 911	-	-	20 911	-	103 392	29 008	1 375	133 775	-	63 145	27 047	1 835	92 026
Pôle d'Islamabad	-	1 691	2 528	-	4 219	-	-136	-2 667	-	-2 803	-	-66	-0	-	-67	-	-	-	-	-
Corée, Rép. pop. dém. de	-	99 955	611	42	100 608	-	121 416	54	-	121 470	-	55 402	8	0	55 410	-	9 964	-	-	9 964
Laos, Rép. dém. pop. de	1 953	232	-	-	2 185	2 568	1 723	-	-	4 291	3 849	815	-	-	4 664	3 092	1 305	-	-	4 397
Maldives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 096	2 623	-	4 719	-	366	2 943	-	3 309
Myanmar	-0	1 947	-	-0	1 946	-	4 611	-	-	4 611	-	9 119	-	-	9 119	-	9 527	-	-	9 527
Népal	10 184	5 921	-	-	16 105	12 633	7 867	-	-	20 500	10 919	5 762	228	-	16 909	15 215	9 599	531	-	25 345
Pakistan	15 082	14 817	-0	-	29 899	8 059	9 251	-	-	17 310	12 748	19 511	17 517	-	49 776	14 497	45 346	53 438	-	113 281
Philippines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4 551	-	-	4 551
Sri Lanka	842	6 857	-	-	7 700	2 319	8 505	-	-	10 824	278	53 482	7 041	-	60 801	592	22 175	824	-	23 591
Thaïlande	-	-	-	-	-	-	10	-	-	10	-	400	-	-	400	-	-	-	-	-
Timor-Leste	-	980	-	-	980	-	2 310	-	-	2 310	-	1 331	-	-	1 331	-	7 275	-	-	7 275
Autres dépenses régionales	96	-	6 012	-	6 108	73	-	23	-	96	43	9 893	5 138	-	15 074	-	4 091	1 568	-	5 659
TOTAL POUR LA RÉGION	63 969	299 235	20 868	5 009	389 080	76 226	326 263	9 012	6 020	417 521	71 047	379 069	63 343	2 794	516 254	94 317	274 646	99 285	5 877	474 125
EUROPE ORIENTALE ET CEI																				
Albanie	-	2 949	-	-	2 949	-	3 176	-	-	3 176	-	2 103	-	-	2 103	-	8	-	-	8
Arménie	-	7 122	-	-	7 122	-	3 455	-	-	3 455	-	2 345	-	-	2 345	-	2 725	-	-	2 725
Azerbaïdjan	-	6 455	-	-	6 455	-	3 940	-	-	3 940	-	5 548	-	-	5 548	-	5 084	-	-	5 084
Géorgie	-	6 782	-	-	6 782	-	4 720	-	-	4 720	-	4 622	-	-	4 622	-	4 589	-	-	4 589
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	-	4	-	-	-	-	-
Macédoine, ex-Rép. youg. de	-	92	-	-	92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fédération de Russie	-	13 494	-	563	14 057	-	12 515	-	-	12 515	-	8 019	-	-	8 019	-	5 931	-	-	5 931
Serbie-et-Monténégro	-	3 664	-	-	3 664	-	201	-	-	201	-	-	-	-	-	-	-3	-	-	-3
Tadjikistan	-	26 381	-	-	26 381	-	12 436	-	-	12 436	-	13 234	-	-	13 234	-	13 709	-	-	13 709
Turkménistan	-	204	-	-	204	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	-	-33	-	-	-33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL POUR LA RÉGION	67 144	-	563	67 706	-	40 411	-	-	40 411	-	35 874	-	-	35 874	-	32 044	-	-	-	32 044





ANNEXE V TABLEAU 2: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES ¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉS, 2003-2006																				
(en milliers de dollars)																				
	2003					2004					2005					2006				
	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total	Develop- pement	Secours	Opér. spéciales	Opér. bilat.	Total
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																				
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	166	18	-	184	
Bolivie	6 779	16	-	-	6 795	3 865	398	-	-	4 262	3 632	646	-	-	4 279	3 500	1 452	-	4 952	
Colombie	600	1 488	-	-	2 088	15	6 712	-	-	6 727	-	11 041	-	-	11 041	0	12 544	-	12 544	
Cuba	2 548	11	-	-	2 558	3 457	181	-	-	3 638	5 750	1 840	-	-	7 590	4 245	862	-	5 106	
République dominicaine	400	94	-	-	493	185	-3	-	-	182	19	-0	-	-	19	2	-	-	2	
Équateur	1 590	356	-	-	1 946	93	-1	-	-	92	-	204	-	-	204	-	1 146	-	1 146	
El Salvador	1 807	1 988	-	-	3 795	1 395	644	-	-	2 039	705	1 403	-	-	2 107	422	1 871	1	2 293	
Guatemala	2 632	3 900	-	-	6 532	1 349	2 679	-	-	4 028	2 164	6 819	-	-	8 983	879	14 169	-	15 048	
Guyana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	245	-	-	245	-	-	-	-	
Haiti	5 545	2 195	-	-	7 739	6 356	10 364	2 906	-	19 626	7 651	13 520	302	-	21 473	4 748	9 938	-	14 687	
Honduras	2 895	3 446	-	-	6 341	5 234	2 859	-	-	8 093	1 530	2 112	-	-	3 643	788	1 134	-	1 927	
Nicaragua	3 804	3 733	-	-	7 537	6 274	2 189	-	-	8 462	6 828	2 255	-	-	9 082	7 639	2 777	-	10 416	
Panama	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	281	-	575	856	
Pérou	3 317	0	-	-	3 318	1 958	187	-	-	2 145	3 207	1 103	-	-	4 309	1 351	0	-	1 352	
Autres dépenses régionales	4	-3	-	-	0	30	-	-	-	30	345	-	159	-	504	869	-	608	1 478	
TOTAL POUR LA RÉGION	31 920	17 222	-	-	49 142	30 212	26 208	2 906	-	59 326	31 831	41 188	461	-	73 480	24 442	46 339	1 202	-	71 984
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																				
Algérie	-	11 367	-	-	11 367	-	13 920	-	-	13 920	-	11 330	-	-	11 330	-	10 411	-	10 411	
Égypte	4 070	-	-	-	4 070	4 202	-	-	-	4 202	4 452	-	-	-	4 452	1 389	112	-	1 501	
Iran	-	10 937	21	-	10 959	-	1 831	-	-	1 831	-	763	-	-	763	-	384	-	384	
Iraq *	-	1 022 882	38 358	63 067	1 124 307	-	32 419	5 898	762 490	800 807	-	18 553	374	10 013	28 940	-	5 851	-	1 420	7 271
Jordanie	1 294	14 193	143	-	15 630	2 238	-514	-	-	1 725	402	8	-	-	409	500	-	-	500	
Liban	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 930	14 519	2 890	24 339	
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 326	-	2 326	-	-	1 265	1 265	
Maroc	366	-	-	-	366	-	191	-	-	191	-0	16	-	-	16	-	-	-	-	
Territoire palestinien occupé	133	27 290	1 870	-	29 293	-	28 771	-	-	28 771	-	24 432	-	-	24 432	-	36 625	-	36 625	
République arabe syrienne	980	6 968	218	-	8 166	3 102	-199	-	-	2 903	3 900	-	-	-	3 900	926	110	-	1 036	
Yémen	8 323	682	-	11	8 995	7 021	500	-	-	7 521	6 988	527	-	-	7 514	7 241	649	-	7 891	
Autres dépenses régionales	62	-	-	0	62	70	-3 806	-1 163	-	-4 898	34	-	-	-	34	33	78	-	111	
TOTAL POUR LA RÉGION	15 228	1 094 299	40 610	63 078	1 213 215	16 633	73 114	4 735	762 490	856 973	15 774	55 629	2 699	10 013	84 116	10 090	61 150	15 783	4 310	91 333
AUTRES ²	262	-	300	3 197	55 148	7 022	1 350	-1	17 166	143 654	-5 472	8 836	32	-17 472	139 801	9 223	30 261	7 666	76	233 601

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération figurent au-dessous du total de la colonne. Les montants négatifs, entre parenthèses, représentent les ajustements financiers.

(*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "Pétrole contre nourriture".

ANNEXE V TABLEAU 3: VENTILATION DES DÉPENSES DIRECTES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2003-2006 (en milliers de dollars)

	2003		2004		2005		2006	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS:	3 040 119	100,0	1 926 513	100,0	2 541 776	100,0	2 230 517	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	1 434 586	47,2	1 407 530	73,1	1 936 214	76,2	1 598 180	71,7
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	2 751 419	90,5	1 828 126	94,9	2 426 995	95,5	2 063 484	92,5
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	1 450 840	47,7	1 329 073	69,0	1 908 000	75,1	1 648 007	73,9
Asie	363 203	11,9	402 488	20,9	450 117	17,7	368 962	16,5
Europe orientale et CEI ³	67 144	2,2	40 411	2,1	35 874	1,4	32 044	1,4
Amérique latine et Caraïbes	49 142	1,6	56 420	2,9	73 019	2,9	70 782	3,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1 109 527	36,5	89 748	4,7	71 403	2,8	71 240	3,2
DÉVELOPPEMENT:	228 678	100,0	256 458	100,0	258 884	100,0	268 210	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²								
Pays les moins avancés	151 163	66,1	166 538	64,9	174 493	67,4	184 529	68,8
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	210 974	92,3	234 621	91,5	247 167	95,5	246 228	91,8
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS								
Afrique subsaharienne	117 298	51,3	126 364	49,3	145 704	56,3	130 139	48,5
Asie	63 968	28,0	76 226	29,7	71 047	27,4	94 317	35,2
Amérique latine et Caraïbes	31 919	14,0	30 212	11,8	31 831	12,3	24 442	9,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	15 228	6,7	16 633	6,5	15 774	6,1	10 090	3,8

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.² Classement réel pour chaque année.³ Secours uniquement.



ANNEXE VI: INITIATIVES DE CHANGEMENT			
INITIATIVE	OBJECTIF	DATE D'ACHÈVEMENT	OG
Comité permanent interorganisations, réforme des interventions humanitaires	Développement des capacités du PAM en tant qu'institution chef de file des services logistiques d'urgence interorganisations (ODT) et des télécommunications (ADI).	Intégrée	OG1
Suivi des questions relatives aux ressources humaines	Poursuite du dialogue constructif en cours entre les employés et la direction.	Intégrée	OG2
Gestion axée sur les résultats	Mise en oeuvre de la gestion axée sur les résultats dans l'ensemble de l'Organisation.	Intégrée	OG3
PASS- <i>it-on</i>	Méthode systématique de gestion des connaissances pour tirer parti des enseignements retirés. Utilisation du site Web pour recenser les pratiques optimales.	Intégrée	OG4
Gestion des risques de l'Organisation	1. Établissement d'un cadre de gestion des risques. 2. Intégration d'une approche systématique, efficace et durable de la gestion des risques et des possibilités.	Intégrée	OG6
Atteindre les enfants ciblés	Élaboration d'un plan d'action pour réduire l'écart entre le nombre d'enfants ciblés et le nombre d'enfants qui reçoivent effectivement une aide alimentaire (soit environ 8 millions d'enfants).	Décembre 2007	OG3
Gestion de carrière	Offre de formation pour répondre aux besoins, coordination pour éviter les chevauchements et combler les lacunes en garantissant un accès équitable à tout le personnel.	Décembre 2007	OG2
Nouveau Modèle opératoire	Harmonisation des trois initiatives (mise en oeuvre des nouveaux modes opératoires, projet sur les pratiques optimales et CMEA).	Décembre 2007	OG3
Mise en oeuvre des nouveaux modes opératoires	Utilisation optimale des ressources et livraison en temps voulu de l'aide alimentaire.		
Approche commune de suivi et d'évaluation (CMEA)	Simplification des rapports S&E et accélération du processus; amélioration des rapports normalisés sur les projets et des rapports annuels sur les résultats; présentation d'informations exactes sur les résultats et l'impact des opérations; élargissement de la base des donateurs et des partenaires.		
Projet sur les pratiques optimales	Amélioration de l'efficacité et de la rentabilité de la chaîne d'approvisionnement.		
Projet sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Optimisation de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du PAM.		
Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence	Amélioration de la crédibilité des évaluations des besoins d'urgence.	Décembre 2007	OG3
Normes comptables internationales	Adoption de normes comptables internationales pour améliorer la gouvernance et la gestion.	Janvier 2008	OG6
WINGS II	Mise à niveau des éléments centraux de l'infrastructure informatique du PAM et satisfaction des nouveaux besoins des usagers.	Décembre 2008	OG5
Capacités d'intervention en cas d'urgence	Renforcement des capacités du PAM pour lui permettre de faire face en temps opportun à plusieurs situations d'urgence complexes de grande envergure.	Juin 2009	OG3

ANNEXE VII PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE (2002–2006)

	2002	2003	2004	2005	2006*
Aide alimentaire (en millions de tonnes)					
1) Total, aide alimentaire	9,4	10,2	7,3	8,2	6,7
Part du total correspondant au PAM	3,7	4,8	3,7	4,4	3,7
Céréales	7,9	8,9	6,4	7,0	5,7
Produits autres que les céréales	1,5	1,3	0,9	1,2	1,0
Pourcentage des livraisons d'aide alimentaire dans le monde					
2) Achat dans les pays en développement %	11,0	21,1	21,4	27,7	35,1
3) Livraisons, par modalité %					
Aide bilatérale %	31,5	21,4	23,3	22,9	14,8
Aide multilatérale %	40,4	47,9	52,1	54,3	56,3
ONG %	28,1	30,7	27,6	22,8	28,9
4) Livraisons d'aide alimentaire par catégorie d'activités %					
Programmes %	25,3	15,0	18,1	13,4	13,4
Secours %	46,0	62,8	57,1	63,5	62,3
Projets %	28,7	22,2	24,8	23,1	24,3
5) Livraisons d'aide alimentaire par région %					
Afrique subsaharienne %	30,7	51,7	49,8	55,7	60,4
Asie du Sud et est de l'Asie %	39,1	23,3	27,9	30,3	18,0
Europe et CEI %	10,1	7,0	6,2	4,1	5,1
Amérique latine et Caraïbes %	12,8	4,3	7,6	7,2	9,3
Afrique du Nord et Moyen-Orient %	7,3	13,7	8,5	2,7	7,2
6) Livraisons aux pays					
Pays en développement %	98,7	99,1	99,5	99,7	99,8
PFRDV %	83,6	89,2	87,1	94,1	90,0
PMA %	39,5	53,3	53,8	60,4	61,5
7) Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales %					
De la production mondiale de céréales	0,5	0,5	0,3	0,4	0,3
Des importations mondiales de céréales	1,3	1,5	1,0	1,2	sans objet
8) Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, exprimées en % de/des:					
la production de céréales des PFRDV	1,2	1,3	0,9	1,0	0,8
importations de céréales des PFRDV	12,1	13,8	9,8	8,6	7,7

Source: Interfais

(*) Les données de 2006 sont provisoires à la date de mai 2007



ANNEXE VIII

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

AAP	Dépenses d'administration et d'appui aux programmes
ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
ADI	Division des technologies de l'information et des communications
APD	Aide publique au développement
Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
BIRD	Banque internationale pour la construction et le développement
CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
CEI	Communauté d'États indépendants
CERF	Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires
CII	Compte d'intervention immédiate
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CMEA	Approche commune de suivi et d'évaluation
COD	coûts opérationnels directs
CPA	Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
DSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
ESASU	Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FITTEST	Équipe d'intervention rapide dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications
GIS	Système d'information géographique
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IMC	indice de masse corporelle
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OD	Département des opérations
ODAP	Sous-Division de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence
ODT	Division du transport et des achats
OG	Objectif de gestion
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement

ANNEXE VIII

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
OS	Objectif stratégique
PACE	Programme d'évaluation professionnelle et de renforcement des compétences
PASS- <i>it-on</i>	système de partage de conseils pratiques
PFR	Pays à faible revenu
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PG	Priorité de gestion
PMA	Pays les moins avancés
S&E	Suivi et évaluation
SENAC	Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence
SNMI	Santé et nutrition maternelles et infantiles
SPLM	Sudan People's Liberation Movement
TIC	technologies de l'information et des communications
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNJLC	Centre logistique commun des Nations Unies
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation
WINGS	Système mondial et réseau d'information du PAM